## PUBLICATIONS DU SÉNAT

## SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982 du 27 novembre 1981 au 11 octobre 1982

## TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES  Pages
	R. A	N°	Pages	Pages
A				
driaensens, sénateur provincial d'Anvers				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1			2	6
Art. 1, 5°			127	365
terts, sénateur provincial de Limbourg, Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement, adjoint au Ministre des Affaires sociales (depuis le 17 décembre 1981)				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment Modification de la loi sur les C.P.A.S. au sujet de laquelle le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement a fait des déclarations publiques			2	10
(Question orale de M. Hancké) oins de santé au bénéfice des anciens prisonniers de guerre			164	526
(Question orale de M. Humblet) 'emploi à Siemens-Oostkamp (Question orale de M. Van In)			202	616
(Question orale de M. Vali III)  Resure inadéquate prise au plan écologique en vue d'enrayer la progression d'une maladie mortelle pour les plantes			202-203	
(Interpellation de M. Trussart) éversement en mer de déchets radioactifs			307	968
(Interpellation de M. de Wasseige) autorisation de la mise en fonctionnement de la centrale nucléaire de Tihange II			386	1197-1198
(Interpellation de M. Trussart) Idodification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Idodification de l'article 30, alinéa 1°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des			386-387	1199-1200-12
C.P.A.S.;  **Aodification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Discussion des articles			393 394, 395, 396	1215-1216 1217, 1218, 12 1220, 1221-12 1223
liments médicamenteux pour animaux pprobation de la Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfron-			397	1225
tière à longue distance Non-recevabilité de l'amendement de M. Trussart ttribution de subventions de fonctionnement aux écoles de l'Etat et de l'enseignement			467 467	1455-1456 1456
secondaire subventionné (Question orale de Mme De Pauw-Deveen)			473	1472
ation de traitement des eaux de la Gileppe (Interpellation de M. Gramme) bsence d'arrêtés d'exécution de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Insti-			474	1474
tut d'expertise vétérinaire (Interpellation de M. Hancké) lécessité de mettre fin à la confusion et à l'incertitude dans le domaine de l'expertise			475-476	1479-1480
des viandes en publiant immédiatement les arrêtés d'exécution de la loi du 13 juil- let 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire (Interpellation de M. Van Ooteghem)		e:	475-476	1479-1480

SENAI — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			•
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N⁰	Pages	Pages
Akkermans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande (jusqu'au 17 décembre 1981)				
/alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	5-6
andré, sénateur coopté				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Octroi du titre de ville à la commune de Rochefort			6	17-18
Rapport évision de l'article 71 de la Constitution	12317	93-2		
Texte proposé tablissement d'incompatibilités et d'interdictions concernant les Ministres, Secrétaires d'Etat, anciens Ministres et Secrétaires d'Etat, Ministres d'Etat, Gouverneurs ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives et des députations	12200	100-1/1°		
Proposition de loi	12534	310-1		
ur les événements de Pologne Déclaration du Gouvernement			9	23-24
Coalition gouvernementale Répartition des portefeuilles ministériels entre flamands et francophones Rétablissement de la confiance envers les gouvernants Poursuite de la réforme de l'Etat Sort de la région bruxelloise			37 37 37 37-38 37-38	102-103 103 103 103 103
Statut de la communauté germanophone. — Révision de l'article 59ter de la Constitution			37-38	103
Recours aux pouvoirs spéciaux Justification juridique tribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles			38 38	104-105 104-105
Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx relative à la structure de la participa- tion du Parlement à la préparation des arrêtés royaux sur base des pouvoirs spéciaux Sur les propositions de résolution de M. Wyninckx (Requête au Gouvernement			119	336
qu'il n'invoque pas l'urgence pour éviter de soumettre les arrêtés de pou- voirs spéciaux au Conseil d'Etat, que chaque arrêté soit précédé d'un rap- port au Roi et que les deux soient publiés au Moniteur) Justification de vote			142 143	458 466
volution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken  Sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Wyninckx. — Sur la demande de M. Lallemand d'ajourner le vote sur la motion  Ianifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie			142	460
Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'In- térieur			160	514
ommunication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Mesures d'accompagnement de la dévaluation			180 180	563, 564 563, 564
Modération des revenus Répartition des charges sur toutes les couches de la population			180 180	563 563
Promotion de l'emploi Politique de redressement socio-économique			180 180	563-564 564
Opinion de la Banque Nationale sur une dévaluation Réduction des prix à l'exportation suite à la dévaluation			180	564
tuation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations			180	564
Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement régional, d'interpeller un Ministre national			297	940
brogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)			332	1047
Discussion des articles formations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indé-			_	1048-1049
pendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré				
Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée éation du Fonds spécial pour la survie			364	1135
Sur la prise en considération. — Renvoi à la commission ad hoc piration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi			375	1161
Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx concernant la demande de procédure d'urgence pour la prise en considération odification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; odification de l'article 30, alinéa 1 <sup>et</sup> , de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;			391	1208
odification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Discussion des articles  Justification de vote			394 406	1216, 1217 1259
Sur la proposition d'ajournement de la discussion stitution à la commune de Waremme du titre de ville			459 465	1432 1447
r la motion d'ordre de M. Wyninckx proposant au Sénat de siéger le 14 septembre 1982 afin d'examiner les budgets avant le 1 <sup>et</sup> octobre			472	1471
isite en Belgique du Président de la République du Zaïre	1			1496

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	1 OCTOBRE 1982	
	DOCU	DOCUMENTS COMPTE RENDU ANALYTIQUE		
	R. A	N°	Pages	Pages
Aubecq, sénateur de l'arrondissement de Nivelles				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire en ce qui concerne le tribunal de première instance de Nivelles Proposition de loi Autorisation à la S.N.C.B. d'émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant de 5 milliards de francs pour couvrir l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements; Autorisation à la S.N.C.B. d'émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 590 millions de francs pour couvrir les dépenses de premier établissement Rapport oral	12370	143-1	467-468	6-7 1456-1457
В				
	ļ			
Bascour, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, deuxième Vice-Président du Sénat (depuis le 29 janvier 1981)			•	
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Reconnaissance aux parlementaires du droit de consulter les documents détenus par			2	6-7
les services publics Proposition de loi	12502	284-1		
lodification de l'article 22 <i>bis</i> de la loi électorale communale Proposition de loi lu deuxième vice-président du Sénat en remplacement de M. Pede	12552	323-1	66	178
to dedicate the president du senat en rempiacement de 144 rede				176
sasecq, sénateur de l'arrondissement de Nivelles, premier Vice-Président du Sénat				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en français téélu premier vice-président du Sénat			2 8	6-7 22
ttribution du titre de ville à la commune de Jodoigne Proposition de loi	12273	49-1		
Sur la proposition d'ajournement de la discussion ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements	12280	51-8	459	1432
Amendements apport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs-suppléants de la province de Hainaut	12280		2	7-8
oudget des Voies et Moyens de l'année 1982;				
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Crise économique Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat Effets de la dévaluation du franc Interventions de la Banque Nationale pour soutenir le franc Taux d'inflation Effet de la non-indexation des barêmes fiscaux Désindexation des salaires Perspectives pour l'Etat en matière d'emprunts Opposition socialiste au budget Stimulation du capital à risque Assainissement de la sécurité sociale Lutte contre la fraude fiscale Modération des revenus Ajournement du Sénat. — Vœux de fin de session	×		343 343 343 343, 344 343 343 343 343-344 344 344 344 344	1076 1076-1077 1076 1076 1076, 1077 1076-1077 1077 1077 1077, 1078 1077 1077-1078 1078 1078
Belot, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment ttribution du titre de ville à la commune de Jodoigne		garden and	2 459	10-11 1431
Rapport ctroi du titre de ville à la commune de Beauraing Proposition de loi	12273 12433	49-2 213-1		
ens, sénateur provincial d'Anvers				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	6

SENAT -	SESSION	<b>ORDINAIRE</b>	DE	1981-1982	
---------	---------	------------------	----	-----------	--

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Bock, sénateur coopté Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			6	17-18
Studget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980 Perte du prestige international de la Belgique Politique en matière de coopération au développement A.s.b.l. «Ecoles belges du Burundi, du Rwanda et du Zaïre» Réduction de la contribution à la coopération au développement Organisation de l'Administration générale de la coopération au développement Action des organismes non gouvernementaux en matière de coopération au développement Nécessité de revoir d'une manière sélective la réglementation en matière de vitesse routière Question orale modemnisation des agriculteurs dont le bétail est décimé par la brucellose Question orale			252 252 252 252 252 252 252 414 451	801 801-802 802 802 802 802 1276
Agel, sénateur de l'arrondissement de Louvain  Alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais  Aliogation de l'article 147 bis du Code électoral concernant vote par procuration			2	6-7
Proposition de loi  Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Atmendement  Modification de l'article 70 de la loi communale Rapport	12375 12409 12059	148-1 179-3 235-2	331-332	1045-1046
Actibution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Portée des pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Justification des pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1	12039	233-2	81 81 81	222 222 227
Art. 1, 2°  Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du bourgmestre)			120 461	338 1438
Bossicart, sénateur provincial de Liège				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	9
С				
Califice, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin				
lalidation de ses pouvoirs. — Prête serment Manifestation des métallurgistes à Bruxelles le 11 février 1982. — Heurts violents Motion d'ordre			2 146	7-8 475
Leurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Question orale  Olitique sidérurgique et application de l'accord gouvernemental relatif à Cockerill-			161	515
Sambre  Interpellation  Construction d'une centrale nucléaire à Chooz			166	531
Question orale			201	614
Canipel, sénateur coopté				
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Atribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1			90	243
Art. 1, 3°			122, 123	348-349, 352

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES	
	R. A	N°	Pages	Pages	
Capoen (suite)					
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Nouvelle orientation économique du Gouvernement Perte de concurrence de nos entreprises Coûts salariaux Pacte de l'emploi Politique envers les cinq secteurs nationaux Sidérurgie Construction navale Textile Charbonnages Verre creux Fermeture de l'entreprise Texaco à Gand Question orale de M. Van In Protection de la population dans la région limitrophe de la France Question orale			351 351 351 351 351 351 351 351 351 351	1099 1099 1099 1099 1099 1099-1100 1100	
Carpels, sénateur de l'arrondissement de Bruges					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12	
Chabert, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Ministre des Travaux publics et des Réformes institutionnelles (jusqu'au 17 décembre 1981)					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Cessation des activités des centres de formation professionnelle pour chômeurs à Bruxelles			2	6-7	
Question orale			322	1023	
Claeys, sénateur provincial de Flandre orientale					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment budget des Communications de l'année 1982 Rapport Naturalisations Rapport Rapport (cas du footballeur Lozano)	12548 12230 12286 12286	5-XIV-2 156-2 156-4	2	4-5	
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano  Jauralisations	12400	266	298	943	
Rapport intretiens avec le Gouvernement néerlandais au sujet du canal Gand-Terneuzen Question orale udget de la Prévoyance sociale de l'année 1982	12400	266	413	1274	
Assainissement de la sécurité sociale Recherche de nouveaux revenus Placement par des mutualités de fonds sur des comptes bancaires à terme Politique envers les handicapés Réforme du système des allocations			442 442 442 442-443 443	1392 1392 1392 1392-1393 1392-1393	
Clerdent (Baron), sénateur de l'arrondissement de Liège					
oyen d'âge, ouvre la session ordinaire de 1981-1982 'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			1 2	4 8-9	
close, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en français pprobation de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modifica- tion de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, et de			2	6-7	
l'Annexe Rapport éclaration du Gouvernement	12362	132-2			
Politique de défense nationale Caractère opérationnel de nos forces armées Problème de la réserve Commission mixte Défense civile		ı	44-45 44 44 44 44-45	121 121 121 121 121	

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIOUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Coens (suite)				
Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'ensei- gnement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971				
(Interpellation de M. J. Peetermans) Problèmes de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique			417	1286
(Interpellation de M. De Rouck) ort des institutions bruxelloises traitant les matières personnalisables			435	1341-1342
(Interpellation de M. Poullet) Attribution de subventions de fonctionnement aux écoles de l'Etat et de l'enseignement secondaire subventionné (Question orale de Mme De Pauw-Deveen)  Voir: M. Aerts			486	1502-1503
Conrotte, sénateur provincial de Luxembourg				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Modification de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et			2	10
les commissions paritaires Proposition de loi	12311	89-1		
Congé d'accueil en cas d'adoption, de légitimation par adoption ou de tutelle offi- cieuse	12011	3,51		
Proposition de loi Vaturalisations	12326	101-1		
Rapport	12400	266-2		
apport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs-suppléants de la province de Namur			2	10-11
volution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken				
Justification de son abstention au vote sur la motion déposée en conclusion de l'in- terpellation de M. Wyninckx			143	461
udget de la Prévoyance sociale de l'année 1982 Causes du déficit du système de la sécurité sociale			441	1387
Assainissement et priorités en matière de sécurité sociale Augmentation des tickets modérateurs			441 441	1387-1388 138°
Rationalisation dans le secteur des soins de santé			441 441	1388 1388
Maîtrise des actes médicaux. — Etablissement de profils médicaux Nécessité de redonner à la sécurité sociale un visage humain		×	441	1388
Cooreman, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	4-5
elance des investissements et de l'emploi Proposition de loi	12252	28-1		
réation d'un Institut des juristes d'entreprise Proposition de loi	12289	65-1		
réation de la fonction de conseiller suppléant aux cours d'appel Proposition de loi	12483	269-1		
xpansion de la propriété immobilière, relance de l'emploi et rénovation de bâtiments anciens	12403	207-1		
Proposition de loi	12539	311-1		
résentation de candidats pour la composition d'une commission spéciale Interprétation de la notion de groupe politique dans les articles 2 et 55 du Règle- ment du Sénat			40	
éclaration du Gouvernement			10	25
Administration de la justice. — Délais d'attente auprès des cours et tribunaux Recours aux pouvoirs spéciaux			41	113 113
Cumul de mandats politiques. — Réduction des indemnités trribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			41	113
Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement Discussion des articles			74	205
Art. 2 Art. 2, 1°			135-136 137	409-410 414-415
oorens, Mme, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	7-8
oppens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			2	6-7
odification de l'A.R. du 20 février 1975 portant statut de réparation en faveur des militaires belges qui ont effectué du service au cours des différentes phases de la			-	U-7
mobilisation de 1939-1940				
Proposition de loi	12307	84-1		

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	11 OCTOBRE 1982	2
	DOCU	IMENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
oppens (suite)				
odification de la loi du 1 <sup>er</sup> mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique Proposition de loi esures nouvelles en faveur des résistants au nazisme dans les régions annexées, des	12309	86-1		
réfractaires, des déportés, des victimes civiles des deux guerres et de leurs ayants droit Rapport tribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles	12156	184-2	276	880
Art. 1 Art. 1, 7° Art. 1, 9°		İ	129-130 131	380-381 389
Art. 1, 11° uation au Salvador et projet d'élections qui se dérouleraient en mars 1982			132	396
Rapport oral			231	697-698
adell, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles				
didation de ses pouvoirs. — Prête serment en français ojet de loi de finances de l'année budgétaire 1982 et fixation du contingent de l'armée			2	6-7
Rapport claration du Gouvernement			14	34
Fusion de l'Institut national du Logement et de la Soeté nationale terrienne. — Respect du critère de la clé de répartition Financement des communautés et des régions			44 44	120 120
Sort de la région bruxelloise Financement			44 44	120-121 121
Politique industrielle Indemnisation des commerçants lésés par des travaux publics			44 44	121 121
tribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Recours aux pouvoirs spéciaux. — Politique de la droite		[	94, 95	254, 255
Evasion des capitaux Modération des revenus			94 94-95	254 25′ 35
Indexation des salaires Répartition des charges sur toutes les couches de la population une économique, finances communales et situation institutionnelle actuelle de la			94 94-95	255 255
région bruxelloise Interpellation spect de la paix scolaire dans le cadre de l'autonomie culturelle et de la répartition			217-218, 219	660-662, 665
des compétences entre l'Etat central et les communautés plantation éventuelle de missiles nucléaires en Belgique et non-respect des engage- ments pris par le Gouvernement d'informer régulièrement le Parlement et de le			226	683
mettre en mesure de jouer le rôle qui lui revient en cette matière Interpellation			436, 437	1343-1344, 134
Paragraphy of the state of the				
welier, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost				4.5
lidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	4-5
D				
nems, sénateur de l'arrondissement de Louvain				
lidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais probation de la Convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des			2	6-7
navires de pêche et de l'Annexe Rapport	12425	206-2		
lem, sénateur provincial de Namur				
lidation de ses pouvoirs. — Prête serment lèvement des plafonds d'exonération pour emprunts hypothécaires pour les famillles			2	11
qui acquièrent leur première habitation Proposition de loi	12316	92-1		
troi du titre de ville à la commune de Rochefort Proposition de loi mis de conduire et licence d'apprentissage	12317	93-1		
mis de conduire et licence d'apprentissage Proposition de loi duction des droits d'enregistrement à l'achat d'une première propriété immobilière	12328	103-1		
bâtie ou non bâtie Proposition de loi	12407	178-1		
			1 1	

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	Nº	Pages	Pages
Dalem (suite)				
Péclaration du Gouvernement Relance du secteur de la construction			49	135-136
esponsabilité des sucreries dans les pertes infligées aux planteurs de betteraves Ouestion orale			68	183-184
écent accident d'aviation survenu à Rochefort Ouestion orale			68	184
Ouestion des points lumineux et de la signalisation routière Ouestion orale			202	615
reves à la S.N.C.B. Question orale			240	741
Question orale cetard apporté à l'aménagement de l'autoroute E40 Bruxelles-Luxembourg Ouestion orale			267	844
émantèlement de l'I.R.S.I.A.  Question orale			413	1276
Modification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises			425	1304-1305
Ouestior, orale Ouestior, orale			452	1415
Question d'alle ervice spécial Héli-secours Question orale			452	1416
Question des dommages causés par les inondations du mois de juillet 1980 Question orale			10.000	
éforme de l'agréation des entrepreneurs			452	1416
Question orale			454	1419
De Backer-Van Ocken (Mme), sénateur de l'arrondissement d'Anyers, Secré-			i	
taire d'Etat à la Communauté flamande (jusqu'au 17 décembre 1981)				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment fodification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions bud-			2	5-6
gétaires 1975-1976 Proposition de loi	12499	285-1		
Proposition de los	12499	263-1		
De Baere, sénateur de l'arrondissement d'Anvers				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	5-6
omplément aux articles 3 et 4 de la loi communale Rapport	12466	248-2	399	1235
ectification de la limite entre les communes d'Ekeren et de Kapellen Rapport	12489	274-2	401	1240
e Bondt, sénateur provincial de Flandre orientale				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			2	4-5
Rapport Remerciements au personnel du C.R.A. pour sa collaboration lors de la rédaction	12280	51-2		
du rapport Justification des pouvoirs spéciaux			66-67 67	179 179-180
Respect des lois de réformes institutionnelles Présence de M. Dehousse aux réunions de commission			67 84	180 230
Réflexion sur la manière de débattre au Sénat les amendements au projet de loi Discussion des articles			97	263
Art. 1 Art. 1, 2°			116	326
Art. 1, 6° Art. 1, 8°			128 130	374 385
Art. 2 Art. 2, 5°			138	421-422
Art. 2, 10° Art. 3				429
Art. 3, § 2bis Art. 6			140	442 454
lodification de l'article 16 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 relatif aux impositions provinciales				
Proposition de loi Retrait	12294	71-1	256	810
dimission des détenteurs de certains diplômes de licence aux études universitaires conduisant à des grades légaux			250	3.0
Proposition de loi Discussion des articles	12378	150-1	377	1175
Sur le vote en seconde lecture Rappel au Règlement du Sénat par M.				1178
Wyninckx			379	11/0

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
de Bruyne (suite)				
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve- loppement de l'année 1981;				
Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980				
Accords de Yalta Politique étrangère			211 211	643 643-644
Otan U.R.S.S.			211 211	643, 644 643-644
Etats-Unis Proche-Orient			211 211	644 645
Politique de détente Est-Ouest Perspectives pour la construction de l'Europe			211 211-212	644 644-645
Rôle du Parlement européen Crise énergétique			211-212 212	644-645 645
Opportunité de la dévaluation du franc belge Objectifs du nouveau Comité ministériel des relations économiques extérieures			212 212	645 645-646
Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgé- taire 1982			232	703
Situation des laminoirs anversois			247	764
Approbation de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel et des				
Rapport oral Situation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que			266	840
l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations			310-311	976-977
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;				
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Elaboration du rapport			337	1060-1061
Activités du Bureau du Plan Manque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits sup-			337	1061
plémentaires			337 337	1061-1062 1062
Nécessité d'une politique de relance économique Taux d'intérêt élevés Effet de la dévaluation sur l'exportation			337 337	1062 1062
Inefficacité des mesures de relance économique Activités de la Caisse d'amortissement			337 349	1062
Répartition des ordres entre certains agents de change des bourses de Bruxelles et d'Anvers			349	1092-1093
Budget des Voies et Moyens Discussion des articles			360, 361	1124, 1125
Augmentation et réduction de certains crédits ouverts pour l'année 1981 et octroi de			360, 361	1124, 1123
crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1980 et antérieures			375	1163
Discussion des articles Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors			376	1167
de ventes publiques d'immeubles Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982;			380	1182-1183
Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi			429	1320-1322
Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982 Discussion des articles			430	1327
Debusseré, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt				
All the detail enter • that is at a translation of another depending that is the translation of the translation of the				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12
De Clercq C., sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, Questeur du Sénat				
			,	
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Réélu questeur du Sénat			2 8	5-6 23
Reconnaissance des administrations chargées de la gestion du temporel du culte ortho- doxe				
Proposition de loi Petit chômage pour cause de comparution personnelle devant le tribunal	12244	20-1		
Proposition de loi Complément à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie	12245	21-1		
Proposition de loi Approbation de la Charte sociale européenne	12246	22-1		ε
Proposition de loi Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	12247	23-1		
Proposition de loi Protection du symbole et de l'emblème olympiques	12248	24-1		
Proposition de loi Modification de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail	12249	25-1		
Proposition de loi  Modification de loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et	12250	26-1		
les commissions paritaires	12260	36-1		
Proposition de loi	12200	30-1		

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	1 OCTOBRE 1982	
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
e Clercq C. (suite)				
romotion de l'activité créative des travailleurs salariés et appointés Proposition de loi	12262	38-1		
appression de l'article 49 de l'A.R. du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées  Proposition de loi	12263	39-1		×
odification de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le contrat de travail de représentant de commerce Proposition de loi	12264	40-1		×
odification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail Proposition de loi vision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24 <i>bis</i> relatif aux	12265	41-1		
droits économiques et sociaux Texte proposé esures fiscales en faveur des handicapés	12170	100-2/1°		
Proposition de loi section de nouvelles dispositions dans la législation relative aux victimes de la guerre	12376	149-1	274-275	864
Rapport forme du régime de pension des veuves de guerre	12126	185-2	275	874
Rapport ontrôle des prix dans les maisons de repos pour personnes âgées	12161	186-2		
Proposition de loi odification du Titre III, Chapitre 1 <sup>et</sup> , Section 4 de l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage	12410	188-1		
Proposition de loi	12411	189-1		
Proposition de loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré	12412	190-1		
Proposition de loi	12421	202-1		
stitution d'un ombud Proposition de loi	12440	225-1		
apport sur la cooptation de sénateurs aturalisations Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano			246	750 - 23
eclercq R., sénateur provincial de Flandre occidentale alidation de ses pouvoirs. — Prête serment écédé le 4 juillet 1982			2	11-12
Peclercq T., sénateur coopté  alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais  dodification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres  publics d'aide sociale			6	17-18
Proposition de loi odification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes	12355	127-1	424 425	1202 1202
annuels des entreprises Rapport tribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12470	250-2	424-425	1302-1303
Résorption du chômage. — Troisième circuit de travail Promotion de l'emploi Réduction du temps de travail avec embauche compensatoire			84 84 84	230 230-231 230-231
olution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken			125	359
nuation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de com- merce d'Anvers			154	494-495
dget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve- loppement de l'année 1981; ustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé-				
ration au Développement de l'année 1980' Collaboration sur le plan du Benelux Facilitation du trafic commercial Nécessité d'une politique commerciale intégrée Promotion des exportations Promotion des investissements industriels Lutte contre le chômage Politique étrangère titude adoptée par le Gouvernement belge vis-à-vis de l'invasion israélienne au			261-262 261 261 261 261-262 262 262	824-826 825 825 825 825-826 826
Liban et conséquences qui en découlent pour la population libanaise, la paix au Moyen-Orient et les droits du peuple palestinien Interpellation Retrait suation au Liban Rapport oral			476 477 476	1481 1484-1485 1482

14 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
De Clercq W., Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances et du Commerce extérieur (depuis le 17 décembre 1981)				
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1				
Art. 1, premier alinéa Art. 1, 1º			109, 110 111, 114, 115	298, 299 304, 306, 311, 312, 314-315, 316, 322
Art. 1, 1°, deuxième alinéa Art. 1, 1° (Adjonction d'un troisième alinéa) Art. 1, 1° (Adjonction d'un nouvel alinéa) Art. 1, 2°			115 115 115 116-117, 119, 120	319 320 321 325, 326-327, 328, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343
Art. 1, 4° Art. 1, 11° Art. 1, 12° Art. 2, 1° Art. 2, 5° Art. 2, 9° Art. 2, 11° Art. 2, 10° Art. 20 Ar			126 133 133 136 137 137-138 138-139 139	362, 363, 364 396-397 399, 401 411-413 415-416 421, 422 428-429 430 435-436-437
Opportunité de la dévaluation Mesures d'accompagnement de la dévaluation Divulgation prématurée de la dévaluation imminente par l'agence de presse « Reu-			181, 182 181, 182	568-569, 570, 571 568, 569
Divulgation prematuree de la devaluation imminente par l'agence de presse « Retution to taux de la dévaluation Nombre de chômeurs Déséquilibre des finances publiques Déséquilibre de la balance des paiements Causes de la dévaluation Manque de compétitivité des entreprises Modération des revenus Répartition des charges sur toutes les couches de la population Assainissement des finances publiques Indexation des salaires Effet déflationniste de la dévaluation Politique de redressement économique Effets de la dévaluation sur la balance des paiements et sur la balance commerciale Hausse des prix causée par la dévaluation Evasion des capitaux Effets de la dévaluation sur l'épargne Politique des prix Cotisation de solidarité des indépendants Retard mis à accorder une autorisation d'emprunt à la Société nationale terrienne (Question orale de M. De Seranno) Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1981 Nouvelle orientation économique du Gouvernement Relance de l'économie Causes de la crise économique du Gouvernement Relance de l'économie Effets de la dévaluation du franc Interventions de la Banque Nationale pour soutenir le franc Réduction du taux de l'impôt des sociétés Stimulation du capital à risque Evaluation de la version belge de la loi Monory Imposition accrue des revenus de remplacement Assainissement des finances publiques Stratégie budgétaire globale du Gouvernement Estimation des recettes de l'Etat Lutte contre le chômage Dépôt tardif du budget des Voies et Moyens Rapports de l'O.C.D.E. et du Comité économique et social de la C.E.E. sur la politique économique et budgétaire à suivre Crise des Falklands Exécution de travaux en Wallonie par des entrepreneurs flamands Programme d'investissements relatifs aux travaux d'infrastructure. — Analyse coûtefficacité Blocage des prix Estat Laute courà d'infrastructure d'infrastructure. — Analyse coûtefficacité			181 181 181 182 182 182 182 182 182 182	568 568 568 568 568 568 568 569 569 569 569 569 569 569 569 569 569

Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982 (suite) Résorption du retard dans l'enrôlement des impôts directs Pression fiscale Extension de cadre au Ministère des Finances Imposition différente des revenus du travail et des revenus de remplacement Projet de réforme de l'impôt des personnes physiques Décumul et fractionnement Ampleur de la detre publique Opérations de trésories (retres de change) Hom Effet de la dévaluation (Pertes de change) Hom Insuffisiance selvées par les treceveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles (Interpellazion de M. de Clippele) Adaptation de la limite du chiffre d'affaires en dessous de laquelle les commerçants et entreprises peuvent effectuer une déclaration trimestrielle de T.V.A. (Question orale de M. de Donnés) Eglobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- legiobalisation des de Mme Godinache-Lambert) Voir : M. Waltniel  Trafic de viande pratique sur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise ( Question orale de Mme Julilams) Voir : M. Waltniel  Décléty, sénateur provincial de Hainaut Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français, en néerlandais et en alle- mand Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la joui	IDRE 198	81 AU 11	OCTOBRE 1982	2 15	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 (suite) Résorption du retard dans l'enrôlement des impôts directs Pression fiscale Lutte contre la fraude fiscale Extension de cadre au Ministère des Finances Imposition différente des revenus du travail et des revenus de remplacement Décumul et fractionnement Ampleur de la dette publique Opérations de trésorerie Effet de la dévaluation (Pertes de change) Hommage à la mémoire de M. Jorissen, questeur du Sénat Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles Abutreppellacie l'imité de distifier d'affaires en dessous de laquelle les commerçants et entreprises peuvent effectuer une déclaration trimestrielle de T.V.A. (Question orale de M. de Donnéa) Déglobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- piétaires habitant leur propre immeuble (Question orale de M. G. Gillet) Taux de T.V.A. en agriculture (Question orale de Mme Godinache-Lambert) Taris de viande pratiqués aur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise (Question orale de Mme Godinache-Lambert) Voir: M. Tindemans Négociations portant sur une part belge de marché dans la construction immobilière de la République Algérieme (Question orale de Mme N. Maes) Voir: M. Walmiel  Decléty, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clipsele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs spéciaux au Roi Amendemens Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Relance du secteur de la construction Decléty, sénateur provincial de Hainaut  Validation de ses pouvoirs spéciaux au Roi Amendemens Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Relance du secteur de la construction Revision de la taxastion du revenu cadastral Diminution des déroits d'enregistrement et	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 (suite) Résorption du retard dans l'enrôlement des impôts directs Pression fiscale Lutre contre la fraude fiscale Extension de cadre au Ministère des Finances Imposition différente des revenus du travail et des revenus de remplacement Décumul et fractionnement Ampleur de la dette publique Opérations de trésorerie Effet de la dévaluation (Pertes de change) Hommage à la mémoire de M. Jorissen, questeur du Sénat Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publique d'immeubles (Interpellarion de M. de Clippele) (Question orale de M. de Donnéa) Eglobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- prétaires habitant leur propre immeuble (Question orale de M. R. Gillet) Taux de T.V.A. en agriculture (Question orale de Mme Godinache-Lambert) Voir: M. Waltniel Trafic de viande pratiqué sur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise (Question orale de Mme Julliams) (Question orale de Mme N. Maes) Voir: M. Waltniel  Prolongation orale de Mme N. Maes) Voir: M. Waltniel  Decléty, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs de baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Discussion des articles  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Relance du secretur de la construction Politique fiscale en vue de relancer le secteur immobilier Déduction des intérêts hypothécaires Indexation des tranches d'imposition Revision de la taxakoit on du revenu cadastral Art. 1, 12° Art. 2  Art. 2  Art. 2  Art. 2  Art. 2  Art. 2	A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages	
Hommage à la mémoire de M. Jorissen, questeur du Sénat Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles (Interpellation de M. de Clippele) Adaptation de la limite du chiffre d'affaires en dessous de laquelle les commerçants et entreprises peuvent effectuer une déclaration trimestrielle de T.V.A. (Question orale de M. de Donnéa) Déglobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- priétaires habitant leur propre immeuble (Question orale de M. R. Gillet) Taux de T.V.A. en agriculture (Question orale de Mem Godinache-Lambert) Voir : M. Waltniel Trafic de viande pratiqué sur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise (Question orale de Mem Godinache-Lambert) Voir : M. Tindemans Négociations portant sur une part belge de marché dans la construction immobilière de la République Algérienne (Question orale de Mme N. Maes) Voir : M. Waltniel Prolongation du délai de renvoi de la déclaration fiscale pour l'exercice d'imposition 1982 (Question orale de M. de Clippele) Voir : M. Waltniel  Decléty, sénateur provincial de Hainaut  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français, en néerlandais et en alle- mand Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Amendement Discussion des articles Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements Deduction des ranches d'imposition Révision de la taxation du revenu cadastral Diminution des droits d'enregistrement et des droits de succession Discussion des articles Art. 1, 12° Art. 2, 2.			359 359 359 359 359 359 359 359 359 359	1120 1120 1120 1120 1120 1120 1120 1121 1121 1121 1121	
centreprises peuvent effectuer une déclaration trimestrielle de T.V.A. (Question orale de M. de Donnéa) Déglobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les propriétaires habitant leur propre immeuble (Question orale de M. R. Gillet) Taux de T.V.A. en agriculture (Question orale de Mme Godinache-Lambert) Voir: M. Valmiel Trafic de viande pratiqué sur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise (Question orale de Mme Julliams) Voir: M. Tindemans Négociations portant sur une part belge de marché dans la construction immobilière de la République Algérienne (Question orale de Mme N. Maes) Voir: M. Waltniel Prolongation du délai de renvoi de la déclaration fiscale pour l'exercice d'imposition 1982 (Question orale de M. de Clippele) Voir: M. Waltniel  Decléty, sénateur provincial de Hainaut Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs membre des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Amendement Discussion des articles  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Relance du secteur de la construction Politique fiscale en vue de relancer le secteur immobilier Déduction des intérêts hypothécaires Indexation des tranches d'imposition Révision de la taxation du revenu cadastral Diminution des droits d'enregistrement et des droits de succession Discussion des articles  Art. 1  Art. 1, 12°  Art. 2			373 380-381	1157-1158 1183-1184	
(Question orale de M. Ř. Gillet) Taux de T.V.A. en agriculture (Question orale de Mme Godinache-Lambert) Voir: M. Waltniel Trafic de viande pratiqué sur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise (Question orale de Mme Julliams) Voir: M. Tindemans Négociations portant sur une part belge de marché dans la construction immobilière de la République Algérienne (Question orale de Mme N. Maes) Voir: M. Waltniel Prolongation du délai de renvoi de la déclaration fiscale pour l'exercice d'imposition 1982 (Question orale de M. de Clippele) Voir: M. Waltniel  Decléty, sénateur provincial de Hainaut Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Amendement Discussion des articles  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Relance du secteur de la construction Politique fiscale en vue de relancer le secteur immobilier Déduction des intrêtes hypothécaires Indexation des tranches d'imposition Révision de la taxation du revenu cadastral Diminution des droits d'enregistrement et des droits de succession Discussion des articles  Art. 1, 12° Art. 2			450	1411	
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  de Clippele, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français, en néerlandais et en allemand  Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble  Amendement  Discussion des articles  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi  Amendements  Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal  Relance du secteur de la construction  Politique fiscale en vue de relancer le secteur immobilier  Déduction des intérêts hypothécaires  Indexation des tranches d'imposition  Révision de la taxation du revenu cadastral  Diminution des droits d'enregistrement et des droits de succession  Discussion des articles  Art. 1  Art. 1, 12°  Art. 2			451	1413	
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français, en néerlandais et en allemand  Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Amendement Discussion des articles  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements Pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Relance du secteur de la construction Politique fiscale en vue de relancer le secteur immobilier Déduction des intérêts hypothécaires Indexation des tranches d'imposition Révision de la taxation du revenu cadastral Diminution des droits d'enregistrement et des droits de succession Discussion des articles Art. 1 Art. 1, 12° Art. 2			2	7-8	
Art. 2, premier alinéa Art. 2, 2° Art. 2, 3° Art. 2, 5° Art. 2, 11° Art. 4, \$ 1  Modification du Règlement du Sénat (Article 55)  Proposition  Modification de l'A.R. n° 1 du 15 février 1982 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Constructions non-résidentielles)  Proposition de loi	.18	7-3 51-12 94-1 212-1	2 21 22 74-75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 7	6-7 56-57 60 205-206 205-206 205-206 206 206 399 414 417 418 423 431 448	

	DOCU	DOCUMENTS COMPTE RENDU ANALYTIQUE		ANNALES
	R. A	Nº	Pages	Pages
de Clippele (suite)				
Extension de l'immunité fiscale aux dépenses faites en vue de l'isolation thermique des habitations données en location				
Proposition de loi Modification de l'article 10, §§ 1 et 2 du Code des impôts sur les revenus	12445	228-1		
Proposition de loi	12449	234-1		
Modification du Code des impôts sur les revenus en vue d'alléger la charge des emprunts immobiliers Proposition de loi Modification du Code des droits de succession en ce qui concerne les intérêts mora-	12457	244-1		
roires  Proposition de loi  Modification de l'article 83, premier alinéa, du Code des droits d'enregistrement, d'hy-	12480	265-1		
pothèque et de greffe Proposition de loi Modification des articles 45 et 188 du Code des impôts sur les revenus au sujet de	12486	279-1		
l'imputation du précompte immobilier				
Proposition de loi Neutralisation des effets de l'inflation sur les tranches d'imposition des revenus	12546	319-1		
Proposition de loi Modification du Code des impôts sur les revenus pour alléger les formalités adminis- tratives des indépendants	12549	321-1		
Proposition de lôi Modification du Code des droits de succession et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne les propriétés boisées	12550	322-1		
Proposition de loi Modification du Code des impôts sur les revenus en ce di concerne le calcul du mon- tant de la plus-value en cas de revente de terrains non bâtis	12554	324-1		
Proposition de loi Déclaration du Gouvernement	12556	325-1		
Stabilité du Parlement			41 41	113-114
Relance du secteur de la construction Personnalité juridique des syndicats			41	114 114
Réforme de l'Etat. — Risques d'affrontement communautaire et d'éclatement du pays. — Autonomie provinciale			41	114
Justifie le vote de confiance du parti U.D.R.TR.A.D. lors de la déclaration gouverne- mentale Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat			57	165
Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres- sion «groupe politique» Prolongation du délai de renvoi de la déclaration fiscale pour l'exercice d'imposition			90	242
1982 Question orale			301	951-952
Modification de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 concernant les privilèges et				1008
les hypothèques Ajustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1981			316	
Régularisation de la décision gouvernementale octroyant des avances à l'Inami Placement illicite par des mutualités de fonds sur des comptes bancaires à terme Politisation des mutualités Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;			316 316 316	1009 1009 1009
Budget de la Dette publique de l'année 1982;			it.	
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Limitation du nombre de fonctionnaires			355	1109-1110
Assainissement de la sécurité sociale			355	1110
Relance du secteur de la construction Réduction du taux de la T.V.A.			355 355	1110 1110
Immunisation fiscale des montants utilisés pour l'isolation thermique d'un immeuble			355	1110
Immunisation du revenu cadastral des immeubles occupés par leur proprié-			355	1110
taire Déductibilité des intérêts hypothécaires Ampleur de la dette publique (nsuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors	Ì		355 355 355	1110 1110
de ventes publiques d'immeubles Interpellation			380, 381	1181-1182, 118
Charges arbitraires et imprécises qu'un Ministre communautaire de l'Exécutif flamand impose inconstitutionnellement aux lotisseurs de terrains à bâtir dans certaines	l		360, 361	1101-1102, 110
communes de la périphérie bruxelloise Interpellation			433, 434	1336-1337, 133
Budget de la Prévoyance sociale de l'année 1982 Placement par des mutualités de fonds sur des comptes bancaires à terme Prestations fictives dans le domaine des soins de santé. — Contrôle			445 445	1397-1398 1398
Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du bourgmestre)			459	1435
Deconinck, sénateur provincial de Flandre occidentale				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail Proposition de loi Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles	12303	80-1		
Art. 1			120	377-380
Art. 1, 7°			129	3//-380

412-413

1272-1273 

1281-128

1276-1277

1277-1278

(Question orale de M. Vandenhaute)	
Absence de solution aux difficultés rencontrées par les bateaux transporteurs de vo	oi-
tures se dirigeant vers le port de Gand	
(Interpellation de M. Van Ooteghem)	
Projet de tunnel de métro Etoile-Churchill à Bruxelles	
(Question orale de M. de Donnéa)	
(Question orale de M. de Donnea)	
Arrêt du tribunal correctionnel de Liège concernant la retransmission des messag	es
publicitaires télévisés par les sociétés de télédistribution	
(Question orale de M. Humblet)	
Suppression de trains dans la province de Luxembourg	
(Interpellation de M. Deworme)	
Ajustement du budget des Communications de l'année 1981	
Paiement de traitement à des fonctionnaires de la Régie des Voies aériennes malg	ŗŕ
l'annulation de leur nomination	
Octroi d'une avance récupérable à la S.N.C.B.	
Crédits affectés à la promotion du transport urbain. — Divergences entre Bruxe	el-
les, Anvers, Charleroi, Gand et Liège	
Absence d'équilibre linguistique à l'Ecole d'Aviation civile à Grimbergen	
Equilibre linguistique à la Sabena	
Effets néfastes des nouveaux horaires des trains et autobus	
Défavorisation des Ardennes flamandes	
Promotion des transports en commun	
Modification de la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développ	
ment de la marine marchande et de la pêche maritime, et instituant à ces fins u	an
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	
Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux	
(Question orale de M. R. Gillet)	
Entretiens avec le Gouvernement néerlandais au sujet du canal Gand-Terneuzen	
(Question orale de M. Claeys)	
Fermeture de l'entreprise Texaco à Gand	
(Question orale de M. Van In)	
Démantèlement de l'I.R.S.I.A.	
(Question orale de M. Dalem)	
Nécessité de revoir d'une manière sélective la réglementation en matière de vites	se
routière	
(Question orale de M. Bock)	
Rétablissement de la distribution du courrier le samedi	
(Question orale de M. R. Gillet)	
Saccage des paysages qu'entraîne la lutte contre le feu bactérien	
(Question orale de M. R. Gillet)	
Application de l'article 65 de la loi électorale communale	
(Question orale de M. J. Peetermans)	
Protection de la population dans la région limitrophe de la France	
(Question orale de M. Capoen)	
Incohérence entre la politique économique nationale et la politique fiscale de certain	es
communes	
(Question orale de M. de Donnéa)	
Remplacement d'un administrateur du Fonds belgo-congolais d'amortissement et	de
gestion	
(Question orale de M. Degroeve)	
Violation du droit des gens en Turquie	
(Question orale de Mme Smitt)	
Nuisance et dangers entraînés par le survol des communes de l'Est de Bruxelles par l	es
avions des lignes régulières et les vols charters qui partent de l'aéroport	
	de
	de
Bruxelles-National	de
	de
Bruxelles-National	de
Bruxelles-National	de

18 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N"	ANALYTIQUE Pages	Pages
De Croo (suite)				
Dérèglement du service des chemins de fer (Question orale de M. Van In)			450	1411
Cessation de paiement par la S.N.C.B. (Question orale de M. Van Ooteghem)			451	1413-1414
Transport par chemin de fer de charbon à Cockerill-Sambre (Question orale de M. Vandekerckhove)			452	1417
Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten)			453	1418
Réforme de l'agréation des entrepreneurs (Question orale de M. Dalem)			454	1419-1420
Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèle- ment prises pour y remédier				
(Interpellation de M. P. Peeters)  Autorisation à la S.N.C.B. d'émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant de 5 milliards de francs pour couvrir l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements;  Autorisation. à la S.N.C.B. d'émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à			454-456	1421-1425
concurrence d'une somme de 590 millions de francs pour couvrir les dépenses de premier établissement  Absence d'une réglementation cohérente concernant les mesures destinées à atténuer les inconvénients du trafic et confusion entretenue à ce sujet			468	1457
(Interpellation de M. Van In)  Remise en état et concession de la ligne musée Torhout-Ostende (Question orale de M. Van In)  Voir: M. Dehaene			468-469	1460-1461
de Donnéa (Chevalier), sénateur coopté				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Confirmation d'un A.R. relatif au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1980			6	17-18
Rapport Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982	12363	136-2		
Rapport Déclaration du Gouvernement	12494	281-2	50	
Politique budgétaire, économique et industrielle Modération des revenus			50 50	137 137-138
Indexation des salaires Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Relance de l'économie			50 89	137-138 240-241
Modération des revenus			89 89	240-241 240 241
Niveau élevé des taux d'intérêt Accord avec les banques et action du Gouvernement auprès de la C.E.E. à propos de Cockerill-Sambre;			69	241
Problèmes posés en Wallonie en général et dans le bassin de Liège en particulier par l'inexécution de divers engagements pris par le Gouvernement et par les différents				
groupes privés en matière de sidérurgie; Décisions du Gouvernement à propos de Cockerill-Sambre; Politique sidérurgique et application de l'accord gouvernemental relatif à Cockerill-				
Sambre; Avis défavorable donné à la direction de Carlam quant à la construction d'un second				
four de chauffage Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)			167	533
Politique économique du Gouvernement Nécessité de restructurer notre gamme de produits Nécessité pour les entreprises de relancer les investissements privés Opportunité de la dévaluation Dossier de la sidérurgie Restructuration			194 194 194 194 194 194	595-596 596 596 596 596 596
Emploi des cadres spéciaux temporaires par des organes de presse Ouestion orale			321	1021
Projet de tunnel de métro Etoile-Churchill à Bruxelles Question orale			321	1021
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;				
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Taux d'intérêt élevés			346	1083
Structure monopolistique du système bancaire Promotion des exportations			346 346	1083 1083-1084
Utilisation plus rationnelle de l'énergie Approche volontariste de la politique du crédit envers les entreprises			346 346	1084 1084
Effets de la dévaluation du franc Modération des revenus			346 346	1084 1084
Répartition inique Redistribution du travail disponible			346 346	1084 1084-1085
Conséquences pour les entreprises de l'actuel blocage sélectif des prix Question orale			365	1136
Incohérences entre la politique économique nationale et la politique fiscale de certaines communes				
Question orale Modification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes			415	1279
annuels des entreprises			425	1305
ļ				

20 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNÁLES
*	R. A	Nº	Pages	Pages
Dehaene (suite)				
Budget de la Prévoyance sociale de l'année 1982 (suite) Fiscalisation de la sécurité sociale Placement par des mutualités de fonds sur des comptes bancaires à terme Maîtrise des actes médicaux. — Etablissement de profils médicaux Politique envers les handicapés Instauration du Conseil supérieur des handicapés Délais pour traiter les demandes d'allocations Contrôle en matière de sécurité sociale au cours des activités saisonnières des agriculteurs et des horticulteurs Nécessité de prendre des mesures élaborées en collaboration avec l'administration et d'en informer clairement les intéressés Financement des charges de l'enseignement et de la recherche dans les hôpitaux universitaires			446 446 446 446 446 446 447 447 447	1402 1402 1402 1402 1402 1402 1402 1402
Dehousse, sénateur de l'arrondissement de Liège, Ministre de la Région wal- lonne (jusqu'au 17 décembre 1981)				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			2	8-9
Amendement Respect des lois de réformes institutionnelles Compétence des régions en matière économique Dotations communautaires et régionales Crédits parallèles Compétences communautaires et régionales Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spé-	12280	51-20	83 83 83 83 83	226-229 227-228 228 228, 267 229
Crise des finances communales Limitation de la croissance du Fonds des communes Accroissement de la mobilité du personnel des administrations publiques Personnel des communautés et des régions Portée des pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Ristournes à accorder aux régions			83 83-84 83-84 84 84 84	227 228-229 228 229 229
Opposition des socialistes wallons aux pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1			106-107	229-230 289-290
Art. 1, premier alinéa Art. 2			110	301
Art. 2, 5° Art. 3			138	422
Art. 3, § 2 .  Déclaration du Gouvernement Politique sectorielle économique. — Fusion et gestion «paritaire» des sociétés de financement Dossier de la sidérurgie Dossier des charbonnages Recours aux pouvoirs spéciaux Aspects régionaux Politique énergétique Débat sur l'énergie Equilibrage régional Participation d'un Ministre sortant à l'élaboration de la déclaration gouvernementale du Gouvernement suivant Budget des Affaires culturelles communes de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires culturelles communes de l'année 1980 Compétences nationales et communautaires en matière culturelle Comité olympique belge Unesco Sort de la Cinémathèque de Belgique Restrictions budgétaires à l'égard des orchestres Palais des Beaux-Arts. — Avances récupérables Dation de collections privées d'œuvres d'art aux musées Situation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations Interpellation Situation financière des huit communes concernées par la fusion d'Anvers et les charges qui grèveront leurs habitants après le 1 <sup>ee</sup> janvier 1983			45 45 45 45 45 46 46 46 46 244 244 244 244 244 244 244	122-123 123 124 124 124-125 124 124-125 125 125 125 125 752-753 753 753 753 753 753-754 973-975, 980 1142-1143, 1147-1148
De Keersmaeker, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au Ministre des Relations extérieures (depuis le 17 décembre 1981)				
Responsabilité des sucreries dans les pertes infligées aux planteurs de betteraves (Question orale de M. Dalem) Attributions du Ministre des Classes moyennes et les administrations demeurant sous			68	184
son autorité (Question orale de M. R. Gillet)			149	482

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
De Keersmaeker (suite)				
Mesures légales envisagées en vue d'assurer le bien-être et la protection des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Adaptation des prix agricoles Retard apporté à la publication des arrêtés d'application de la loi portant approbation de la Convention de Washington (Interpellation de M. R. Gillet) Mesure inadéquate prise au plan écologique en vue d'enrayer la progression d'une maladie mortelle pour les plantes (Interpellation de M. Trussart) Voir: M. Aets Saccage des paysages qu'entraîne la lutte contre le feu bactérien (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Indemnisation des agriculteurs dont le bétail est décimé par la brucellose (Question orale de M. Bock) Voir: M. Nothomb Paiement des indemnités compensatoires aux agriculteurs des zones défavorisées (Question orale de M. Lutgen) Voir: M. Nothomb			149 198 198 323	483 607-608 607-608 1025
De Kerpel, sénateur provincial de Flandre orientale  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  Modification des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973  Rapport	12396	- 170-2 170-3	2 300	4-5 947-948
Rapport complémentaire Déclaration du Gouvernement Maîtrise des dépenses du secteur public Abrogation de l'article 147 <i>bis</i> du Code électoral concernant le vote par procuration; Modification des articles 1 <sup>et</sup> , 14, 115 <i>bis</i> , 147 <i>bis</i> et 226 du Code électoral Modification de l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires		170-3	49-50 397 400	136 127° 1230 1237
Delcroix, sénateur provincial de Hainaut				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Modération des revenus Respect des conventions collectives de travail existantes Assainissement de la sécurité sociale Privatisation de la sécurité sociale Modération des revenus dans les entreprises en difficultés bénéficiant d'aide de l'Etat Résorption du chômage Politique fiscale envers les entreprises Concertation sociale Mode de liquidation des allocations de chômage Question orale			2 96-97 96-97 97 97 97 97 97 97 97	7-8 261-262 261-262 262 262 262 262 262 263 1138
Delmotte, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Déclaration du Gouvernement Recours aux pouvoirs spéciaux Abandon de la procédure de concertation sociale Recentralisation nationale de certaines matières régionales ou communautaires Education sanitaire et médecine préventive Politique budgétaire, fiscale, industrielle et sociale Politique de l'emploi Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Collaboration de l'opposition socialiste au sein de la commission spéciale des pou-			2 29 29 29 29 29 29-30 30	7-8 84 84 84 84-85 85 85-86
voirs spéciaux Politique de la droite Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Modération salariale Justification des pouvoirs spéciaux Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Promotion de l'emploi Liaison des salaires à l'index Traitements des agents des services publics Concertation sociale Résorption du chômage Chômage des jeunes			60, 61 60 60-61 61 61 61 61 61 61 61	160-161 161, 162 161 161-162 162 162 162 162 162 162 162, 163

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES	
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages	
Delmotte (suite)					
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Réorganisation des services publics Promotion du commerce extérieur Discussion des articles			61 61 61 61	163 163 163 163	
Art. 1 Art. 1, premier alinéa			109	298	
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Demande une suspension de séance Annonce le dépôt d'une liste par le groupe P.S. et apparentés comportant cinq noms, le membre supplémentaire étant un membre du groupe F.D.FR.W			92	248	
Ecolo-Parti communiste  Création d'un groupe de travail sectoriel chargé de la révision du Règlement du			92, 148	248, 480	
Sénat  Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de			148	480, 481	
Hoboken Sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Wyninckx			143	460	
Naturalisations  Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande			143	400	
de naturalisation du footballeur Lozano Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve- loppement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé-			246	760	
ration au Développement de l'année 1980 Respect des alliances Otan-C.E.E. Communautés européennes. — Renforcement de l'intégration européenne Politique européenne de lutte contre le chômage Politique agricole européenne Aides à accorder par le Fonds européen de développement régional Nécessité d'un dialogue Nord-Sud Rôle de la Communauté européenne Politique en matière de coopération au développement Aspects communautaires de la politique de coopération au développement Coup de force en Pologne Position envers les événements au Salvador Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Politique économique et budgétaire du Gouvernement Etudes du Bureau du Plan Lutte contre le chômage Modération des revenus Répartition inique Inefficacité des mesures de relance économique Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat Assainissement des finances publiques Déséquilibre communautaire Financement des régions et des communautés Effets de la dévaluation du franc Informations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indé- pendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour la tour de réfrigération ne soit pas encore délivié Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Sur la proposition de renvoi en commission de M. Wyninckx Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982; Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi			259 259 259 259 259 260 260 260 260 260 260 334-335 335 335 335 335 335 335 335 335 335	819-820 820 820 820 821 821 821 821 821 821 822 822	
Delruelle-Ghobert (Mme), sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			6	17-18	
Demuyter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Ministre de la Région bruxelloise et des Classes moyennes (depuis le 17 décembre 1981)  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Personnification civile des syndicats ou autres associations groupant des patrons, des employés ou des ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts professionnels  Proposition de loi	12239	16-1	2	6-7	

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	1 OCTOBRE 1982	! 																								
	DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages																								
Demuyter (suite)																												
ntroduction de la dation en paiement de certains biens comme mode de paiement des																												
droits de succession Proposition de loi Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles	12240	17-1	N	×																								
Art. 1 Art. 1, 2° Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken			116	324, 326																								
Justification de son abstention lors du vote sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Wyninckx			143	461																								
auvegarde de l'emploi après la faillite de la firme Butch (Question orale de M. Lallemand)			150	483																								
Vécessité d'affirmer l'image de la région bruxelloise à l'étranger (Interpellation de M. R. Gillet) ituation économique, finances communales et situation institutionnelle actuelle de la			151-152	487-488																								
région bruxelloise (Interpellation de M. Cudell) application de la législation dans les communes bruxelloises bénéficiant d'une aide			218-219	662-665																								
financière de la région bruxelloise (Interpellation de Mme De Pauw-Deveen) Critères de répartition entre les communes bruxelloises du nouvel emprunt à charge de la région et retards inégaux de liquidation auxdites communes de l'emprunt de			292-293	931-932																								
consolidation des communes en déficit au 31 décembre 1979 (Interpellation de M. Désir)			487	1504-1506																								
De Pauw-Deveen (Mme), sénateur provincial de Brabant, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise (jusqu'au 17 décembre 1981)																												
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			2	7																								
conduisant à des grades légaux Amendement Discussion des articles	12378	150-3	377	1175																								
Naturalisations  Rapport	12230 12286	156-2																										
Vaturalisations Rapport	12400	266-2																										
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1																												
Art. 1, 6°  Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981;  Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais			128	371																								
et secteur commun) de l'année 1980 Maintien des normes préférentielles pour les écoles flamandes à Bruxelles N.R. du 22 mars 1982 modifiant la réglementation du chômage en fonction du travail			225	679																								
à temps partiel Interpellation J.R. n° 35, 36, 37 et 38 relatifs aux allocations familiales et à la cotisation spéciale et temporaire à charge des isolés et des familles sans enfants			284, 285	906-907																								
Interpolation Interpellation Interpolation Interp			287	914																								
Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;			292, 293	930, 932																								
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Sort de Bruxelles sur les plans communautaire et régional Sort des institutions bicommunautaires Aide de l'Etat dans le secteur de la construction			340 340 340	1070 1070 1070																								
Refus du bourgmestre de Schaerbeek d'inscrire des étrangers Problèmes financiers des C.P.A.S. bruxellois			340 340	1070 1070-1071																								
Compensations financières pour Bruxelles-Capitale Dotation de la région bruxelloise. — Clé de répartition			340 340	1071 1071																								
Nombre de flamands à Bruxelles  Mention du prénom des candidats sur les bulletins de vote des prochaines élections  communales			360	1122																								
Question orale attribution de subventions de fonctionnement aux écoles de l'Etat et de l'enseignement			453	1418																								
secondaire subventionné Question orale			473	1472																								
De Rouck, sénateur provincial de Flandre orientale																												
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles			2	4-5																								
Art. 2 Délimitation des zones de développement en Flandre et en Wallonie			136	410-411																								
Interpellation			216, 217	656-658, 659																								

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N⁰	ANALYTIQUE Pages	Pages
Désir (suite)				
Modification de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions	12332	107-1		
Proposition de loi Autorisation du port du nom d'un des conjoints après divorce				
Proposition de loi Exonération de la première vente d'œuvres d'art originales de la taxe sur la valeur	12383	158-1		
ajoutée Proposition de loi	12452	239-1		
uppression de la limitation du cumul entre l'exercice de la profession d'architecte indépendant et la fonction de professeur d'architecture Proposition de loi	12459	252-1		
avorisation de la conservation du patrimoine historique ou artistique		100000000000000000000000000000000000000		
Proposition de loi nsertion d'un article 16bis dans le Chapitre IV, Section 7, des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962	12460	253-1 267-1		is .
Proposition de loi Déclaration du Gouvernement	12401	20/-1		
Poursuite de la réforme de l'Etat. — Statut de la région bruxelloise Article 107 <i>quater</i> de la Constitution			53-54 53-54	146-147 146
Consultation populaire tenue à l'invitation des bourgmestres de Bruxelles rojet de charte européenne de l'autonomie locale adoptée par la commission des structures et des finances de la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et absence de représentants de la région bruxelloise au sein du comité des hauts fonctionnaires de la Conférence européenne des Ministres responsables de l'aménagement du territoire			54	146-147
Interpellation  Critères de répartition entre les communes bruxelloises du nouvel emprunt à charge de			383, 411	1189-1190, 1268-1269
la région et retards inégaux de liquidation auxdites communes de l'emprunt de consolidation des communes en déficit au 31 décembre 1979				
Interpellation /œux de fin de session			486-487 488	1503-1504, 150 1507
De Smeyter, sénateur provincial de Flandre orientale				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment sudget des Voies et Moyens			2	4-5
Amendements  Andification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du pré-	12442	5-I-3	1	
Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du pré- compte immobilier pour habitation modeste) Proposition de loi expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer-	12315	91-1		
tains pouvoirs spéciaux au Roi Rapport	12482	268-2		
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12102	200 2	76	209-211
Politique économique néo-libérale du Gouvernement Justification des pouvoirs spéciaux			76 76	209
Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Modération des revenus			76 76-77	209-210 210, 211
Respect des conventions collectives de travail existantes			76-77	210, 211
Indexation des salaires Assainissement des finances publiques			77 77	211 210
Diminution des effectifs dans le secteur public			77	210
Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Assainissement de la sécurité sociale			77 77	210, 211 210, 211
Résorption du chômage			77	211
Troisième circuit du travail Augmentation des charges salariales			77 77	211 211
Discussion des articles Art. 1				
Art. 1, 1°			110	302-303
Art. 1, 4°			126 132	362 394
Art. 1, 10° Art. 2			133-134	403-405
Art. 2, 1°			137	415 428
Art. 2, 9° Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)			138	
Blocage des prix			191 191	591 591
Indexation des salaires Modération des revenus			191	591, 592
Répartition des charges sur toutes les couches de la population			191	591-592
Agents des services publics Indépendants			191 191	591 591-592
Limitation des tantièmes			191	592
Cotisation de solidarité des indépendants			192 192	591-592 592
Politique énergétique Promotion de l'emploi			192	592
udget des Voies et Moyens de l'année 1982;				
udget de la Dette publique de l'année 1982; justement du budget de la Dette publique de l'année 1981				
Opposition socialiste au budget			340, 341	1071-1072, 107
Assainissement des finances publiques			340 340, 341	1071 1071, 1073
Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat Modération des revenus. — Répartition inique			340	1071-1072
Imposition accrue des revenus de remplacement			340-341 341	1072 1072-1073
Evaluation de la version belge de la loi Monory			371	10/2 10/3

	DOCUMENTS  COMPTE RENDU ANALYTIQUE R. A N° Pages		RENDU	ANNALES
				Pages
De Smeyter (suite)				
Duverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982; Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi			428	1319
de Wasseige, sénateur provincial de Liège				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Budget des Voies et Moyens			2	9
Amendement Amendement	12442	5-I-4 5-I-5		
Discussion des articles		3-1-3	361, 362	1125, 1127, 112
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendement subsidiaire	12280	51-16		
Politique économique néo-libérale du Gouvernement Modération des revenus			75 75-76	207-208 208
Indexation des salaires Concertation sociale			75-76 76	208 208
Assainissement de la sécurité sociale Respect des lois de réformes institutionnelles			76 76	209 209
Dossier de la sidérurgie			76 76	209
Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1			′6	209
Art. 1, premier alinéa			109	297
Art. 1, 1º Art. 1, 2º			111, 114 116	306, 314, 315 323, 327-328
Art. 1, 3°			122, 123-124	348, 350, 352- 353
Art. 1, 4° Assurances auxquelles sont soumises les installations nucléaires			126	363
Proposition de loi statut juridique exclusif aux installations nucléaires établies sur un site donné	12451	237-1		
Proposition de loi	12454	240-1		
Modification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises	000000000		425-426	1305-1306, 1307
Amendements Discussion des articles	12470	250-3	426, 427	1308, 1310
nstauration d'un référendum d'avis dans les communes Proposition de loi	12507	292-1	,	
Déclaration du Gouvernement Politique budgétaire, fiscale, industrielle et sociale			48	131-132-133
Politique énergétique			48	131
Débat sur l'énergie Equilibre régional			48 48	131 131
Modération des revenus Poursuite de la réforme de l'Etat			48 48-49	132 132-133
Recours aux pouvoirs spéciaux Décisions du Gouvernement à propos de Cockerill-Sambre			49	133
Interpellation			165-166, 169	529-531, 538- 539
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation			197	605
Fixation du taux de la dévaluation Divulgation prématurée de la dévaluation			197 197	605-606 605-606
Maîtrise des prix après la dévaluation Politique socio-économique du Gouvernement			197	606
Dossier de la sidérurgie wallonne			197 198	606-607 607
articipation belge à des manœuvres navales dans la zone des Caraïbes Question orale			214	650
Duverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgé- taire 1982			232-233	704
résence de services de police belges en territoire français à l'occasion de manifesta- tions nucléaires				
Interpellation sudget des Voies et Moyens de l'année 1982;			324	1027-1028
udget de la Dette publique de l'année 1982;				
sjustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Dépôt tardif des budgets			349	1093
Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat Relance du secteur de la construction. — Réduction du taux de la T.V.A.			349 349	1093-1094 1093
Effets de la dévaluation du franc Inefficacité des mesures de relance économique			349 349	1093-1094 1094
Coûts salariaux. — Comparaison Réduction des coûts de production			349 349-350	1094 1094
Modération des revenus. — Répartition inique			350, 359	1094, 1121
Assainissement des finances publiques Moyens financiers des régions et des communautés			350 350	1094 1094-1095
Crédits non utilisés au cours des années précédentes Alternatives socialistes à la politique budgétaire du Gouvernement			350 359	1095 1121-1122
Etudes de l'O.C.D.E. sur la situation économique Lutte contre la fraude fiscale			359-360 360	1122 1122
			360	1122
Extension de cadre au Ministère des Finances Répercussion de la dévaluation du franc sur l'ampleur de la dette publique	1		360	1122

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
de Wasseige (suite)				
Déversement en mer de déchets radioactifs Interpellation Autorisation de la mise en fonctionnement de la centrale nucléaire de Tihange II Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982;			385 386	1195-1196 1199
Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi implantation éventuelle des missiles nucléaires en Belgique et non-respect des engage- ments pris par le Gouvernement d'informer régulièrement le Parlement et de le			429	1322-1323
mettre en mesure de jouer le rôle qui lui revient en cette matière			436	1344
Deworme, sénateur provincial de Liège, Secrétaire du Sénat				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Elu secrétaire du Sénat Modification du régime de pension du personnel enseignant et des éducateurs Proposition de loi	12419	201-1	2 8	9 23
Déclaration du Gouvernement Politique économique Libéralisme économique versus modèle socialiste Indexation des salaires Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			51 51 51	140-141 140-141 140-141
Discussion des articles Art. 1 Art. 1, 2°			102 121	275-276 343
inppression de trains dans la province de Luxembourg Interpellation uppression de 400 chargés de mission au sein du département de l'Education natio-			325-326	1031-1032
nale Interpellation Itilité du débat sur l'énergie au Sénat			419, 420	1292, 1293
Question orale Dérogations aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics Question orale de M. Lallemand			451 451-452	1412
D'Hondt-Van Opdenbosch (Mme), sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost, Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, adjoint au Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (depuis le 17 décembre 1981)				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Suspension du trafic télex et téléphonique en transit provenant du Zaïre			2	4-5
(Question orale de M. Matthys) hbsence de publication, suivant le prescrit constitutionnel, des résultats du recense- ment décennal de la population du 31 mars 1981			202	616
(Question orale de M. Humblet) nnonce de la suppression de la tournée postale du samedi (Interpellation de M. R. Gillet)			279 323	896 1026-1027
Conséquences pour les entreprises de l'actuel blocage sélectif des prix (Question orale de M. de Donnéa)			365	1136
roblèmes qui se posent à propos des plans de secteur (Question orale de M. Van Ooteghem)			365	1136
Arrêt des travaux de construction du nouveau centre de tri de Mons X (Question orale de M. Vercaigne)	*		366	1138
Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Organisation d'un programme complémentaire dans l'enseignement secondaire Proposition de loi Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12386	161-1	2	8-9
Discussion des articles Art. 1 Restitution à la commune de Waremme du titre de ville			103 465	278 1447
Doumont, sénateur provincial de Namur				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11
Draulans, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout				
		1		

	DOCU	DOCUMENTS COMPTE RENDU ANALYTIQUE		ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
u Monceau de Bergendal (Comte), sénateur provincial de Brabant				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en français udgêt de la Défense nationale de l'année 1982		5 TV 3	2	7
Rapport ublication des fonctions ou mandats exercés en Belgique ou à l'étranger par les mem- bres du Parlement, les députés permanents des provinces, les bourgmestres et les échevins	12513	5-IX-3		
Proposition de loi nstitution d'une commission mixte chargée d'examiner les problèmes d'organisation des forces armées et de proposer les modifications qui devraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations demandées à la Nation dans le cadre de l'organisation de la défense atlantique et de la sécurité européenne en vue	12251	27-1		
du maintien de la paix dans le monde Proposition de loi	12261	37-1		
Division du territoire belge en onze provinces Proposition de loi	12369	140-1		İ
Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire en ce qui concerne le tribunal de première instance de Nivelles  Proposition de loi	12370	143-1		
attribution de la personnalité civile au Fonds des communes				
Proposition de loi atribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12441	226-1		
Justification des pouvoirs spéciaux Modération des revenus Indexation des salaires Résorption du chômage Chômage des jeunes Jeunes universitaires Encouragement du capital à risque (Loi « Monory »)			84 84-85 84-85 85 85 85 85	231 231 231 231-232 231-232 231-232 232
Stimulation des investissements étrangers en Belgique. — Politique fiscale et sociale			85	232
rocédure de mise en faillite des usines Henricot de Court-Saint-Etienne Question orale udget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-			150	483-484
loppement de l'année 1981; justement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé- ration au Développement de l'année 1980 Programme de présidence belge du Conseil des Ministres des Communautés euro-				×
péennes Coup de force en Pologne Nécessité d'une politique européenne face au défi japonais Exportations de la Communauté européenne vers les pays de l'Est Impact de la diplomatie des petits pays Nécessité d'une politique étrangère cohérente Politique envers l'Otan Politique envers l'Otan Politique en matière de sécurité et de défense Promotion du commerce extérieur Déficit de la balance commerciale Chine Politique envers le Zaïre Dossiers d'indemnisation et de zaïrisation Non-paiement par le Zaïre de bourses à des étudiants zaïrois en Belgique			260 260 260-261 261 261 261 261 261 261 261 261 261	823 823 823 823 823 823-824 824 824 824 824 824 824 824 824 824
laturalisations Divulgation prématurée par l'agence de presse Belga du résultat de vote sur la prise en considération de demandes de naturalisation udget des Voies et Moyens de l'année 1982; udget de la Dette publique de l'année 1982;			303	957-958
justement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Promotion de l'exportation Emprunts à l'étranger Economies d'énergie			355 355 355	1110-1111 1111 1111
ttribution du titre de ville à la commune de Jodoigne lisite en Belgique du Président de la République du Zaïre			479	1488
Sur la proposition de résolution déposée par M. Humblet			483	1495
E				
gelmeers, sénateur provincial d'Anvers, Questeur du Sénat				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	6
lu questeur du Sénat complément à l'article 507, 2 <sup>e</sup> alinéa du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournent de meubles)	12277	F2 1	8	23
Proposition de loi lodification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	12275	52-1		
Proposition de loi lodification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité	12303	80-1		
Proposition de loi	12304	81-1	1	

	1	
	1	1
12282 58-1 12283 59-1 12197 100-4/1	55 96 232 484	17-18 150 261 701 1498
1228	59-1	82

50 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Eyskens, Premier Ministre (jusqu'au 17 décembre 1981), Ministre des Affaires économiques (depuis le 17 décembre 1981)				
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1				0
Sur sa déclaration faite au cours de l'émission «Confrontatie» à la B.R.T. concernant la réduction des salaires  Art. 1, 3°			108 122-123, 124	294 349-352, 353
Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken (Interpellation de M. Wyninckx)			125-126	359-360
ituation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de com- merce d'Anvers (Interpellation de M. Wyninckx) olitique sidérurgique et application de l'accord gouvernemental relatif à Cockerill-			154-155	495-496
Sambre (Interpellation de M. Califice)			167-169	534-538
Décisions du Gouvernement à propos de Cockerill-Sambre (Interpellation de M. de Wasseige) Accord avec les banques et action du Gouvernement auprès de la C.E.E. à propos de			167-169	534-538
Cockerill-Sambre (Interpellation de M. Hoyaux) roblèmes posés en Wallonie en général et dans le bassin de Liège en particulier par			167-169	5.34-5.38
l'inexécution de divers engagements pris par le Gouvernement et par les différents groupes privés en matière de sidérurgie (Interpellation de Mme Remy-Oger)  LVIS défavorable donné à la direction de Carlam quant à construction d'un second		ė	167-169	534-538
four de chauffage (Interpellation de M. Th. Toussaint) ituation des laminoirs anversois			167-169	534-538
(Interpellation de M. Wyninckx) roblèmes d'emploi dans les établissements belges de la firme Siemens			247-248	764-765
(Interpellation de M. Canipel)  Modification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes			325	1030-1031
annuels des entreprises  chat d'un dispositif de soutènement pour larges galeries par les «Kempense Steenko-			426	1306-1307
lenmijnen » (Question orale de M. Lowis)			450	1412
conomies en frais de personnel dans les mines (Question orale de M. Lowis) bémantèlement de l'1.R.S.I.A. (Question orale de M. Dalem)			450-451	1412
Voir: M. De Croo ncohérences entre la politique économique nationale et la politique fiscale de certaines communes				
(Question orale de M. de Donnéa)  Voir: M. De Croo  Conséquences pour les entreprises de l'actuel blocage sélectif des prix				
(Question orale de M. de Donnéa)  Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch  bsence de publication, suivant le prescrit constitutionnel, des résultats du recense-				
ment décennal de la population du 31 mars 1981 (Question orale de M. Humblet) Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch ort des chantiers navals Cockerill Yards				
(Question orale de Mme N. Maes)  Voir: M. Nothomb  'emploi à Siemens-Oostkamp				
(Question orale de M. Van In) Voir: M. Aerts				
ide financière accordée par l'Etat en échange de réductions salariales (Question orale de M. Van Ooteghem) Voir: M. Tindemans				
ttitude qu'adoptent certaines entreprises vis-à-vis du blocage des prix (Question orale de M. Wyninckx)  Voir: M. Tindemans				
F				
érir, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik, Secrétaire du Sénat				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment lu secrétaire du Sénat			2	9-10 23
aturalisations Rapport	12230			
aturalisations	12286	156-2		
Rapport ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1	12400	266-2	103 104	278-280
AIL I			103-104	2/8-280

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Gijs, sénateur coopté				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de l'organisation de l'enseignement maritime et organisation plus parti- culière des études en sciences maritimes			6	17-18
Proposition de loi ituation au Salvador et projet d'élections qui se dérouleraient en mars 1982	12266	42-1		
Amendement pprobation de la Convention concernant les normes minima à observer sur les navires marchands	12358	130-2		,
Rapport lodification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election de conseillers communaux et échevins et nomination du	12145	181-2		
bourgmestre) Amendements Discussion des articles Iodification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce	12444	230-4	462	1442
Proposition de loi Proposition de loi résentation de candidats pour la composition d'une commission spéciale Interprétation de la notion de groupe politique dans les articles 2 et 55 du Règle-	12487	277-1		
ment du Sénat Véclaration du Gouvernement			10	24, 25
Recours aux pouvoirs spéciaux Réduction des dépenses de l'Etat			32 32	89-90 90
Assainissement de la sécurité sociale Réforme du bicaméralisme	1		32 32	90 90
Réforme de l'Etat. — Sort de la région bruxelloise			32	90
Rentabilité des entreprises Sauvetage de la sidérurgie wallonne			32 32	90 90
Limitation des cabinets ministériels Déontologie ministérielle	1		32 32	90-91 91
Contrôle parlementaire Responsabilité individuelle des Ministres	1		32 32	91 91
omination des membres des commissions permanentes du Sénat  Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »			91, 148	244-245, 480
Respect de la démocratie parlementaire ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	1		148	480
Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement Discussion des articles			92-93 93	247-250 250
Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx relative à la structure de la participa- tion du Parlement à la préparation des arrêtés royaux sur base des pouvoirs spéciaux			119	336
lanifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Demande le renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur	i.			
ommunication du Gouvernement (Dévaluation du franc)	1		160	514
Crise économique Opportunité de la dévaluation			196 196	601 601-602
Politique de la Banque Nationale Politique de redressement économique			196 196	601-602
Maîtrise des prix après la dévaluation			196	602, 603 602
Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation adget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-			196	602-603
loppement de l'année 1981;	i i			
justement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980				
Impact de la diplomatie des petits pays Nécessité d'une politique étrangère active			258 258	817 817
Respect des alliances			258	817
Communautés européennes. — Renforcement de l'intégration européenne versus politique protectionniste			258	817-818
Budget des Communautés européennes Projet de création de la Fondation européenne			259 259	818 818
Position envers les événéments au Salvador			259	818-819
Politique envers l'Amérique latine Politique envers l'Otan			259 259	819 819
Installation de nouveaux missiles à moyenne portée Politique de détente Est-Ouest			259 259	819 819
mation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations			237	
Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement régional, d'interpeller un Ministre national			297	940
Sur la proposition de M. Vanderpoorten d'ajourner l'interpellation de M. De- housse			297	940
formations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indépendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré				
Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée odification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; odification de l'article 30, alinéa 1°, de la loi organique du 8 juillet 1976 des C.P.A.S.;			364	1135
odification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Sur la proposition de renvoi en commission de M. Wyninckx			406	1259
site en Belgique du Président de la République du Zaïre Sur la proposition de résolution déposée par M. Humblet			482	1495
Proposition de renvoi en commission	1		483	1496

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N⁰	Pages	Pages
Gillet, J., sénateur de l'arrondissement de Verviers				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Restitution à la commune de Waremme du titre de ville			2	8-9
Rapport Modification de l'article 93 <i>bis</i> de la loi communale	12274	50-2		
Rapport Modification de l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et bud-	12135	194-2		
gétaires Rapport	12467	261-2		,
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs-suppléants de la province de Hainaut			5	16
Gillet L. (Mme), sénateur provincial de Hainaut				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Modification de la loi du 14 juillet 1976 relative aux droits et devoirs respectifs des			2	7-8
époux et aux régimes matrimoniaux Proposition de loi Modification de certains aspects de la procédure pénale	12404	174-1		
Proposition de loi	12405	175-1		
Gillet R., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			į.	
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Orientation de l'épargne vers le financement des entreprises			2	6-7
Proposition de loi Modification de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux	12268	44-1		
Proposition de loi Etiquetage distinctif sur les emballages d'œufs	12339	112-1		
Proposition de loi Justification de vote	12340	113-1	478	1486
Massacre intolérable de dizaines de milliers de bébés-phoques par des chasseurs cana- diens et norvégiens sur le territoire du Canada				
Proposition de résolution Participation des cadres dans les organes de concertation	12352	123-1		
Proposition de loi Modification de la loi du 24 avril 1958 créant notamment une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre 1940-1945	12336	155-1		
Proposition de loi Dénomination de l'aéroport national	12408	187-1		
Proposition de loi Suppression de la fonction de vice-gouverneur de la province de Brabant	12455	242-1		
Proposition de loi Modification de l'article 10 du Code des impôts sur les revenus (Revenu cadastral. —	12456	243-1		
Abattement) Proposition de loi Attributions du Ministre des Classes moyennes et les administrations demeurant sous	12493	280-1		
son autorité Question orale			149	482
Mesures légales envisagées en vue d'assurer le bien-être et la protection des animaux Question orale			149	483
Nécessité d'affirmer l'image de la région bruxelloise à l'étranger Interpellation			151, 152	487, 488-489
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation			190	587, 588
Manque de concertation avec la Banque Nationale Divulgation prématurée de la dévaluation			190 190, 199-200	587 587-588, 611
Assainissement des finances publiques Cotisation de solidarité des indépendants	1		190 190	588 588
Limitation des tantièmes Moyens d'éviter une éventuelle utilisation abusive du registre national Interpellation			190 203	588 618
Obligation faite aux C.P.A.S. de payer des avances aux chômeurs et aux miliciens et conséquences pour les finances communales				19452 184 175885553
Interpellation  Pétition demandant une amélioration des conditions de transport et d'abattage des ani-			203, 204	619, 620
maux de boucherie Demande l'application de l'article 60 du Règlement du Sénat			230-231	696-697
Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse Question orale La manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim			267	843
dans le monde Sur la signature du texte de la motion. — Discussion sur la notion « motion » ou				
« résolution » Application de la législation dans les communes bruxelloises bénéficiant d'une aide			292	929
financière de la région bruxelloise	I		292	930-931

34 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982		_		
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES	
	R. A	N°	Pages	Pages	
Gillet R. (suite)					
Réfute le reproche émis par Mme De Pauw-Deveen de ne pas avoir respecté, en sa qualité de bourgmestre de Woluwé-Saint-Pierre, les lois linguistiques lors de sa correspondance avec ses concitoyens Fait personnel			292	930-931	
Naturalisations Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande			272	730-731	
de naturalisation du footballeur Lozano  Retard apporté à la publication des arrêtés d'application de la loi portant approbation de la Convention de Washington			298	943	
Interpellation Annonce de la suppression de la tournée postale du samedi			322-323	1024-1025	
Interpellation Justification de vote sur la motion Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;			323 364	1026, 1027 1133-1134	
Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Rapports de l'O.C.D.E. et du Comité économique et social de la C.E.E. sur la poli- tique économique et budgétaire à suivre Contestation wallonne des propositions gouvernementales dans le débat sur l'éner-			356	1113	
gie Mise au frigo du problème bruxellois Diminution de la population flamande à Bruxelles			356 356	1113 1113	
Recensement linguistique Politique gouvernementale néfaste pour Bruxelles Protestation contre le fait que les budgets de 1982 ne sont pas encore déposés Consternation de la population et découragement de la police devant le laxisme des autorités judiciaires envers les auteurs de cambriolages libérés le jour même de leur			356 356 356 378	1113 1113 1113-1114 1177	
arrestation en flagrant délit Interpellation Aliments médicamenteux pour animaux	1		384, 385	1192-1193, 1195	
Justification de vote  Complément à l'article 12, § 1, 5°bis des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962			408-409	1263	
Justification de vote Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux			409	1265	
Question orale Rétablissement de la distribution du courrier le samedi			413	1274	
Question orale Saccage des paysages qu'entraîne la lutte contre le feu bactérien	1		414	1277	
Question orale Sur le fait qu'un seul ministre répond aux questions orales au nom d'autres minis- tres			414	1277	
Déglobalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques pour les pro- priétaires habitant leur propre immeuble Question orale			451	1280 1413	
Nécessité de mettre fin à la confusion et à l'incertitude dans le domaine de l'expertise des viandes en publiant immédiatement les arrêtés d'exécution de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire; Absence d'arrêtés d'exécution de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Insti-					
tut d'expertise vétérinaire			475	1479	
Godinache-Lambert (Mme), sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche- Bastogne-Neufchâteau-Virton					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Taux de T.V.A. en agriculture			2	10	
Question orale			301	952	
Gol, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institu- tionnelles (depuis le 17 décembre 1981)					
Déclaration du Gouvernement Participation d'un Ministre sortant à l'élaboration de la déclaration gouvernemen- tale du Gouvernement suivant Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			46	125	
Discussion des articles  Art. 3  Art. 3, § 1  Art. 3, § 2  Art. 3, § 2 <i>bis</i> Art. 3, § 3			140 140 140 140 141	438 439 440 443 444	
Art. 4, § 1 Art. 4, § 3 Art. 7			141 141	448 450 456	
Art. / Procédure de mise en faillite des usines Henricot de Court-Saint-Etienne (Question orale de M. du Monceau de Bergendal) Mise en faillite des usines Henricot de Court-Saint-Etienne et fonctionnement du tribu-			142 150	456 484	
nal de commerce de Nivelles (Interpellation de M. Sondag)			151	486	

Gol (staite)  Situation des boursiers zaîrois dans nos établissements d'enseignement supérieur (Question orale de M. Humblet) Contrôles de gendarmerie relarifs à des étrangers à Borgerhout (Question orale de Mme Van Puymbroeck) Rôle de la Belgique dans la crise des Falklands (Question orale de M. Van Ooteghem) Consternation de la population et découragement de la police devant le laxisme des autorités judiciaires envers les auteurs de cambriolages libérés le jour même de leur arrestation en flagrant délit (Interpellation de M. R. Gillet) Absence nipusifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire (Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir : M. De Croo Nécessié de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir : M. Tindemans Nécessié d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (Question orale de M. Hatry) Voir : M. Waltniel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir : M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Cyuestion orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fair personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Saincteletre d'un tunnel autorouiter dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellatio	R. A	N°	321 321 321 321 384-385 469-470	Pages  1020 1020 1021  1193-1195 1462-1463
Situation des boursiers zaîrois dans nos établissements d'enseignement supérieur (Question orale de M. Humblet) Contrôles de gendarmerie relatifs à des étrangers à Borgerhout (Question orale de Mme Van Puymbrocck) Rôle de la Belgique dans la crise des Falklands (Question orale de M. Van Ooteghem) Consternation de la population et découragement de la police devant le laxisme des autorités judiciaires envers les auteurs de cambriolages libérés le jour même de leur arrestation en flagrant délit (Interpellation de M. R. Gillet) Absence injustifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire (Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. Tindemans Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Walmiel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérier 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Interpellation orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Saincteletre d'un t			321 321 384-385 469-470 2 160	1020 1021 1193-1195 1462-1463
(Question orale de M. Humblet) Controlès de gendarmerie relatifs à des étrangers à Borgerhout (Question orale de Mme Van Puymbroeck) Rôle de la Belgique dans la crise des Falklands (Question orale de M. Van Ooteghem) Consternation de la population et découragement de la police devant le laxisme des autorités judiciaires envers les auteurs de cambriolages libérés le jour même de leur arrestation en flagrant délit (Interpellation de M. R. Gillet) Absence injustifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire (Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir : M. De Croo Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir : M. Tindemans Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis- sance d'un immeuble (Question orale de M. Hatry) Voir : M. Waltniel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir : M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxel- loise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoir de la proposition de résolution à la Commission de l'In- térieur Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 12 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoir de la proposition de résolution à la Commission de l'In- térieur le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «Euro- pean Economic Community College» Pait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Saincteletre d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellatio			321 321 384-385 469-470 2 160	1020 1021 1193-1195 1462-1463
(Question orale de Mme Van Puymbrocck) Rôle de la Belgique dans la crise des Falklands (Question orale de M. Van Ooteghem) Consternation de la population et découragement de la police devant le laxisme des autorités judiciaires envers les auteurs de cambriolages libérés le jour même de leur arrestation en flagrant délit (Interpellation de M. R. Gillet) Absence injusifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire (Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Neori: M. De Croo Neosité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. Tindemans Nécessité d'un el idéfinitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Tindemans Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. Walmiel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du C			321 384-385 469-470 2 160	1021 1193-1195 1462-1463 6-7 514
(Question orale de M. Van Ooteghem) Consternation de la population et découragement de la police devant le laxisme des autorités judiciaires envers les auteurs de cambriolages libérés le jour même de leur arrestation en flagrant délit (Interpellation de M. R. Gillet) Absence injustifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire (Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. Tindemans Nécessité d'un el oi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Tindemans Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. Walmiel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Question orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Apprent de la			384-385 469-470 2 160	1193-1195 1462-1463 6-7 514
(Interpellation de M. R. Gillet) Absence injustifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire (Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Walmiel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commissi			2 160 161	6-7 514 515
(Interpellation de M. Van In) Dépôt du projet de loi concernant la protection et le bien-être des animaux (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. De Croo Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet) Voir: M. Tindemans Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'une loi de manuelle (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Waltniel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'Exécutif e la Coyention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			2 160 161	6-7 514 515
Nécessité de modifier d'urgence la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse (Question orale de M. R. Gillet)  Voir: M. Tindemans Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (Question orale de M. Hatry)  Voir: M. Waltniel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten)  Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie  Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur  Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie  (Question orale de M. Califice)  Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College»  Fair personnel  La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier)  Proposition de loi  Aperço historique des recours aux pouvoirs spéciaux			160	514 515
sance d'un immeuble (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Waltniel Incident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de Guerre de Liège (Question orale de M. Vanderpoorten) Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxel- loise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'In- térieur Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidé- rurgie (Question orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «Euro- pean Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du pré- compte immobilier) Proposition de loi Approbation de loi Aprobation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			160	514 515
(Question orale de M. Vanderpoorten)  Voir: M. De Croo  Goor-Eyben (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur  Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice)  Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College»  Fait personnel  La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier)  Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France  Avis de la Commission. — Rapport  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi  Aperopation des la Convention d'extradition entre la Belgique et la France			160	514 515
d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur  Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice)  Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel  La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier)  Proposition de loi  Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France  Avis de la Commission. — Rapport  Atribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			160	514 515
d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie  Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur  Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice)  Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du « European Economic Community College»  Fait personnel  La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français  Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier)  Proposition de lo Convention d'extradition entre la Belgique et la France  Avis de la Commission. — Rapport  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi  Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			160	514 515
Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'Intérieur Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			160	514 515
Heurts violents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie (Question orale de M. Califice) Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			161	515
Dément le reproche émis par M. Vandezande d'être associée à la gestion du «European Economic Community College» Fait personnel La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Atribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux				
La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions (Interpellation de M. S. Moureaux)  Goossens, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux				701
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du précompte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			270-271	853-855
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du pré- compte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux		:		
compte immobilier) Proposition de loi Approbation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Avis de la Commission. — Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			6	17-18
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux	2439	221-1 223-2		
	0632	223-2	93-94 93, 94	251-252, 253 252, 253
Respect des lois de réformes institutionnelles Durée des pouvoirs spéciaux Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement			94 94 93-94	252 252, 253 252-253
Dégradation de la situation financière de la ville de Liège Question orale			239	741
Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)			332	1047
Gramme, sénateur de l'arrondissement de Verviers, troisième Vice-Président du Sénat				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français, en allemand et en néerlan-				
dais ilu troisième vice-président du Sénat			2 8	8-9 23
Congé d'accueil en cas d'adoption, de légitimation par adoption ou de tutelle offi-	2475	5-VII-2		
cieuse	2326	101-1		

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N⁰	Pages	Pages
Gramme (suite)				
Modification de l'article 114 de la loi communale (Fonction de receveur communal)	12140	210.2		
Rapport Modification de l'article 70 de la loi communale	12148	219-2		
Amendement Discussion des articles	12059	235-3	399	1234
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spé-			74 74	203-204 204
ciaux Respect des lois de réformes institutionnelles			74 74	204 204
Modération des revenus. — Répartition des charges sur toutes les couches de la population  Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat			74	205
Rapport oral Application de l'article 58 du Règlement du Sénat aux travaux de la Commission du Règlement (Présence aux réunions de sénateurs ne faisant pas partie de la Commission)			147-148	478
Propose la création d'un groupe de travail sectoriel chargé de la révision du Règlement du Sénat			147-148	478, 479
Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'ex- pression « groupe politique » Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;			147-148	478-479
Modification de l'article 30, alinéa 1 <sup>et</sup> , de la loi du 8 juillét 1976 organique des C.P.A.S., Modification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillét 1976 c ganique des C.P.A.S.				
Discussion des articles  Abrogation de l'article 147bis du Code électoral concernant le vote par procuration;			395	1219
Modification des articles 1, 14, 115 <i>bis</i> , 147 <i>bis</i> et 226 du Code électoral Discussion des articles Restitution à la commune de Waremme du titre de ville Approbation d'A.R. pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion			397-398 399 465	1230 1233 1447
des communes et la modification de leurs limites Rapport oral			465	1448-1450
Station de traitement des eaux de la Gileppe Interpellation			473	1477 .473
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	10
н				
Hancké, sénateur coopté				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Budget des Voies et Moyens			6	17-18
Amendements Discussion des articles	12442	5-I-3	360, 361	1123-1124, 112
Création d'un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie des soins de santé Proposition de loi Modification, en ce qui concerne le paiement forfaitaire des soins de santé primaires,	12302	79-1	, 555, 555	,
de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité Proposition de loi	12371	145-1		
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Amendements	12450	236-5		
Ordre des médecins Proposition de loi	12488	272-1		
Déclaration du Gouvernement Réforme de l'Etat. — Composition du Comité ministériel bruxellois Assainissement de la sécurité sociale Harmonisation des remboursements pour les visites à domicile et les consulta-			51 51-52	141 141-142
tions Ticket modérateur pour les Vipo Privatisation de l'assurance maladie-invalidité et du régime des pensions Politique des soins de santé Numerus clausus pour les étudiants en médecine Surproduction de soins de santé Médecine préventive			51 51-52 52 52 52 52 52 52 52	141 141 141-142 142 142 142 142
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Durée des pouvoirs spéciaux			95 95 95 95 95	256-257 256, 257 256 256 256
Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux Portée des pouvours spéciaux sur le plan fiscal Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spé-				

	100			3
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Hancké (suite)				
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement			95	257
Discussion des articles Art. 1			107-108	291-293
Art. 1, premier alinéa Art. 1, 1°			109 111, 114	296, 299 305-306, 316,
Art. 1, 1°, deuxième alinéa			115	321-322 318
Art. 1, 2° Art. 1, 4° Art. 1, 9°			116 126 131	323-324 361-362
Modification de la loi sur les C.P.A.S. au sujet de laquelle le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement a fait des déclarations publiques			131	387-389, 390
Question orale  Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com-			164	526
mun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais				
et secteur commun) de l'année 1980 Situation aux Archives générales du Royaume			234-235	713-714
Problèmes de personnel Fonctionnement			234-235 235	713-714 714
Prolongation de la formation des médecins généralistes Interpellation			240-241	742-744, 746
Mesures prises ou annoncées par le Gouvernement quant à la politique de santé et plus spécialement en ce qui concerne les hôpitaux				
Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;			288, 289	917-921, 923
Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981			348	1000 1000
Nouvelle orientation économique du Gouvernement Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat Lutte contre la fraude fiscale			348 348	1088, 1089 1088-1089, 109 1088
Relance du secteur de la construction. — Diminution du taux de la T.V.A.  Taux de l'inflation			348 348	1088-1089 1089
Blocage des prix Inefficacité des mesures de relance économique			348 348	1087 1084, 1090
Modération des revenus. — Répartition inique Traitement préférentiel des compagnies d'électricité			348 348	1089-1090 1090
Politique en matière d'énergie nucléaire Opposition socialiste au budget			348 348	1090 1090
Situation financière des huit communes concernées par la fusion d'Anvers et les charges qui grèveront leurs habitants après le 1 <sup>er</sup> janvier 1983			367, 368-369	1141-1142, 114
Interpellation  Suspension de 17 médecins par le Conseil provincial de l'Ordre des médecins du Bra-			307, 308-309	1147
bant flamand Interpellation			381-382, 383	1185-1187, 118
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Modification de l'article 30, alinéa 1°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des				1189
C.P.A.S.; Modification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.			392	1213-1214
Modification de la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développe- ment de la marine marchande et de la pêche maritime, et instituant à ces fins un				
Fonds de l'armement et des constructions maritimes Absence d'arrêtés d'exécution de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Insti-			412	1270-1271
tut d'expertise vétérinaire Interpellation			475, 476	1477-1479,
				1480-1481
Hanquet (Mme), sénateur de l'arrondissement de Liège				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	8-9
Règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires				
Proposition de loi Atténuation des effets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs	12253	29-1		
Proposition de loi Modification de la loi du 16 mars 1971 sur le travail	12353	124-1		
Proposition de loi Modification de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties	12354	125-1		
Proposition de loi Sécurité des enfants dans les voitures automobiles	12357 12406	129-1 176-1		
Proposition de loi Approbation du Protocole entre la Belgique et la France relatif aux allocations pré- et postnatales de la législation française et aux allocations de naissance du régime	12400	1/0-1		
belge des prestations familiales Rapport	12428	208-2		
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Amendements	12450	236-4		

38 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1701-1702			
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N <sup>∞</sup>	Pages	Pages
Hanquet (Mme) (suite)				
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Modification de l'article 30, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;				
Modification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Discussion des articles			392 393, 394, 395, 396	1214 1217, 1218, 1219 1220, 1221, 1222 1223, 1224
Hansenne, Ministre de la Communauté française (jusqu'au 17 décembre 1981), Ministre de l'Emploi et du Travail (depuis le 17 décembre 1981)				
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1				
Art. 1, 7° Obligation faite aux C.P.A.S. de payer des avances aux chômeurs et aux miliciens et conséquences pour les finances communales			130	381, 382
(Interpellation de M. R. Gillet) Mise au travail de cadres spéciaux temporaires dans des centres publics d'aide sociale (Question orale de M. R. Maes)			203-204	619-620 895
A.R. du 22 mars 1982 modifiant la réglementation du chômage en fonction du travail à temps partiel (Interpellation de Mme De Pauw-Deveen) Ensemble des mesures décidées quant au chômage et à l'en. ploi			284-285	907-908
(Interpellation de M. Egelmeers) Emploi des cadres spéciaux temporaires par des organes de presse			286	910
(Question orale de M. de Donnéa)  Situation des effectifs du service subrégional de l'emploi à Nivelles			321-322	1021-1022
(Question orale de M. Jandrain) Cessation des activités des centres de formation professionnelle pour chômeurs à Bruxelles			322	1022
(Question orale de M. Chabert) Activités du central 900 de Bruxelles en dehors de l'agglomération			322	1023
(Question orale de M. Vermeiren)  Ajustement du budget de l'Emploi et du Travail de l'année 1981  Estimation de la contribution de l'Etat aux dépenses de l'Onem pour les années			322	1023
1981 et 1982 Lutte contre le chômage des jeunes Mode de liquidation des allocations de chômage			406 406	1257 1257-1258
(Question orale de M. Delcroix)  Voir: M. Nothomb  Chômage des jeunes				
(Question orale de M. Luyten) Voir: M. Nothomb Mise au travail de stagiaires dans les entreprises occupant plus de 50 travailleurs (Interpellation de M. Paque) Voir: M. Nothomb				
Hatry, sénateur provincial de Brabant				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance			2	7
d'un immeuble Amendement	12243	7-2		
Discussion des articles Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	42220		22	59
Rapport Résorption du chômage Disparition des entreprises	12280	51-2	59, 60 59	158, 159-160 158
Coûts salariaux et coûts de production Chômage des jeunes			59, 60 59, 60	158, 159 158, 159
Déficit de la balance des paiements Rentabilité insuffisante des entreprises			59, 60 59, 60	158, 159 158, 159, 160
Compétitivité industrielle des entreprises Déficit des finances publiques			59, 60 60	158, 159, 160 158-159, 160
Taux d'intérêt élevés Investissements insuffisants			60 60	159 159, 160
Politique monétaire Taux d'inflation			60 60	159 159
Investissements. — Fiscalité pesant sur les entreprises Justification des pouvoirs spéciaux			60	159 159-160
Relance du secteur de la construction Stimulation du capital à risque Politique fiscale			60 60 60	159 160 160
Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spé-			60	160
and be broken a bint out tes projets a arretes sur base de pouvoirs spe-			60	160
ciaux Portée des pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Concertation sociale			60 60	160 160

Hatry (suite)  Modification de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail  Proposition de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail  Proposition de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail  Proposition de la rouve de coopeiation des salaries  Proposition de la rouve de coopeiation des relations de la régulation de la régulation de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de la final, A. et la C.E.C.A. et de la C.E.C.A. et	TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	1 OCTOBRE 1982	2 39
Hatry (suite)  Modification de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de l'Accord de coopération entre la C.E.E. et la Yougoulavie, Annexes A, B et C. Protocoles n° 1 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 3 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II et IV, n° 2, n° 4 avec Annexes I, II II II II II II II II II II II II		DOCUMENTS		RENDU	ANNALES
Modification de l'arcicle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Proposition de loi Proposition de loi Proposition de la Marchael de la Cel. E et la Yougoslavie, Annexes Apprehaiton de l'Accord de Coopération entre la C.E.E. et la Yougoslavie, Annexes A. Apprehaiton de l'Accord de Coopération entre la C.E.E. et la Yougoslavie, d'autre part, Annexe et Acer final et la C.A., d'une gast la Vougoslavie, d'autre part, Annexe et Acer final et la C.E. et la C.A., d'une gast la Vougoslavie, d'autre part, Annexe et Acer final et la C.E.A. et la des la Celezationis annexes, de l'Accord de Cardinal aux produits relevant de la C.E.C.A. et de l'Accord interne modifiant Rapport oral et de la deside alta Communication de Gouvernement (Dévaluation du franc)  Communication de Gouvernement (Dévaluation du franc)  Communication de Gouvernement (Dévaluation du franc)  Communication de Gouvernement (Dévaluation du franc)  Cardinal aux produits relevant de la C.E.C.A. et de l'Accord interne modifiant Rapport oral la devaluation  Opportunité et de dévaluation  Opportunité et de dévaluation  Causes de la dévaluation  Indestain des alaries  Blocage des prix de la dévaluation de france  Slocage des prix de la dévaluation de l'accord de la communité de l'accord de la communité de l'accord de la communité de l'accord de la communité de l'accord de la communité de l'accord de l'accord de la communité de l'accord de la communité de l'accord de l'acco		R. A	N°	Contract School-Section School-Section	Pages
travail  Proposition de la liverioni des salaries  Proposition de loi  Approbation de l'Accord de coopération entr li C.E.E. et la Yoogoolavie, Anneces A.  Rapprotation de l'Accord de coopération entr li C.E.E. et la Yoogoolavie, Anneces A.  III. IV, V et VI, ainsi que l'Accord fant, de l'Accord entre les Etats membres de la C.E.C.A. due part et la Yoogoolavie, d'aure part, Annece et Acce  Rapport oral  Approbation de I.G.E.C.A., d'une part et la Yoogoolavie, d'aure part, Annece et Acce  Rapport oral  Approbation de J.Accord portant aghésion de la république du Zimbabwe à l'Accord interne relatif au financement et à la gestion de salade se la Communauté  Communication de Couvernement (Dévaluation de fanc)  Communication du Gouvernement (Dévaluation de fanc)  Absence de concertation avec le Grand-Duché de Lauxemburg sur la dévaluation  Copyorumit de la devaluation une la taux d'intérés  Assainissement des finances publiques  I purispradence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande  de naturalisation du foctule l'accordinate l	Hatry (suite)				
Regiementation des inventions des salariés Proposition de loude de condretaine entre la C.E.E. et la Yougodavie, Annexes A, II, III, IV, Ve VI, via sins que l'Acte final, de l'Accord entre la Elisa membres de la III, IV, Ve VI, via sins que l'Acte final, de l'Accord entre la Elisa membres de la C.E.C.A., d'une part et la Yougodavie, d'autre part, Annexe et Acte Rapport oral Approbation de Vaccord potentia alfabient de la république de l'Ambebre à la Approbation de Vaccord potentia authoris de la république de l'Ambebre à la Approbation de Vaccord potentia authoris de la république de l'Ambebre à la Communication de Gouvernement de la C.E.C.A. et de l'Accord interne modifiant l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté Communication de Gouvernement (Devlautation du franc) Absence de conceration avec le Grand-Duché de Luxembourg sur la dévaluation Cypornumit de la devlauation Communication de Gouvernement (Devlautation du franc) Assaincement de finances publiques Illie de la dévaluation var la balance commerciale Indexation de sainters Indexation de se subaires Illie Série de la devlaution varie de l'Accord de l'Accord de l'Ambebre à la Assaintement de finances publiques Illie Série de la devlaution de fondalisation de fondalisation de fondalisation de sondalisation de sondalisation de l'Ambebre de	travail				
Approvision de l'Accord de coopération entre la C.E.E. et la Yougoslavie, Amexes A. B et C. Protocoles n° 1 avec Amexes II, III, et N. n° 2, n° 3 avec Amexes II, III et C.E.C.A. et la C.E.C.A. d'une part et la Yougoslavie, d'autre part, Annexe et Acte final non company de la deuxième commention A.C.P.C.E.E.A. et la C.E.C.A. d'une part et la Yougoslavie, d'autre part, Annexe et Acte final neur produits relevant de la C.E.C.A. et le l'Accord interne modifiant Rapport ord et l'accord portant adhésion de la république du Zimbabwe à la deuxième commention A.C.P.C.E.E.A. et de l'Accord interne modifiant Rapport ord relatif au financement et à la gestion de saides de la Communauté Communication du Couvernement (Dévaluation du ésaide sa la Communauté Rapport ord de Communication du Couvernement et l'accord inétain de l'accord interne modifiant Rapport ord de l'accordination de Couvernement et la gestion de saides de la Communication du Couvernement cours de la dévaluation une de l'accordination de l'accordination de Couvernement de l'accordination de	Réglementation des inventions des salariés				
Rapportor oral Approbation de l'Accord perant silicison de la république du Zimbabwe à la Approbation de l'Accord perant silicison de la république de l'Accord interne modifiant place de l'Accord interne modifiant l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté Rapport oral Capport	Approbation de l'Accord de coopération entre la C.E.E. et la Yougoslavie, Annexes A, B et C, Protocoles n° 1 avec Annexes I, II, III et IV, n° 2, n° 3 avec Annexes I, II, III, IV, V et VI, ainsi que l'Acte final, de l'Accord entre les Etats membres de la C.E.C.A. et la C.E.C.A., d'une part et la Yougoslavie, d'autre part, Annexe et Acte	12423	204-1		
Communicacion du Gouvernement (Dévaluation du franc) Absence de concertation avec le Grand-Duché de Luxembourg sur la dévaluation Opportunité de la dévaluation sur la balance commerciale Indexation des salaires Blocage des produces de la dévaluation sur la balance commerciale Indexation des salaires Blocage des produces des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations plusis- Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande Jurisprudence des Voies et Moyers de l'année 1981 Justification de des Voies et Moyers de l'année 1981 Justification de salaires Jurisprudence des Voies et de la des Jurisprudence des voies et des Jurisprudence des Jurisprudences des Jurisprudences des l'elaboration des budgets. — Demande de crédits sup- plémentaires de la devaluation de Jurisprudence de l'année 1981 Justification de loi Regiment du Senateur coopté  Validation de ses pouvoirs .— Prête serment en néerlandais Modification des articles 350, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossese Proposition de loi Regiment du Senateur coopté  Validation de ses pouvoirs spéciaux au Roi Justification des jouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des conomique des pouvoirs spéciaux au Roi Justificat	Rapport oral  Approbation de l'Accord portant adhésion de la république du Zimbabwe à la deuxième convention A.C.PC.E.E., Acte final et Déclarations annexées, de l'Accord relatif aux produits relevant de la C.E.C.A. et de l'Accord interne modifiant l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté				
Opportunité de la dévaluation Cause de la dévaluation Cause de la dévaluation Cause de la dévaluation de subaires de l'advaluation de subaires publiques Naturalisations de Generalisation du footbelleur Lozano Mecessite d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question orde de l'advaluation du footbelleur Lozano (Necessite d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question orde l'abbreur de l'amnée 1982; Budget de la Devaluation du footbelleur Lozano (Necessite d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question orde l'abbreur de l'amnée 1981 (Necessite d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question orde l'abbreur de l'amnée 1981 (Necessite d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question orde l'abbreur de l'amnée 1982 (Necessite d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question de l'apprentie de l'amnée 1982 (Necessite d'une loi définitive réglant les des l'apprenties de l'apprentie d'apprentie de l'amnée 1982 (Necessite d'une loi définitive réglant les l'apprenties de l'apprentie d'apprentie	Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)				
Blocage des prix Reduction des taux d'intérêts Réduction des taux d'intérêts Assainissement des finances publiques Nasainissement des finances publiques Nasainissement des finances publiques (1988) and the proposition de format du footballeur Lozano (1988) and the proposition des l'acceptant les baux et autres conventions concédant la jouis-Question orale Budget des Vois et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de l'a	Opportunité de la dévaluation Causes de la dévaluation Effet de la dévaluation sur la balance commerciale			181 181 181	566-567 567 567
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Nècessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Budget de la Dette publique de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Dépôt tractif des budgets Crise économique du Gouvernement Assainissement des finances publiques Manque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits supplémentaires Manque de clarré des budgets Brouleur du nombre de l'onctionnaires Evolution du nombre de lorotionnaires Projuction du nombre de lorotionnaires Projuction du nombre de pouvoirs autorisés à prélever les charges fiscales  Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de la friscalife et de la parafiscalité Audification de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Modification de grossesse Proposition de loi Modification de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Modification de grossesse Proposition de loi Modification de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Modification de grossesse Proposition de loi Modification de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Modification de grossesse Proposition de loi Modification de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Modification de grossesse Proposition de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de l'arricle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de Proposition de loi Modification de Rain	Blocage des prix Réduction des taux d'intérêts Assainissement des finances publiques		Į.	181 181	567 567
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Depôt tardif des budgets Crise économique Politique de rédes finances publiques Manaque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits supplémentaires Manaque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits supplémentaires Manaque de clarté des budgets Evolution du nombre de fonctionnaires Projet de réforme de la fiscalité des personnes physiques Croissance abusive de la fiscalité et de la parafiscalité Augmentation du nombre de pouvoirs autorisés à prelever les charges fiscales  Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de la ritcle 330, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse  Validation de la raticle 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de l'article 1964 de l'article 1964 la loi ordinaire de l'a	Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Nécessité d'une loi définitive réglant les baux et autres conventions concédant la jouis-			298	943-944
Dépôt tardif des budgets Crise économique Politique de relance économique du Gouvernement Assamissement des finances publiques Manque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits sup- Manque de clarté des budgets Evolution du nombre de fonctionnaires Projet de réforme de la fiscalité des personnes physiques Croissance abusive de la fiscalité et de la parafiscalité Augmentation du nombre de pouvoirs autorisés à prélever les charges fiscales  Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification des articles 350, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse Proposition de loi Réglementation de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Proposition de loi Réglementation de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Autribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Poportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisation du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisation du fotoballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- ralles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Question orale Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;			301-302	953
Manque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits supplémentaires Manque de clarté des budgets Evolution du nombre de fonctionnaires Projet de réforme de la fiscalité des personnes physiques Croissance abusive de la fiscalité des personnes physiques Augmentation du nombre de pouvoirs autorisés à prélever les charges fiscales  Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification des articles 330, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse Proposition de loi Modification de la fire de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Proposition de loi Réglementation des inventions des salariés Proposition de loi Réglementation de si inventions des salariés Proposition de loi Nodification de si inventions des salariés Proposition de loi Réglementation de sinventions des salariés Proposition de loi Réglementation de loi Nodification et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16 de du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique» Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Nomination de la drevaluation Proposition de la de devaluation Politique de redressement économique Abrauralisations  Hermanux, sénateur provincial de Hainaut	Dépôt tardif des budgets Crise économique Politique de relance économique du Gouvernement			336 336	1058 1059
Croissance abusive de la fiscalité et de la parafiscalité Augmentation du nombre de pouvoirs autorisés à prélever les charges fiscales  Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête exement en néerlandais Modification des articles 350, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse Proposition de loi Modification de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Proposition de loi Réglementation des inventions des salariés Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du fouvernement (Dévaluation du 9 août 1980 de réformes institution-nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Manque de réalisme lors de l'élaboration des budgets. — Demande de crédits sup- plémentaires Manque de clarté des budgets Evolution du nombre de fonctionnaires			336 336 336-337	1059 1059 1059
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de sarticles 350, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse Proposition de loi Modification de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Proposition de loi Réglementation des inventions des salariés Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression e groupe politique » Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Croissance abusive de la fiscalité et de la parafiscalité			337	1060
Modification des 'articles 350, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse Proposition de loi Modification de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Proposition de loi Réglementation des inventions des salariés Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique » 202-203 Nomination du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté				
Modification de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail Proposition de loi Réglementation des inventions des salariés Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Nomination de l'article 16 ter du Règlement du Sénat Interprétation de l'article 16 ter du Règlement du Sénat Interprétation du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du fondballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Modification des articles 350, 351, 352 et 353 du Code pénal et réglementation de certains cas d'interruption de grossesse	12269	142.1	6	17-18
Réglementation des inventions des salariés Proposition de loi Péclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Nomination des pouvoirs spéciaux Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique » Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du foroballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution-nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement) Justification de vote  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Modification de l'article 17 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de	12368	142-1		
Déclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Libéralisme économique versus modèle socialiste Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique » Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement) Justification de vote  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Réglementation des inventions des salariés				
Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Justification des pouvoirs spéciaux  Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »  Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique  Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano  Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Déclaration du Gouvernement Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation	12423	204-1	52	142-143
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres- sion « groupe politique »  Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique  Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Rôle du Ministre de la Justice Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			11000400	
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Politique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement) Justification de vote  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres-				0.000
Pólitique de redressement économique Naturalisations Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement) Justification de vote  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)			100 March 100 Ma	SERVICES
de naturalisation du footballeur Lozano Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Justification de vote  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut  246  758  1046  1131-1132	Politique de redressement économique Naturalisations				
nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)  Justification de vote  Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut	de naturalisation du footballeur Lozano			246	758
	nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment 2, 5 8, 16	Hiernaux, sénateur provincial de Hainaut				
	Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2, 5	8, 16

5ENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Hismans, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies				
/alidation de ses pouvoirs. — Prête serment httribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			2	7-8
Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Pouvoirs spéciaux. — Politique de la droite			95-96 96	258 258-259
Circulaires récentes concernant le droit de grève dans l'enseignement Interpellation Application des directives du Conseil des communautés européennes relatives à la sco-			418	1287-1288
larisation des enfants des travailleurs migrants Interpellation			418, 419	1289, 1290
Houben, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout				
/alidation de ses pouvoirs. — Prête serment Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance			2	5-6
obligatoire contre la maladie et l'invalidité Proposition de loi Modification de l'article 165 de l'A.R. du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire	12304	81-1		
contre la maladie et l'invalidité Proposition de loi Retrait Iodification de l'A.R. du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août	12305	82-1	-	540
1963 instituant et organisant un régime d'assuran obligatoire contre la maladie et l'invalidité Proposition de loi	12306	83-1		
fodification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du pré- compte immobilier pour habitation modeste) Proposition de loi	12315	91-1		
loyaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment udget des Dotations aux Communautés et aux Régions Amendements	12496	5-IVbis-3	2	7-8
ccord avec les banques et action du Gouvernement auprès de la C.E.E. à propos de Cockerill-Sambre	12470	3-11013-3		
Interpellation udget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1981;			164-165	527-528
justement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980				
Intégration de la coopération au développement au Ministère des Relations extérieures rieures Loi du 10 août 1981 créant un Fonds de la Coopération au développement			206 206	629 629
Dérogations à la réglementation des marchés publics Entrée en vigueur			206 206	629 629
Arrêtés d'exécution Réduction de la contribution à la coopération au développement			206 206	629 629
A.s.b.l. « Ecoles belges du Burundi, du Rwanda et du Zaïre » Office de la sécurité sociale d'outre-mer. — Cadres linguistiques			207 207	629 629
Nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés Aspects communautaires de la politique de coopération au développement			207 207	629 630
onvention générale entre l'Etat belge d'une part, le Conseil interuniversitaire de la communauté française et les institutions universitaires francophones de Belgique				
d'autre part, concernant leur collaboration dans le domaine de la coopération au développement Interpellation			366	1139-1140
oblèmes de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique			435	1340-1341
ubin, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	8-9
umblet, sénateur coopté				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en français udget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-			6	17-18
loppement de l'année 1981 Amendements	12039	5-VIII-2		
tribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendement subsidiaire	12280	51-16	.	250 255
Réforme du système des allocations familiales Discussion des articles			96	259-261
Art. 1 Art. 1, 9°			104 132	280 391

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
lumblet (suite)				
ituation au Salvador et projet d'élections qui se dérouleraient en mars 1982 Proposition de résolution	12358	130-1		
nsignes des fonctions d'échevins Proposition de loi	12359	131-1		
lesures en faveur des victimes du devoir patriotique	12385	160-1		
Proposition de loi Organisation d'un programme complémentaire dans l'enseignement secondaire				
Proposition de loi fomplément à l'article 132 du Code électoral (Apparentement entre les arrondisse- ments de Nivelles et de Louvain)	12386	161-1		
Proposition de loi timulation de la création d'emplois et assurance d'une aide aux entreprises défail- lantes reprises par un entrepreneur ou des salariés	12387	162-1		
Proposition de loi éouverture des délais d'introduction des demandes visant à obtenir certains statuts de reconnaissance nationale	12388	163-1		
Proposition de loi	12389	164-1		
Modification des articles 1, 14, 115 bis, 147 bis et 226 du Code électoral	12465	247-4		
réation de commissions permanentes de participation				
Proposition de loi réation d'un bulletin communal d'information	12505	290-1		
Proposition de loi istauration d'un référendum d'avis dans les communes	12506	291-1		
Proposition de loi	12507	292-1		
élibération obligatoire du conseil communal Proposition de loi	12508	293-1		
réveloppement de l'information des citoyens sur la gestion communale Proposition de loi	12509	294-1		
écurité des avions militaires	12309	274-1		
Question orale fise en faillite des usines Henricot de Court-Saint-Etienne et fonctionnement du tribu-			68	184
nal de commerce de Nivelles atervention de la gendarmerie dans la zone industrielle de Nivelles. — Usine Dubru			150-151	485-486
Question orale			156	500
ostes vacants de commissaire d'arrondissement  Question orale			202	615
oins de santé au bénéfice des anciens prisonniers de guerre Question orale			202	616
udget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-			202	010
loppement de l'année 1981; justement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé- ration au Développement de l'année 1980				
Aide au tiers monde Réduction du budget de la Coopération au Développement			207-208 208	632 632
Politique étrangère Rôle du Parlement européen			208 208	633 633
Programme de présidence belge du Conseil des Ministres des Communautés euro-				
péennes Régionalisation de l'Europe			208 208	633 633, 634
Aides à accorder par le Fonds européen de développement régional			208	633 633
Sidérurgie et charbonnages wallons Statistiques élaborées par les Communautés européennes			208 208	633
Fonction publique européenne Supranationalité			208 208	634 634
Projet de création de la Fondation européenne			208	634
Rôle des Communautés européennes dans la politique envers le Proche-Orient Equilibre établi à l'égard des boursiers du tiers monde et des universités des deux			208	634
communautés Création d'un Prix à la Coopération			253 253	802-803 803
A.s.b.l. « Ecoles belges du Burundi, du Rwanda et du Zaïre »			253	803
Action des organismes non gouvernementaux en matière de coopération au déve- loppement			253	803
Réduction de la contribution à la coopération au développement Dialogue Est-Ouest			253 262-263	803 828
Position vis-à-vis de la situation politique en Turquie			263	828
Position envers les événements au Salvador comportement de la gendarmerie vis-à-vis du comité de jeunes chômeurs du Brabant			263	829
wallon à l'hôtel de ville de Nivelles Question orale			214	651-652
tuation au Salvador				
Interpellation élimitations des zones de développement en Flandre et en Wallonie udgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com-			214, 215 216	652-653, 655 658
mun) de l'année 1981; justement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais			1	
et secteur commun) de l'année 1980 Lutte contre le chômage			225	679
Suppression de l'examen de maturité et introduction d'un examen d'entrée dans l'enseignement universitaire			225	679
Libre choix de la seconde langue dans l'enseignement			225	679-680 680
Education musicale et éducation physique Horaires scolaires			225 225	680
éduction des emplois dans l'enseignement et maintien de la qualité de celui-ci Question orale			268	846
	ı			

	1701 1702			
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Humblet (suite)  Hausse des tarifs postaux pour périodiques et imprimés				
Question orale Absence de publication, suivant le prescrit constitutionnel, des résultats du recense- ment décennal de la population du 31 mars 1981			279	895
Question orale Implantation de missiles à ogives nucléaires à Florennes			279	896
Question orale Certains comportements de la gendarmerie			301	952
Interpellation Comportement de la police de Bruxelles-Ville lors de la marche pour l'emploi des jeunes, le 24 avril 1982			309	970-971, 972
Question orale Situation des boursiers zaïrois dans nos établissements d'enseignement supérieur			309	973
Question orale  Arrêt du tribunal correctionnel de Liège concernant la retransmission des messages publicitaires télévisés par les sociétés de télédistribution			321	1020
Question orale Politique pratiquée en matière d'homologation de certains diplômes			322	1022
Question orale  Admission des détenteurs de certains diplômes de licence aux études universitaires conduisant à des grades légaux			365	1137
Abrogation de l'article 147 <i>bis</i> du Code électoral concernant le vote par procuration; Modification des articles 1, 14, 115 <i>bis</i> , 147 <i>bis</i> et 226 du Code électoral			377 397	1173 1230
Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971			416-417	1284
Mise en place d'un réseau d'écoles pluralistes Interpellation			420	1293-1294, 1295
Sort du peuple palestinien Interpellation				
Retrait Visite en Belgique du Président de la République du Zaïre			476	1481
Proposition de résolution Diverses mesures nuisibles à la qualité de l'enseignement, notamment en ce qui concerne l'étude des langues			482, 483	1495, 1496
Interpellation			483-484, 485	1497-1498, 1 <sup>4</sup> -1500
J				
Jandrain, sénateur de l'arrondissement de Nivelles				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Statut de reconnaissance nationale en faveur des hommes de 16 à 35 ans qui ont répondu à l'ordre de rejoindre les centres de recrutement de l'armée belge (C.R.A.B.) le 10 mai 1940			2	6-7
Proposition de loi Complément à l'article 132 du Code électoral (Apparentement entre les arrondissements de Nivelles et de Louvain) Proposition de loi	12319	95-1 162-1		
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1	12307	102-1	105-106	286-288
Art. 1, 2° Situation des effectifs du service subrégional de l'emploi à Nivelles			117	329
Question orale Budget de la Prévoyance sociale de l'année 1982 Dépôt tardif du budget			322 442	1022 1391
Déficit du système de la sécurité sociale. — Causes Ticket modérateur pour les Vipo Diminution temporaire et forfaitaire des allocations familiales et impôt correspon-			442 442 442	1391 1391
dant Restrictions budgétaires et assainissement en matière de sécurité sociale Nécessité d'une réforme fondamentale de la sécurité sociale Travaux de la Commission royale			442 442 442 442	1391 1391 1391 1391
Jorissen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, Questeur du Sénat (jusqu'au 9 juin 1982)				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Elu questeur du Sénat Modification du Règlement du Sénat (Articles 2 et 16ter)			8	5-6 23
Proposition Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs-suppléants de la province de	12310	87-1		
Flandre occidentale Naturalisations			2	11-12
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano			_	759

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	1 OCTOBRE 1982	2 43
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Jorissen (suite)  Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1981;  Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980  Non-respect des droits de l'homme dans le monde			208	634-635
Mesures contre le terrorisme Politique internationale. — Protection de l'approvisionnement en matières premières Propagande soviétique dirigée contre l'Afrique du Sud Politique envers l'Afrique du Sud Sur le maintien de la suspension de l'accord culturel avec l'Afrique du Sud Fixation en application de l'article 54bis du Règlement du Sénat, d'une date limite pour le dépôt des budgets			208 208 208 208-209 209	635 635 635-636 636-637 637
Motion d'ordre Décédé le 9 juin 1982			298	942
Jortay-Lemaire (Mme), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Obligation pour les services publics d'utiliser du papier recyclé Proposition de loi Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)	12536	313-1	2 .	7-8
Opportunité de la dévaluation Indexation des salaires Point de vue « Ecolo » sur la crise économique			188 188 188	583 583 583
Julliams (Mme), sénateur de l'arrondissement d'Anvers			,	5.0
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1			2	5-6
Art. 1, 7°  Trafic de viande pratiqué sur une grande échelle à la frontière belgo-néerlandaise  Question orale			128-129 267	375-377 842
K				
Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, adjoint au Ministre des Finances et du Commerce extérieur (depuis le 17 décembre 1981)				
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve- loppement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé- ration au Développement de l'année 1980 Discussion tardive du budget de 1981			212	648
Kevers, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron, Secrétaire du Sénat	¥			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Elu secrétaire du Sénat Révision de l'article 47, premier alinéa de la Constitution	12180	100-5/1°	2 8	7-8 23
Texte proposé  Perception d'un demi-centime additionnel sur l'impôt des personnes physiques en faveur de la coopération au développement  Proposition de loi  Situation au Liban	12373	144-1	417	1483
Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au Ministre des Affaires économiques (depuis le 17 décembre 1981)				
Construction d'une centrale nucléaire à Chooz Question orale de M. Califice Informations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indé-			201-202	614-615
pendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré (Interpellation de M. François)			328-329	1039-1040
			•	

	DOCUMENTS		DOCUMENTS		RENDU		RENDU		RENDU	
	R. A	Nº	ANALYTIQUE Pages	Pages						
agasse (suite)										
omplément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires en vue d'adapter les institutions paritaires aux régions créées par l'article 107quater de la Constitution										
Proposition de loi lotivation des actes des autorités administratives	12256	32-1								
Proposition de loi omplément à l'article 7, § 3, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en	12257	33-1								
matière administrative Proposition de loi odification de l'article 1690 du Code civil relatif aux conditions d'opposabilité aux	12258	34-1								
tiers de la cession de créance, ainsi que des articles 1295 et 2075 du même Code Proposition de loi ontrôle et limitation des dépenses électorales	12259	35-1								
Proposition de loi blication et établissement de statistiques permettant un classement fonctionnel des	12267	43-1								
prestations fournies par les fonds de sécurité d'existence Proposition de loi	12269	45-1								
esponsabilité des Ministres et Secrétaires d'Etat Proposition de loi	12296	73-1								
odification de l'article 26 de la loi du 17 avril 1878 concernant le titre préliminaire du Code de procédure pénale										
Proposition de loi vision des articles 5, 50, 1° et 3°, 56 et 86 de la Constitution	12312	90-1	·							
Textes proposés	12167 12183									
	12189 12202	100-6/1°								
rganisation de la région de Bruxelles en application de l'article 107 <i>quater</i> de la l Constitution Proposition de loi	12384	159-1								
odification de l'A.R. n° 5 du 15 février 1982 modifiant la loi du 11 juillet 1973 améliorant dans certains régimes de sécurité sociale la situation de la mère salariée	12304	139-1								
qui cesse temporairement d'être assujettie à la sécurité sociale Proposition de loi	12390	167-1								
equisition, perte et recouvrement de la nationalité Proposition de loi	12472	260-1								
ésentation de candidats pour la composition d'une commission spéciale Interprétation de la notion de groupe politique dans les articles 2 et 55 du Règle-										
ment du Sénat omination des membres des commissions permanentes du Sénat			10	25						
Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres- sion «groupe politique» tuation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que			91	246						
l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations										
Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement régional, d'interpeller un Ministre national			297	940-941						
brogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement)			2.0							
Justification de vote			363	1132						
agneau, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, Questeur du Sénat										
			2	7-8						
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment u questeur du Sénat uverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgé-			8	23						
Donne lecture du rapport oral de M. de Donnéa			232	703						
Some reture du rapport oral de 1/2. de Some				, , ,						
shaye, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, Secrétaire du Sénat										
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2 .	11-12						
ommissaire parlementaire chargé de la défense des consommateurs			8	23						
Proposition de loi stitution de la charge de Procureur de la Nation	12379	151-1								
Proposition de loi éation de la fonction d'ombudsman de la presse	12380	152-1								
Proposition de loi onsultation populaire sur les réformes institutionnelles	12381	153-1								
Proposition de loi éation d'une Commission de consultation de la population sur la révision éventuelle	12415	198-1								
des structures de l'Etat Proposition de loi	12416	199-1								
odification du cadre du personnel du tribunal de commerce d'Ypres-Furnes Proposition de loi	12447	232-1								
odification du Code des droits de succession et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe	12474	263-1								
Proposition de loi	124/4	203-1								

46 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-198	2		
	DOC	UMENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Lahaye (suite)  Complément à l'article 54 du Code des impôts sur les revenus (Déductibilité des primes d'assurance-incendie) Proposition de loi Protoilents lors des manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie	12478	264-1	161	515
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980 Perte du prestige international de la Belgique Politique en matière d'armement Nécessité d'une politique étrangère cohérente Politique envers le Zaïre et l'Afrique Politique envers le Burundi Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Crise des Falklands Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du bourgmestre)			207 207 207 207 207, 211 207 357	630 630, 631 630-631 631-632, 642 632
Lallemand, sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français nterruption de grossesse et suspension des articles 350, 351, 352, 353 et 383, alinéa 5 et suivants du Code pénal Proposition de loi Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12254	30-1	6	17-18
Amendements Amendements Justification des pouvoirs spéciaux Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux Confusion et lenteur du travail parlementaire Durée des pouvoirs spéciaux Pouvoirs spéciaux Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement Respect des lois de réformes institutionnelles Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Discussion des articles	12280	51-7 51-9	69-70 69, 70 69 69 69 69-70 70 70	188-192 :: 190, 191, 19 189-190 190 191 191, 192 191-192 192
Art. 1 Art. 1, premier alinéa Art. 1, 1° Art. 1, 1°, deuxième alinéa Art. 1, 1° (Adjonction d'un troisième alinéa) Art. 1, 1° (Adjonction d'un nouvel alinéa) Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx relative à la structure de la participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des pouvoirs			110 114 115 115 115	300, 301 313 319 320 320-321
spéciaux Art. 1, 2° Art. 1, 3° Art. 1, 5° Art. 1, 6° Art. 1, 7° Art. 1, 7° Art. 1, 10°			119 120 124 127 128 130	336 337, 342 353, 354 369 373, 374 382, 383 386 394-395
Art. 2 Art. 2, 5° Art. 2, 12° Art. 2 <i>bis</i>			137, 138 139 139	421 432 436
Art. 3 Art. 3, § 1 Art. 3, § 2 Art. 3, § 2bis Art. 3, § 3			140 140 140 141	439 440 441-442 445
Art. 4 Art. 4, § 1 Art. 4, § 3 Art. 4, § 5 Art. 7  Andification de l'article 24, alinéa premier de l'A.R. n° 79 du 10 novembre 1967 rela-			141 141 142 142	447 449-450 451 455-456
tit à l'Ordre des médecins Proposition de loi évision de l'article 117 de la Constitution en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éven-	12291	67-1		
tuellement aux conseillers laïques les dispositions qui figurent à l'alinéa premier Texte proposé fodification de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associa- tions sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique	12219	100-3/1°		
Proposition de loi  fodification du chapitre VII du titre VII du Code pénal intitulé « des outrages publics aux bonnes mœurs»	12341	114-1		
Proposition de loi	12343	115-1		

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N⁰	Pages	Pages
allemand (suite)				
dministrations des cultes et de la communauté philosophique non confessionnelle Proposition de loi omplément à l'article 507, 2 <sup>e</sup> alinéa du Code pénal (Destruction, dégradation ou	12344	116-1		
détournement de meubles) Proposition de loi Profification de l'article 19 de la loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1964 de défense sociale à l'égard des	12345	117-1		
anormaux et des délinquants d'habitude Proposition de loi	12346	118-1		
odification de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail Proposition de loi	12347	119-1		
odification de la loi sur la révision du régime hypothécaire du 16 décembre 1851 Proposition de loi	12348	120-1		
terruption de la grossesse Proposition de loi	12351	122-1		
hicité des procédures disciplinaires contre les médecins, pharmaciens, architectes et médecins vétérinaires	12331	1221		
Proposition de loi	12393	168-1		
ix du livre Proposition de loi	12431	209-1		
odification des articles 573, 590, 1338 et 617 du Code judiciaire Proposition de loi	12484	273-1		
progation des articles 372 <i>bi</i> s et 377, § 3, du Code pénal (Homosexualité) Proposition de loi	12503	288-1		
oi spéciale relative à la Région bruxelloise Proposition de loi	12541	317-1		
omination des membres des commissions permanentes du conat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres-				
sion «groupe politique» volution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de			90	243-244
Hoboken Sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Wyninckx. — Dépôt				ž.
d'un amendement sur la motion. — Demande l'ajournement du vote uvegarde de l'emploi après la faillite de la firme Butch			-	459
Question orale			149-150	483
ruation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences				
graves de ces situations Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement				Augus promises
régional, d'interpeller un Ministre national Sur la proposition de M. Vanderpoorten d'ajourner l'interpellation de M.			297	940
Dehousse aturalisations			297	940
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano			299	944-945
pprobation de la Convention d'extradition entre la Belgique et la France Justification de vote érogations aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics Question orale Voir: M. Deworme			318	1014
avens, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, Ministre de l'Agri-				
culture (jusqu'au 17 décembre 1981)				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12
eclercq J., sénateur provincial de Namur				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11
eclercq R., sénateur provincial de Hainaut				
P. de de la companya			2.5	7 16
llidation de ses pouvoirs. — Prête serment progation de l'article 147 <i>bis</i> du Code électoral concernant le vote par procuration	12255	140.3	2, 5	7, 16
Rapport ctroi du titre de ville à la commune de Beauraing	12375	148-2		
	12433	213-2		
Rapport odification des articles, 1, 14, 115 <i>bis</i> , 147 <i>bis</i> et 226 du Code électoral	12465	247-2		

	DOCUI	(F) 1770		
		DOCUMENTS		ANNALES Pages
L	R. A	N⁰	ANALYTIQUE Pages	Pages
Leemans (suite)				
Situation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences				
graves de ces situations Sur la proposition de M. Vanderpoorten d'ajourner l'interpellation de M. Dehousse			296	940
Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement régional, d'interpeller un Ministre national Fixation, en application de l'article 54bis du Règlement du Sénat, d'une date limite pour le dépôt des budgets			297	940
Déclare qu'il écrira au Premier Ministre afin d'inciter le Gouvernement à déposer les budgets dans les plus bref délais Hommage à la mémoire de M. Jorissen, questeur du Sénat Sur la demande de M. Wyninckx, par motion d'ordre, relative au dépôt tardif des			298 373	942 1157
budgets de 1982 Sur la proposition de Mme Pétry contre le fait que des commissions du Sénat se réu-			373-374	1158
nissent en dehors des périodes réservées aux travaux du Sénat Sur le contenu des interpellations Hommage à la mémoire de M. Roger Declercq, sénateur			378 435 440	1177 1340 1384
Visite en Belgique du Président de la République du Zaïre Sur la proposition de résolution de M. Humblet			482	1495
Lepaffe, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			2	6-7
Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal Proposition de loi Complément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires en vue d'adapter les institutions paritaires aux régions	12231	8-1	-	
créées par l'article 107quater de la Constitution Proposition de loi Compensation des pertes subies par les communes, les C.P.A.S., et les agglomérations,	12256	32-1		
du fait des retards de paiement par l'Etat des sommes qui leur sont dues Proposition de loi Modification des articles 479 et 480 du Code de commerce (Faillites, banqueroutes et	12270	46-1		
sursis) Proposition de loi	12333	108-1		
Introduction dans le Code civil d'un article 171 bis instituant le mariage posthume Proposition de loi Pension de survie au veuf dépendant des ressources professionnelles de son épouse	12334	109-1		
décédée Proposition de loi Autorisation du port du nom d'un des conjoints après divorce	12337	111-1		
Proposition de loi Exonération de la première vente d'œuvres d'art originales de la taxe sur la valeur ajoutée	12383	158-1		
Proposition de loi  Suppression de la limitation du cumul entre l'exercice de la profession d'architecte indépendant et la fonction de professeur d'architecture	12452	239-1		
Proposition de loi Favorisation de la conservation du patrimoine historique ou artistique	12459	252-1		
Proposition de loi Autorisation au Conseil d'Etat d'ordonner le sursis à exécution des décisions adminis- tratives	12460	253-1		
Proposition de loi Insertion d'un article 16 <i>bis</i> dans le Chapitre IV, Section 7, des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962	12461	254-1		
Proposition de loi Déclaration du Gouvernement	12481	267-1		
Déficit budgétaire Recours aux pouvoirs spéciaux Réforme de l'Etat. — Sort de la région bruxelloise Sous-représentation des francophones au sein du Gouvernement			32 32 32 32	91 91 91 91
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Présente la candidature d'un « groupe technique »			90	242
Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique»  Application de l'article 58 du Règlement du Sénat aux travaux de la Commission			90, 91, 147-148	242, 245-246, 475
du Règlement du Sénat (Présence aux réunions des sénateurs ne faisant pas par- tie de la Commission) Respect de la démocratie parlementaire			147-148 148	479, 481 481
Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken				
Justification de son abstention lors du vote sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Wyninckx Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			143	461
Discussion des articles Justification de vote Compunication du Couvernement (Dévaluation du franc)			143	465
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Diminution de la T.V.A. dans le secteur de la construction Allégement de la fiscalité des entreprises Emploi des jeunes			187 187 187	580 580 580
Troisième circuit de travail		•	187	580

50 SENAT — SESSION ORDINAIRE DI	1981-1982		<del></del>		
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES	
	R. A	N°	Pages	Pages	
Lepaffe (suite)					
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) (suite) Opportunité de la dévaluation Cotisation de solidarité des indépendants Blocage des prix Eventualité d'une seconde dévaluation Fixation du taux de la dévaluation Régionalisation des secteurs économiques nationaux Poursuite de la régionalisation Eventualité d'une seconde dévaluation commune de Linkebeek			187 187 187 187 187 187 187	580 580 580 580 580 580 580	
Sur la demande d'examen par la commisssion ad hoc faite par M. De Seranno (Conflits de compétence)  Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgé-			200	611	
taire 1982  Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;  Budget de la Dette publique de l'année 1982;  Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981  Politique en matière de recherche scientifique			233 348-349	704 1090	
Restrictions budgétaires en matière d'enseignement Troisième circuit du travail. — Restrictions budgétaires Versement tardif par l'Etat aux communes des recettes provenant de l'impôt sur les			349 349	1090 1090 1091	
revenus  revenus  Avantages d'une régionalisation moins dérisoire  Demande, en application de l'article 54bis du Règlement du Sénat, la fixation d'une date limite pour la distribution des budgets			349 349	1091 1091	
Motion d'ordre  Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les oudgets de l'année 1982;  Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer-			424	1301-1302	
tains pouvoirs spéciaux au Roi Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx proposant au Sénat de sièger le 14 septembre			428	1318-1319	
1982 afin d'examiner les budgets avant le 1 <sup>er</sup> octobre Position adoptée vis-à-vis du conflit au Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési- dent des Etats-Unis d'Amérique Question orale Voir: M. J. Peetermans			472	1471	
Lernoux, sénateur provincial de Hainaut					
Validation de ses pouvoirs Renonce à son mandat			3	13	
Lowis, sénateur provincial de Limbourg					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Déclaration du Gouvernement	12450	236-3	2	10	
Politique charbonnière. — Situation économique difficile au Limbourg Achat d'un dispositif de soutènement pour larges galeries par les «Kempense Steenko- lenmijnen»			55	150-151	
Question orale conomies en frais de personnel dans les mines Question orale			450 450	1411 1412	
Transport par chemin de fer de charbon à Cockerill-Sambre Question orale de M. Vandekerckhove			452	1416-1417	
Lutgen, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau- Virton					
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment ensions du personnel à fonction accessoire dans l'enseignement technique subven- tionné			2	10	
Proposition de loi ntroduction d'un article 519bis dans le Code judiciaire (Signification par exploit d'huissier)	12293	70-1			
Proposition de loi ermis de conduire et licence d'apprentissage Proposition de loi	12327 12328	102-1 103-1			
fodification de l'article 77 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Réduction pour invalides)					
Proposition de loi  Modification de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, lai  Proposition de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, lai	12329	104-1			
Proposition de loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial	12438	218-1			
Rapport	12047	224-2			

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	JMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 NOVEMBRE 1981 AU 11 OCTOBRE 1982 51			
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Lutgen (suite)				
Modification de certaines dispositions des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'A.R. du 20 août 1957				
Sur la demande de renvoi en commission de M. Seeuws Paiement des indemnités compensatoires aux agriculteurs des zones défavorisées Question orale			161 268	519 845
Question orale  Situation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations			268	843
Sur son abstention lors du vote sur la proposition de M. Vanderpoorten d'ajourner l'interpellation de M. Dehousse			297-298	941-942
Luyten, sénateur provincial d'Anvers				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	6
Déclaration du Gouvernement Statut de la communauté germanophone			49	133-134
Répression et amnistie Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat			49	134-135
Respect de la démocratie parlementaire Conteste la régularité de l'élection de M. J. Peetermans en tant que sénateur Insécurité qui frappe nos ressortissants au Guatemala			148 148	481 481
Question orale  Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-			213	649
loppement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé-				
ration au Développement de l'année 1980 Sort du compatriote Serge Berten au Guatemala			255	809
Situation politique en Espagne Problématique du peuple basque Basques menacés d'extradition			255-256 255-256 255-256	809-810 809-810 809-810
Conception que le Ministre se fait de son rôle dans l'exercice de la tutelle prévue par la loi du 8 août 1980 à l'égard des communes de la périphérie bruxelloise qui, tout en relevant sur le plan de l'urbanisme de la région flamande appartient d'après les compétences, à celles du Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne la tutelle admi-			233-236	809-810
nistrative sur les actes des autorités communales Naturalisations			269	847-848
Refus de la commune de Schaerbeek d'inscrire des étrangers aux registres de la commune Situation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que			299	945
l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations Suppression de trains dans la province de Luxembourg			310 326	976 1032
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;			320	1002
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Emission « De Nieuwe Orde » de la B.R.T. Nécessité de continuer la fédéralisation de l'Etat belge			355 355-356	1111 1111-1113
Pacte d'Egmont Proteste contre le fait que M. Vanderpoorten prétend qu'il abuse de son droit de			355-356	1112
parole Fait personnel			356	1113
Informations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées				
(notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indé- pendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour				
la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée			364	1135
Mise en place d'un réseau d'écoles pluralistes Demande quand aura lieu le débat sur l'énergie			420 430	1294 1330
Implantation éventuelle des missiles nucléaires en Belgique et non-respect des engage- ments pris par le Gouvernement d'informer régulièrement le Parlement et de le mettre en mesure de jouer le rôle qui lui revient en cette matière			437	1345
Chômage des jeunes Question orale			453	1418
Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du			400 401	1420
bourgmestre)  Diverses mesures nuisibles à la qualité de l'enseignement, notamment en ce qui concerne l'étude des langues			460-461 484, 485	1438 1498-1499, 1500
concerne rotate des langues			101, 100	,
м				
Maes N. (Mme), sénateur coopté				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			6	17-18
Amendement Discussion des articles	12280	51-18		
Art. 1 Art. 1, 7°			106 129	288-289 377

Maes N. (Mme) (suite)  Modification des articles 18 et 19 des lois portant le statut des objecteurs de conscience (Durée du service de remplacement) Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique de l'enseignement Décentralisation de l'enseignement de l'Etat Budget de l'Education nationale. — Discriminations communautaires Nouvelle politique Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de l'accommission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-	R. A	<b>№</b>	S4-55 54-55 54-55 55-55 55 125	Pages  149-150 149 149-150 357-358 492-493
Modification des articles 18 et 19 des lois portant le statut des objecteurs de conscience (Durée du service de remplacement) Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique de l'enseignement Décentralisation de l'enseignement de l'Etat Budget de l'Education nationale. — Discriminations communautaires Nouvelle politique Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde	12290	66-1	54-55 55 55 125	149 149 149-150 357-358
conscience (Durée du service de remplacement) Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique de l'enseignement Décentralisation de l'enseignement de l'Etat Budget de l'Education nationale. — Discriminations communautaires Nouvelle politique Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde	12290	66-1	54-55 55 55 125	149 149 149-150 357-358
Déclaration du Gouvernement Politique de l'enseignement Décentralisation de l'enseignement de l'Etat Budget de l'Education nationale. — Discriminations communautaires Nouvelle politique Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde	12290	66-1	54-55 55 55 125	149 149 149-150 357-358
Décentralisation de l'enseignement de l'Etat Budget de l'Education nationale. — Discriminations communautaires Nouvelle politique Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Sudgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			54-55 55 55 125	149 149 149-150 357-358
Nouvelle politique  Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers  Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981;  Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980  Fractionnement des compétences en matière d'enseignement  Politique en matière d'enseignement  Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement  Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			55 125	149-150 357-358
Hoboken Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			United to American	357-358
merce d'Anvers Sudgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			United to American	
Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; justement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			155-154	772-773
Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			L .	
Fractionnement des compétences en matière d'enseignement Politique en matière d'enseignement Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde				
Enseignement pluraliste Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde	8		235	715
Manque de motivation chez le personnel enseignant Consultation de la Commission du Pacte scolaire Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			235 235	715-716 715-716
Promotion de l'emploi d'enseignants belges au tiers monde			235 235	716 716
udget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-			235, 239 238	716, 725 723
loppement de l'année 1981;				, 23
sjustement du budget des Affaires étrangères, du Comma e extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980			ļ	
Dépôt tardif des budgets Politique en matière de coopération au développement			252	799
Intégration de la coopération au développement au Ministère des Relations extérieures			252	799-800
Zaïre			252 252	799 799-800
Action des organisations non gouvernementales en matière de coopération au déve- loppement			252	800
Réduction de la contribution à la coopération au développement Fonctionnement et restructuration de l'Administration générale de la coopération			252	800
au développement Compétences communautaires en matière de coopération au développement			252 252	800 800
Recrutement de coopérants. — Parité linguistique Nécessité d'une politique européenne envers les pays tiers	1		252 252	800 800-801
Négociations portant sur une part belge de marché dans la construction immobilière de la République algérienne			232	300-301
Question orale ort des parlementaires zaïrois actuellement détenus			301	951
Proposition de résolution ort des chantiers navals Cockerill Yards			413	1274
Question orale	3	27	453	1419
Maes R., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			,	. 7
églementation de l'établissement des entreprises commerciales	12241	10.1	2	6-7
attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12241	18-1		
Sodification de la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développe-	12280	51-15		
ment de la marine marchande et de la pêche maritime, et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes			412	1270
Rapport rojet de loi de finances de l'année budgétaire 1982 et fixation du contingent de l'ar-	12446	231-2		
mée éclaration du Gouvernement	1		14	35
Programme du Gouvernement Réforme de l'Etat. Sort de la région bruxelloise			48 48	130 130-131
Fusion des communes ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			48	130-131
Discussion des articles Art. 2	i i		435	100 100
onstruction à Bruxelles d'un bâtiment destiné au Conseil de Ministres des Commu-			135	408-409
nautés européennes Question orale	ŀ		213	650
lise au travail de cadres spéciaux temporaires dans des centres publics d'aide sociale Question orale			279	895
udget des Voies et Moyens de l'année 1982; udget de la Dette publique de l'année 1982;				
justement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Lutte contre le chômage	1		345	1081
Assainissement des finances publiques		ļ	345	1081-1082
Répartition entre les régions des montants destinés aux travaux publics Sort politique de Bruxelles, de sa périphérie et de ses institutions			345 345	1082 1082-1083
Fusion des communes Recensement linguistique à Bruxelles			345 345-346	1082-1083 1083

Politique économique sectorielle Politique de l'enseignement

	DOCU	MENTS	COMPTE	4 2 72 7 4 7 7 7	
	DOCUMENTS		RENDU ANALYTIQUE	ANNALES	
F	R. A	N"	Pages	Pages	
Martens (suite)					
Déclaration du Gouvernement (suite) Politique agricole Adaptation des revenus agricoles Traités sur l'eau			56 56 56	153 153 153	
Armes nucléaires. — Otan Composition de l'Exécutif de la région bruxelloise Communauté germanophone. — Compétence du Premier Ministre en ce qui			56 56	153-154 154	
concerne les matières communautaires Hommage à la mémoire de M. De Graeve, sénateur Attribution de certains pouvoirs spéciaux			56-57 66	154 178	
Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux Justification des pouvoirs spéciaux Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement			97 97-99 97 97, 98, 99	264 264-268 264 264, 267	
Portée des pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal Respect des lois de réformes institutionnelles Crédits parallèles Concertation sociale			98 98 98	265, 266, 267 267 265-266	
Paix scolaire Modération des coûts de production Résorption du chômage Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spé-			98 98 98	265 265 265	
ciaux Accroissement de la mobilité du personnel des administrations publiques Personnel des communautés et des régions Imposition des plus-values sur des immeubles non bá Projets de loi sur base de pouvoirs spéciaux. — Délibération en Conseil des Minis-			98 98 98 98	266 266 266 266	
tres Politique de l'emploi Buts du recours aux pouvoirs spéciaux Modération des revenus. — Répartition des charges sur toutes les couches de la			98 98 99	267 268 268	
population Discussion des articles Art. 1			99 107, 108	268 290, 293-294	
Sur la déclaration faite par M. Eyskens au cours de l'émission «Confronta- tie» à la B.R.T. concernant la réduction des salaires Art. 1, premier alinéa Art. 1, 1°			108 110 111	300-301 305	
Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx relative à la structure de la participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des pouvoirs spéciaux  Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)			113, 119	311, 336	
Crise économique Causes Déséquilibre des finances publiques			171 171 171-172, 173	544 544, 546	
Politique de redressement économique Promotion du secteur de la construction Dévaluation du franc. — Effets Blocage des prix et des salaires			171-173 172, 173 172	544-546 545 545, 546 545	
Maîtrise des coûts salariaux, des coûts de production et des coûts financiers Nouvelle politique industrielle Politique de l'emploi Fixation du taux de la dévaluation			172 172 172 172	545 545 545-546 606	
Opportunité de la dévaluation Manque de concertation avec la Banque Nationale Divulgation prématurée de la dévaluation par la presse Opinion de la Banque Nationale sur une dévaluation			198 198 198, 200 198	608-609 608 608, 611 608-609	
Maîtrise des prix après la dévaluation Modération des revenus des indépendants Effets de la dévaluation sur la balance des paiements et sur la balance commer- ciale			198-199 199	608-609 609 609, 610	
Assainissement des finances publiques Dossier de la sidérurgie wallonne Régionalisation des secteurs économiques nationaux Fusion des sociétés sectorielles de financement Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;			199 199 199 199	610 610 610 610	
Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Stratégie budgétaire et politique économique globale du Gouvernement Assainissement des finances publiques Taux d'intérêt élevés			334 334 334	1051-1052, 105 1052, 1053 1052	
Stratégie de la Communauté européenne Effets de la dévaluation du franc Amélioration de la balance commerciale Amélioration de la compétitivité des entreprises Lutte contre l'inflation Blocage des prix Lutte contre le chômage			334 334 334 334 334 334 334	1052 1052-1053 1052-1053 1053 1053 1053 1053	
Pacte pour l'emploi l'isite du Président du Zaïre à notre pays (Question orale de M. Weckx) Construction d'une centrale nucléaire à Chooz (Question orale de M. Califice) Voir: M. Knoops			334 451	1053 1415	

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	DU 27 NOVEMBRE 1981 AU 11 OCTOBRE 1982 55				
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES	
	R. A	N°	Pages	Pages	
Martens (suite)  Attributions du Ministre des Classes moyennes et les administrations demeurant sous son autorité (Question orale de M. R. Gillet)  Voir: M. De Keersmaeker  Problèmes qui se posent à propos des plans de secteur (Question orale de M. Van Ooteghem)  Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch  Discrimination opérée par la région wallonne à l'encontre d'entrepreneurs flamands (Question orale de M. Van Ooteghem)  Voir: M. Tindemans					
Matthys, sénateur coopté					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Démission comme sénateur coopté. — Remplace M. De Graeve comme sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de commerce d'Anvers Suspension du trafic télex et téléphonique en transit provenant du Zaïre Question orale Dette du Zaïre auprès de la Régie des Télégraphes et Téléphones Question orale Situation au Salvador			6 66 154 202 213 214-215	17-18 178 493-494 616 649 653-654	
Mayence-Goossens (Mme), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Ministre des Relations extérieures (depuis le 17 décembre 1981)	ş				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année 1980 Intégration de la coopération au développement au Ministère des Relations extérieures Arrêtés d'exécution de la loi du 10 août 1981 créant le Fonds de la Coopération au Développement Politique en matière de coopération au développement Réduction de la contribution à la coopération au développement A.s.b.l. «Ecoles belges du Burundi, du Rwanda et du Zaïre » Office de la sécurité sociale d'outre-mer. — Cadres linguistiques Nouveau programme substantiel d'actions pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés Compétences communautaires en matière de coopération au développement Organisation de l'Administration générale de la coopération au développement Action des organisations non gouvernementales en matière de coopération au développement Equilibre établi à l'égard des boursiers du tiers monde et des universités des deux communautés Situation des femmes au tiers monde Retard dans la liquidation des bourses d'études par le Gouvernement du Zaïre (Question orale de M. Sondag) La manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim dans le monde (Interpellation de M. Van Roye) Convention générale entre l'Etat belge d'une part, le Conseil interuniversitaire de la communauté française et les institutions universitaires francophones de Belgique d'autre part, concernant leur collaboration dans le domaine de la coopération au développement (Interpellation de M. Hoyaux) Voir: M. Nothomb Situation des boursiers zaïrois dans nos établissements d'enseignement supérieur (Question orale de M. Humblet)			2 253, 254 253, 254 253, 254 253 253 253 254 254 254 254 268	7-8  803 803, 805 803-804, 805 804 804 804 805 805 805 805 805 827-928	
Maystadt, Ministre de la Fonction publique et de la Politique scientifique, chargé de la Coordination de l'Environnement (jusqu'au 17 décembre 1981), Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan (depuis le 17 décembre 1981)					
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1 Art. 1, 5°			127	366-367, 368, 370	

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Maystadt (suite)				
Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgé- taire 1982 Fixation, en application de l'article 54 <i>bis</i> du Règlement du Sénat, d'une date limite			233	704-705
pour le dépôt des budgets  Sur la motion d'ordre de M. Jorissen  Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;  Budget de la Dette publique de l'année 1982;			298	942
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Assainissement des finances publiques Déficit budgétaire Avis du Conseil supérieur des Finances Modération des revenus. — Répartition équitable sur toutes les couches de la			357, 358 357 357	1115-1116, 1118 1116 1116
Assainissement de la sécurité sociale Réduction des allocations familiales Réduction des allocations de chômage dans le cas de cohabitants Prestations de kinésithérapie. — Ticket modérateur Moyers financiers des communes Moyens financiers des régions et des communautés Crédits non utilisés au cours des années précédentes Effets des restrictions budgétaires sur l'emploi Secteur public Pacte de l'emploi Promotion de l'emploi Redistribution du travail disponible Promotion des exportations Amélioration de la position concurrentielle de nos en prises Politique économique du Gouvernement. — Etudes du Bureau du Plan Budget des Voies et Moyens de l'année 1982 Discussion des articles Bur la demande de M. Wyninckx, par motion d'ordre, relative au dépôt tardif des budgets de 1982 Augmentation et réduction de certains crédits ouverts pour l'année 1981 et octroi de crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1980 et antérieures Duverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982; Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi Duverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982 Discussion des articles  Moureaux Ph., Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (jusqu'au 17 décembre 1981)			357 357 357 357 357 357 357-358 357-358 358 358 358 358 358 358 358 358 374 375 429 430	1116 1116 1116 1116 1116 1116, 1117 1116-1117 1117 1117 1117 1117 1117
Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble			21	58
Moureaux S., sénateur coopté				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français spplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal Proposition de loi Organisation d'un référendum relatif à la création et à la délimitation de la Région de Bruxelles prévue à l'article 107 quater de la Constitution Proposition de loi ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements	12231 12232 12280	8-1 9-1 51-10	6	17-18
Avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Respect des lois et des réformes institutionnelles Modération des revenus Respect des conventions collectives de travail existantes Répartition des charges sur toutes les couches de la population Justification des pouvoirs spéciaux Ourée des pouvoirs spéciaux Opposition du groupe F.D.F. aux pouvoirs spéciaux Discussion des articles			72 72 72 72 72 72 72 73 73 73	198-199 198, 199 199 199-200 199 200 200, 201 201
Art. 1, premier alinéa Art. 1, 1° Art. 1, 2°  Art. 1, 3°			109, 110 114 116, 120, 121 123	298, 301 311-312, 313 324-326, 339- 340, 345 351
Art. 1, 5° Art. 1, 7° Art. 1, 8°			127 130 130	368 381-382 384-385
Art. 2 Art. 2, 5°			137	421, 423

TABLE COMULATIVE DES ORATEORS ET AUTEURS — DO 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	I OCTOBRE 1982	. 3/
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	Nº	Pages	Pages
Moureaux S. (suite)				
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Discussion des articles (suite) Art. 3			140	438
Art. 3, § 1 Art. 3, § 3 Art. 4	i		140 141	440 443-444
Art. 4, § 1 Art. 5 Art. 7			141 142	448 453
Regrette l'absence du Premier Ministre Révision des articles 5, 50, 1° et 3°, 56 et 86 de la Constitution Textes proposés	12167		142	457
reacts proposes	12183 12189 12202	100-6/1°		
Statut des cours urbains	12330	105-1		
Proposition de loi Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive	***************************************			
Proposition de loi Modification de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions	12331	106-1		*
Proposition de loi Introduction dans le Code civil d'un article 171 <i>bis</i> instituant le mariage posthume	12332	107-1		
Proposition de loi  Modification de l'A.R. nº 50 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés	12334	109-1		·I
Proposition de loi Pension de survie au veuf dépendant des ressources professionnelles de son épouse décédée	12335	110-1		
Proposition de loi	12337	111-1		
Acquisition, perte et recouvrement de la nationalité Proposition de loi	12472	260-1		
Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Déclaration du Gouvernement			20	55-56
Nombre élevé de portefeuilles dans le nouveau Gouvernement Sous-représentation des francophones au sein du nouveau Gouvernement Statut de la région bruxelloise Modération des revenus			47 47 47 47	127 1∠, 127 127-128
Politique budgétaire Recours aux pouvoirs spéciaux Rupture du monopole de la radio et de la télévision			47 47 47	128 128 128-129
Matière communautarisée Ristournes à accorder aux communautés et aux régions Lacunes de la déclaration			47 47 47	128-129 129 129
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres- sion «groupe politique» Respect de la paix scolaire dans le cadre de l'autonomie culturelle et de la répartition			90, 91	244, 246-247
des compétences entre l'Etat central et les communautés Interpellation Conception que le Ministre se fait de son rôle dans l'exercice de la tutelle prévue par			225-226, 237	680-683, 719
la loi du 8 août 1980 à l'égard des communes de la périphérie bruxelloise qui, tout en relevant sur le plan de l'urbanisme de la région flamande appartiennent d'après les compétences, à celles du Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne la tutelle administrative sur les actes des autorités communales Interpellation			268-269	846-847, 849
La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions				,
Interpellation Naturalisations Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande	•	<u> </u>	269-270	850-852, 854, 855
de naturalisation du footballeur Lozano Nuisance et dangers entraînés par le survol des communes de l'Est de Bruxelles par les avions des lignes régulières et les vols charters qui partent de l'aéroport de			298	943
Bruxelles-National Interpellation			415	1281
Mouton, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com- mun) de l'année 1981;			2	8-9
Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Politique en matière d'enseignement secondaire rénové Politique en matière de décentralisation et de formation continue du personnel ensei-			223	673-674
gnant Interpellation			419	1290-1291, 1292
·	1	1	ı	ı

36 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1701-1702			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
N				
Noerens, sénateur provincial d'Anvers				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Admission des détenteurs de certains diplômes de licence aux études universitaires conduisant à des grades légaux	12270	150.4	2	6
Amendement Discussion des articles Modification du régime de pension des membres du personnel de l'enseignement tech-	12378	150-4	-	1176
nique Proposition de loi Wodification de l'article 30, alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale	12418	200-1		
Proposition de loi  Taxes communales sur les parcelles non bâties comprises dans des lotissements non périmés et sur les terrains non bâtis situés dans une zone d'habitation et en bor-	12435	215-1		į
dure d'une voie publique suffisamment équipée Proposition de loi Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)	12540	316-1		
Opportunité de la dévaluation Maîtrise des prix et des salaires après la dévaluation Stimulation des investissements			195 195 195	599-600 600 600
Politique de redressement économique Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com- mun) de l'année 1981;			195-196	600-601
Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980  Causes du manque de motivation chez les enseignants			227-228	687-688
Information des diplômés sur leurs possibilités d'avenir Economies possibles dans le secteur de l'enseignement			228 228	688 688
Nothomb, Ministre des Affaires étrangères (jusqu'au 17 décembre 1981), Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (depuis le 17 décembre 1981)				
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1			!	
Art. 1, 2° Art. 1, 3°			117, 121	328, 329, 343 344, 345, 346 348
Art. 1, 6° Art. 1, 8° Art. 1, 8° xtension de la «tache d'huile» bruxelloise et problème des services régionaux linguis-			128 130	372, 374, 375 385
tiquement hétérogènes à Bruxelles et dans la périphérie (Interpellation de M. Vandezande) atervention de la gendarmerie dans la zone industrielle de Nivelles. — Usine Dubru			155-156	499
(Question orale de M. Humblet) ostes vacants de commissaire d'arrondissement (Question orale de M. Humblet)			156 202	500 615
loyens d'éviter une éventuelle utilisation abusive du registre national (Interpellation de M. R. Gillet)			202	618
égradation de la situation financière de la ville de Liège (Question orale de M. Goossens) Iodification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973			239-240	741
Sur le renvoi en commission aiement des indemnités compensatoires aux agriculteurs des zones défavorisées		Ĭ	247	761
(Question orale de M. Lutgen) onception que le Ministre se fait de son rôle dans l'exercice de la tutelle prévue par la loi du 8 août 1980 à l'égard des communes de la périphérie bruxelloise qui, tout en relevant sur le plan de l'urbanisme de la région flamande appartiennent d'après les compénsores à celle de Ministre de l'Indiana de la région la mande appartiennent d'après			268	845
les compétences, à celles du Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne la tutelle administrative sur les actes des autorités communales (Interpellation de M. S. Moureaux) efus obstiné d'appliquer les lois sur l'emploi des langues en matière administrative			269	848-849
dans les communes de la frontière linguistique et notamment dans la commune de Fouron (Interpellation de M. Vandezande)			308-309	969-970
ertains comportements de la gendarmerie (Interpellation de M. Humblet)			308-309	971-972
omportement de la police de Bruxelles-Ville lors de la marche pour l'emploi des jeunes, le 24 avril 1982 (Question orale de M. Humblet) tuation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que			309	973
l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences graves de ces situations (Interpellation de M. Dehousse)			311	977-980
résence de services de police belges en territoire français à l'occasion de manifesta- tions nucléaires (Interpellation de M. de Wasseige)			324	1028
	1			

60 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE		<u> </u>		
	DOCU	IMENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
*	R. A	Nº	Pages	Pages
Nothomb (suite)				
comportement de la gendarmerie vis-à-vis du comité de jeunes chômeurs du Brabant wallon à l'hôtel de ville de Nivelles (Question orale de M. Humblet)  Voir: M. Tromont  conséquences du dépouillement au bureau principal du Hainaut à Mons après les élections du 8 novembre 1981 (Question orale de M. R. Leclercq)  Voir: M. Dehaene  application de l'article 65 de la loi électorale communale (Question orale de M. J. Peetermans)  Voir: M. De Croo  Voir: M. De Croo  utorisation de la mise en fonctionnement de la centrale nucléaire de Tihange II				
(Interpellation de M. Trussart)  Voir: M. Aerts  ctivités du central 900 de Bruxelles en dehors de l'agglomération  (Question orale de M. Vermeiren)  Voir: M. Hansenne				
Jutkewitz, sénateur de l'arrondissement d'Anvers				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Budget des Dotations aux Communautés et aux Régions Rapport Modification de l'article 51 des lois sur les pensions de réparation coordonnées le	12496	5-IVbis-2	2	5-6
5 octobre 1948 Proposition de loi nterprétation des articles 1 et 4 de l'A.R. n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie	12284	61-1		
Rapport Rapport Rapport	12361 12230	135-2		
Modification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux Proposition de loi	12286 12391	156-2 166-1		
Naturalisations Rapport Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Evasion des capitaux Divulgation prématurée de la dévaluation par la presse Actions de grève contre la politique du Gouvernement Martens V Politique économique du Gouvernement Martens V Vérification des pouvoirs de M. Draulans. — Rapport Complément aux articles 3 et 4 de la loi communale Justification de vote ituation au Liban	12400	266-2	194 195 195 195 195 195 390 409 477	597-598 598 598 598 599 1208 1265 1484, 1485
О				
Dlivier, Ministre des Travaux publics (depuis le 17 décembre 1981)				
Construction d'un échangeur routier à Havré (Question orale de M. Vercaigne) Intretien des points lumineux et de la signalisation routière (Question orale de M. Dalem) Construction à Bruxelles d'un bâtiment destiné au Conseil des Ministres des Communautés européennes			67-68 202	183 615-616
(Question orale de M. R. Maes) Retard apporté à l'aménagement de l'autoroute E40 Bruxelles-Luxembourg (Question orale de M. Dalem) nformations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indé- pendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour			213 267-268	650 844
la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré (Interpellation de M. François) éforme de l'agréation des entrepreneurs (Question orale de M. Dalem) Voir: M. De Croo			328	1037-1039
Op 't Eynde, sénateur coopté  /alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			6	17-18
Modification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises			425	1303-1304

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 NOV	NOVEMBRE 1981 AU		1 OCTOBRE 1982	2 6	
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES	
	R. A	N°	Pages	Pages	
P					
Panneels-Van Baelen (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de la loi sur la révision du régime hypothécaire du 16 décembre 1851	40070		2	6-7	
Proposition de loi Admission des détenteurs de certains diplômes de licence aux études universitaires conduisant à des grades légaux	12372	146-1	377, 378	1173, 1178	
Rapport Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense)	12378	150-2			
Rapport uspension de 17 médecins par le Conseil provincial de l'Ordre des médecins du Brabant flamand	12429	197-3	382	1187	
'aque, sénateur de l'arrondissement de Liège, Questeur du Sénat					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Elu questeur du Sénat			2 8	8-9 23	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982 Amendement	12442	5-I-4	°	23	
Amendement Juiformisation des traitements des bourgmestres et échevins Proposition de loi	12271	5-I-5 47-1			
ublication et diffusion de certains sondages d'opinion Proposition de loi	12272	48-1			
Nouvelle loi communale Proposition de loi Aodification de l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures	12321	57-1			
Proposition de loi Aodification de l'article 82 <i>bis</i> de la loi communale Proposition de loi	12298 12299	75-1 76-1			
inances communales Proposition de loi	12300	77-1			
laturalisations Rapport	12230 12286	156-2			
Aesures en faveur des victimes du devoir patriotique Proposition de loi timulation de la création d'emplois et assurance d'une aide aux entreprises défail-	12385	160-1			
lantes reprises par un entrepreneur ou des salariés Proposition de loi Léouverture des délais d'introduction des demandes visant à obtenir certains statuts de	12388	163-1			
reconnaissance nationale Proposition de loi Modification de l'article 162 du Code des impôts sur les revenus (Réduction du pré-	12389	164-1			
compte immobilier) Proposition de loi Vaturalisations	12439	221-1			
Rapport  capport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs-suppléants de la province de  Luxembourg	12400	266-2	2	10	
rojet de loi de finances de l'année budgétaire 1982 et fixation du contingent de l'armée					
Rapport oral béclaration du Gouvernement Mesures en faveur des finances communales. — Groupe de travail interministé-			14	33-34	
riel ktribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Assainissement de la sécurité sociale			50 77	136 211-213	
Privatisation du régime des pensions Limitation du bénéfice des allocations de chômage			77 77	212 212-213	
Politique de santé Ticket modérateur pour les Vipo Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Discussion des articles			77 77 77	212 212 213	
Art. 1 Art. 1, 1° Art. 1, 4°			114 126	313-314, 315 364	
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Inflation causée par la dévaluation Indexation des salaires Modération des revenus  Répartition des charges sur toutes les couches de la population			189 189 189 189 189	585-586 585 585-586 586	
Répartition des charges sur toutes les couches de la population Dossier de la sidérurgie wallonne Situation de Cockerill-Sambre			197 197	603 603	
largissement de la mobilité des agents de l'Etat et assimilés Question orale L.R. du 13 avril 1982 fixant les règles de l'activité dans le chef des pensionnés du			214	651	
secteur public Interpellation			324	1028	

<u> </u>	DOCU	MENTS	СОМРТЕ	
The state of the s	DOCUMENTS		RENDU	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Paque (suite)				
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Effets de la dévaluation du franc Inefficacité des mesures de relance économique Relance du secteur de la construction Modération des revenus. — Répartition inique Réduction des pensions Assainissement de la sécurité sociale Moyens financiers des régions et des communautés Mise au travail de stagiaires dans les entreprises occupant plus de 50 travailleurs Interpellation Introduction de la dation en paiement de certains biens comme mode de paiement des droits de succession Sur la demande de renvoi en commission Création d'un Conseil pluraliste de l'enseignement de l'Etat Question orale Politique que le Ministre de l'Education nationale envisage de mener à l'égard de l'en- seignement fondamental Question orale Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du bourgmestre) Discussion des articles			351 352 352 352 352 352 352 369 405 415 450	1100 1100-1101 1100-1101 1101 1101 1101
Pecriaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie  Proposition de résolution  Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981;  Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980  Ecole flamande à Comines  Compétence du Ministre de l'Education nationale en matière de classes de plein air Question orale	12349	99-1	2 224 380	7-8 678 1181
Pede, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, deuxième Vice-Président du Sénat (jusqu'au 29 janvier 1982)				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Elu deuxième vice-président du Sénat Modification de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 concernant les privilèges et les hypothèques Rapport Modification de l'article 12 de la loi du 15 décembre 1872 comprenant les titres I à IV du Livre I du Code de commerce Rapport Démission en qualité de deuxième vice-président du Sénat	11073 11916	220-2 222-2	2 8 316 316 66	4-5 23 1008 1008-1009
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 2, 5° Rectification de la limite entre les communes d'Ekeren et de Kapellen Attribution du titre de ville à la commune de Jodoigne Proposition d'ajournement de la discussion Approbation d'A.R. pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites			135 138 401 459 465	408 421 1240-1241 1431 1431, 1432 1450
Peetermans E., sénateur coopté  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			6	17-18
Peetermans J., sénateur de l'arrondissement de Louvain  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Complément à l'article 7, § 3 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative Proposition de loi Uniformisation des normes de création, de maintien et de subvention des emplois dans	12258	34-1	2, 3	6-7, 12
l'enseignement sur le territoire de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale	12382	157-1		

Peetermans J. (suite)  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Crise économique. — Divergences communautaires et régionales  Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Respect de la démocratie parfementaire  Sar la régulairité de son décriton en tart que sérenteur Paur la régulairité de son décriton en tart que sérenteur l'autre plation adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position adoptée vis-àvis du conflit su Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési-  Position de l'entretien de l'empendent au Communi de l'entretien récent avec le Prési-  Position de loi de loi de loi de l'entretien entretien de l'entretien de la loi du 26 juillet 1971 litterpolition de vote  Charges arbitraires et imprécise qu'un Ministre communautaire de l'Exécutif flamand de l'entretien de la préphétie toutellite l'entretien de l'entretien de la préphétie toutellite l'entretien de l'entretien de la préphétie l'entretien de l'entretien de l'entretien de l'entretien de l'entretien de l'entretien de l'entret	TABLE COMULATIVE DES ORATEORS ET AUTEURS — DU 27 N	OVENIBRE	1761 AU 1	I OCTOBRE 1982	- 63
Petermans J. (suite)  Arribution de cervaim pouvoirs spéciaux au Roi CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale CAutonite (spinale Cautonite Cautonite (spinale Cautonite Cauto		DOCU	MENTS	RENDU	ANNALES
Autronomic régionale Disperses communataires et régionales Autonomic régionale Disperses communataires et régionales Autonomic régionale Disperses communataires et régionales Autonomic régionale Disperses communataires du Sénat Sar la régularité de son dection en tant que sénateur Peliment des femméerations dons aux emérgiantes appartenant au cadre spécial tempo- linterpellation Position adoptée vis-à-vis du conflit au Salvador lors de l'entretien récent avec le Prési- dont de Etau-Unia d'Amérique de M. Lepaffe Budges de l'Elacation nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com- mun) de Fannée 1991; Budges de l'Elacation nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de Fannée 1990 Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Maintien de l'emploi   Information sur les débouchés professionnels Constructions socializes Application de la loi du 30 juillet 1995 concernant le régime linquisitique dans l'enseignement Application de la loi du 30 juillet 1995 concernant le régime linquisitique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971  Justification de voet Application de loi du 30 juillet 1995 concernant le régime linquisitique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971  Justification de voet Application de la loi du 30 juillet 1995 concernant le régime linquisitique dans l'enseignement du Bruschelloire Problèmes de l'enseignement dans les dinaises de l'action de l'action de l'action de loi du 30 juillet 1971  Vecters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néchandais Modification de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de foil 14 de loi de commune de l'action de l'action de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 14 de loi de l'action de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de commerce Proposition de lo		R. A	N°	Actual Control of the	Pages
Crise économique. — Divergences communaturiers et régionales Nomination du semplese de commissions permanentes du Sénat Respect de la démocratie parlementaire Sur la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Sau la régularide de son déction en sans que sénateur Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe Sau la régularide de la question orale de M. Lepaffe Compourantisation de l'entesignement Compourantisation de l'entesignement Compourantisation de l'entesignement Compourantisation de l'entesignement Information sur les débouchés professionnels Revolorisation de variet de So la la oi déctorale communale Application de l'article 65 de la loi déctorale communale Paper de la question orale Application de l'article 65 de la loi déctorale communale Paper de la question de l'article 65 de la loi déctorale communale Paper de la question de l'article 65 de la loi dectorale communale Paper de la question de l'article 65 de la loi dectorale communale de l'article 65 de la loi du 14 de la la la la destination de l'article 65 de la loi du 14 de la la la la la la la la la la la la la	Peetermans J. (suite)				
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Respect de la démocratin parfementaire de Mantenatur Palement des énunérations dues aux enseignants appartenant au cadre spécial temporative des rémunérations dues aux enseignants appartenant au cadre spécial temporative de l'activité de la leur de l'activité des l'activité des l'activité des l'activité des l'activité des l'activités de l'activité de l'activit	Crise économique. — Divergences communautaires et régionales				
Position adopted visà-vis du conflit au Salvador lors de l'entretien récent avec le Président de Etats-Unis d'Amérique Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe United de Etats-Unis d'Amérique Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe United de Etats-Unis d'Amérique Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe United de Etats-Unis d'Amérique United Proposition de la question orale de M. Lepaffe United Donne le Cite de la question orale de M. Lepaffe United Donne le Cite de la question orale de M. Lepaffe United Donne le Cite de la question orale de M. Lepaffe United Donne le 1981; Austement de bouges de l'Éducation nationale (Régime français, régime nérelandais et secteur commun) de l'annet 1980; Communatatisation de l'empidence de la communale Application de loi du 10 quillet 1963 concernante le régime linguistique dans l'enseignement etats Application de loi du 30 juillet 1963 concernante le régime linguistique dans l'enseignement, telle qu'el a et émodifie par la loi du 26 juillet 1971 interpellation Question orale  Problèmes de l'enseignement aux lotisseurs de terrains à bâtir dans certaines communes de la pérphérie bravellement de l'enseignement aux bottseurs de terrains à bâtir dans certaines communes de la pérphérie bravellement de l'enseignement subventionne Question orale  Peteters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs.— Prête serment de Bruxelles  Validation de loi du 14 quillet 1971 un rela praziques du commerce Préposition de loi du 14 quillet 1971 un rela praziques du commerce Préposition de loi du 14 quillet 1971 un rela praziques du commerce Préposition de loi du 14 quillet 1971 un rela praziques du commerce Préposition de loi du 14 quillet 1971 un rela praziques du commerce Préposition de loi du 14 quillet 1971 un rela praziques du commerce Préposition de loi du 14 quillet 1971 un rela prazique des métales un de l'expertation des produits apricoles,— Mauvais fonctionnement de l'expertation de la des impôts sur le relation de l'expertation de	Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Respect de la démocratie parlementaire Sur la régularité de son élection en tant que sénateur				
dent de Etata-Unis d'Amérique Donne lecture de la question orale de M. Lepuffe Donne lecture de la question orale de M. Lepuffe Missement de budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981; de secteur commun) de l'année 1980; de secteur commun) de l'année 1980; Commanutairisation de l'ember 1980 Commanutairisation de l'ember 1980 Commanutairisation de l'embergiment Maintien de l'emploit Information our les débouchés professionnels Constructions scolaires Application de l'article 63 de la loi deutorale communale Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, full qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971 Interpellation Justification de vote Charges arbitraires et imprécises qu'un Ministre communautaire de l'Exécutif flamand impose inconstitutionsellement aux loisseurs de terrains à bâtir dans certaines Problèmes de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique Limitation de Paugmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subventionne Question orale  Peeters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête sement en néctandais Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi et qu'e des lois réalisés à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre fredandaise des metiers et négoces  Modification de loi de lu' des lois réalisés à l'expensiation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement l'exonération des Proposition de loi et pout se agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la donne les jours suivant la dévaluation Leparation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la donne les jours suivant la dévaluation du franc vert lors de la dévaluation de ser pouts publics, per de plusieurs miliards qui en résulte et mesures de démantée- linterpellation de ses pouvoi	raire Interpellation			203	617
et secteur communic de l'amnée 1980 Opportunité de retractions budgétaires en matière d'enseignement Mainten de l'emploi de l'enseignement Application de l'erraticé 65 de la bio dectorale communale Question orale Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement dans le loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement dans le sommunes de la périphérie bruxélloise Communes de la périphérie bruxélloise Couscision orale  Pecters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête seremet en nécriandais Modification de la loi du 19 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Consposition de loi de l'estimation de l'arrondissement (Dévaluation du franc) Exposition de loi Consposition de produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Exposition de produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Louis de la des jours suivant la dévaluation de l'enseignement d'enseignement des provoires peur y remédier Interpellation  Peteters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoires. — Prête serement Complement à l'AR. du 20 décembre 1963 relaif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi de la jour les pouvoires spéciaux Discussion des ar	dent des États-Unis d'Amérique Donne lecture de la question orale de M. Lepaffe Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com- mun) de l'année 1981;			213	649
Application de l'article 65 de la loi detorale communale Question orale Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet; 1971 Interpellation Justification de vote Charges arbitraires et imprécises qu'un Ministre communautaire de l'Exécutif flamand impose inconstitutionnellement aux loitsœurs de terrains à bâtir dans certaines Problèmes de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique Limitation de 1 augmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subventionné Question orale  Peeters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des Proposition de loi Modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exporta- Common de loi  Déclaration du Gouvernement (Dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immembles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publiques el Timembulbs Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publiques d'immembulbs Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publiques d'immembulbs Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publics, perre de plusiques milliards qui en résulte et mesures de d	Opportunité de restrictions budgétaires en matière d'enseignement Com:nunautarisation de l'enseignement Maintien de l'emploi Information sur les débouchés professionnels Revalorisation du travail manuel			235 235 235 235 235	714, 715 714-715 715 715
Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971 interpellation  Justification de vote  Charges arbitraires et imprécises qu'un Ministre communataire de l'Exécutif flamand impose inconstitutionnellement aux loisseurs de terrains à bâtir dans certaines communes de la périphérie bruxelloise  Peters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en mêretandais  Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce  Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de la devaluation  Reportation du Gouvernement (Dévaluation du franc)  Exportation des produits agricoles, — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation  Reportation de ses pouvoirs, — Prête serment  Proposition de les pour suivant la dévalu	Application de l'article 65 de la loi électorale communale				
Justification de vore Charges arbitraires et imprécises qu'un Ministre communautaire de l'Exécutif flamand impose inconstitutionnéllement aux dissecurs de terrains à bâtir dans certaines Problèmes de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique Limitation de l'augmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subventionné Question orale  Peeters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néctandais Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification de l'arricel 1º des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chamber française et une chamber néctandaise des métiers et nes fecandais et une chamber française et une chamber néctandaise des métiers et nes fecandais et une chamber néctandaise des métiers et nes goces  Modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des proposition de loi Déclaration du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du taux de la dévaluation Non-alspnement du franc vert lors de la dévaluation Mon-alspnement du franc vert lors de la dévaluation de ventes publiques d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement prices pour y remédier lnterpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi (Decembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Discussion des arricles  Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P	Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'ensei- gnement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971				1282-1283, 1286-
impose inconstitutionnellement aux lotisseurs de terrains à bâtir dans certaines communes de la périphéric bruxelloise Problèmes de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique Limitation de l'augmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subventitum Question orale  Peeters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en nécrlandais Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi du 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoces  Proposition de loi du 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoces  Proposition de loi du 10 Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des pensions alimentaires  Peroposition de loi du 10 Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des proposition de loi Code des impôts sur les revenus de se P.M.E. et de l'exportation  Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)  Fixation du taux de la dévaluation  Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation  Exportation de produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la Insufficance selvées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles  Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement private pour y remédier  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la	Justification de vote			433	
Limitation de l'augmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subventionné Question orale  Peeters P., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification de l'article 1 <sup>st</sup> des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnése le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre néerlandaise des métiers et négoces Proposition de loi Modification de l'article 1 <sup>st</sup> des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnése le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre néerlandaise des métiers et négoces Proposition de loi Modification de l'article 1 <sup>st</sup> des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnése le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre néerlandaise des métiers et négoces Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des produites en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exporta- tion Communication du Gouvernement Politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exporta- tion Exportation des produites agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèle- linterpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi et 2, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril Amendement Discussion des ar	impose inconstitutionnellement aux lotisseurs de terrains à bâtir dans certaines communes de la périphérie bruxelloise				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification de l'article 1" des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoces Proposition de loi Modification du Gouvernement politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exportation Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du taux de la dévaluation Exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèle- Interpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Complésion de set pouvoirs de pension Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de de ses pouvoirs de pension Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs de articles Anendement Discussion des articles Anendement Discussion des articles Art. 1  Discussion des articles Art. 1  Discussion des articles Art. 1	Limitation de l'augmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subven- tionné			452-453	141-
Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi Modification de 12 druicle 19 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoces Proposition de loi Modification du Gouvernement Politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exportation du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du taux de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation suivant la dévaluation entre publiques d'immeubles de l'exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des transports publics, petre de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement prises pour y remédier  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension)  Proposition de loi Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension)  Proposition de loi de principe l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension)  Amendement  Discussion des articles  Amendement  Atribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale  Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux  Discussion des articles  Art. 1	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			_	
coordonnées le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoces Proposition de loi Modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des pensions alimentaires Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exporta- tion Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du taux de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publicue, d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèle- ment prises pour y remédier Interpellation  Peetters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'Ark. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'Ark. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles Art. 1  224-25  87  234-236  87  234-236  87  234-236  234-236  Art. 1	Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce Proposition de loi	12473	262-1	2	6-7
Modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des pensions alimentaires Proposition de loi Déclaration du Gouvernement Politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exportation Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du taux de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douain les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement prises pour y remédier Interpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Anmendement Discussion des articles Discussion de sarticles Atribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Delimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1  12525 309-1  12525 309-1  12425  1244  597  1380, 381  1182, 1184  454, 456  1420-1421, 1-4  454, 456  1420	coordonnées le 28 mai 1979, visant à créer dans la province de Brabant une cham- bre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoces	12492	271-1		
Politique industrielle en faveur des classes moyennes, des P.M.E. et de l'exportation  Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Fixation du taux de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publicues d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perre de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement prises pour y remédier Interpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles  Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matrières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1	Modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération des pensions alimentaires Proposition de loi	N 01 25 A	309-1		
Fixation du taux de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation Exportation des produits agricoles. — Mauvais fonctionnement des services de la douane les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publiques d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèle- ment prises pour y remédier Interpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles  Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles  Art. 1				50	136-137
douane les jours suivant la dévaluation Insuffisances relevées par les receveurs de l'enregistrement dans les prix obtenus lors de ventes publicues d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement prises pour y remédier Interpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles  Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles  Art. 1  194 380, 381  1182, 1184  454, 456  1420-1421, 1-4  455  456  457  400  1236  407  12450  236-3  87 234-236  234-236  234-236	Fixation du taux de la dévaluation Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation				
de ventes publiques d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des transports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèlement prises pour y remédier Interpellation  Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles  Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles  Art. 1  380, 381  1182, 1184  454, 456  12292  68-1  12292  68-1  12429  197-4  400  1236  407  12450  87  234-236  234-236  234-236	douane les jours suivant la dévaluation			194	597
Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1  454, 456  1420-1421, 1-  455  456  407  12292  68-1  12429  197-4  407  1236  407  12450  236-3  87  234-236 234  234-236 234	de ventes publiques d'immeubles Absence flagrante d'une politique cohérente à long terme dans le domaine des trans- ports publics, perte de plusieurs milliards qui en résulte et mesures de démantèle-			380, 381	1182, 1184
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi  Complément à l'article 12, § 1, 5° bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1  2  4-5  400 1236 407 1241 12450 236-3				454, 456	1420-1421, 1425
Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des chômeurs à une pension) Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1  12429 197-4 400 1236 407 12410 236-3  87 234-236 234 234-236 234	Peeters W., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas				
Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense) Amendement Discussion des articles Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1  12292 68-1  400 1236  407 1261  236-3  87 234-236 234-236 234  234-236	Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Droit des			2	4-5
Amendement Discussion des articles Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Amendement Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1  12429 197-4 407 1261  236-3  87 234-236 234 234 234	Proposition de loi Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril	12292	68-1	400	1236
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Amendement  Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi  Réforme et assainissement de la sécurité sociale  Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux  Discussion des articles  Art. 1  12450  236-3  87  234-236  234-236	Amendement	12429	197-4		
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Discussion des articles Art. 1	Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.	12450	236-3		
Art. 1	Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Réforme et assainissement de la sécurité sociale Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux	**************************************	months 200 200		
1 1 1	Art. 1			131	387

	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Peeters W. (suite)				
Prolongation de la formation des médecins généralistes  Ajustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1981  Transfert de montants de la sécurité sociale de la Flandre vers la Wallonie Régularisation de la décision gouvernementale octroyant des avances à l'Inami Placement illicite par des mutualités de fonds sur des comptes bancaires à terme Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;			241 316 316-317 317	744-745, 746-74 1010-1011 1010 1010
Ajustement du budget de l'a Dette publique de l'année 1981 Assainissement de la sécurité sociale Augmentation des tickets modérateurs Effets de restrictions budgétaires sur les soins de santé de première ligne Réduction du nombre de lits d'hôpital Prestations de kinésithérapie. — Ticket modérateur Vipo			356 356 356 356 356 356 356-357	1114-1115 1114 1114 1114 1114 1114 1114-1115
Suspension de 17 médecins par le Conseil provincial de l'Ordre des médecins du Brabant flamand Déversement en mer de déchets radioactifs Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Modification de l'article 30, alinéa 1°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;			382 385	1187 1196-1197
Modification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Discussion des articles Ajustement du budget de l'Emploi et du Travail de l'année 1981 Estimation de la contribution de l'Etat aux dépenses de l'Onem pour les années			395-396	1221
1981 et 1982 Lutte contre le chômage des jeunes Budget de la Prévoyance sociale de l'année 1982			406 406	1257 1257
Assainissement et priorités en matière de sécurité sociale Nécessité d'une réforme fondamentale de la sécurité sociale Travaux de la Commission royale Point de vue de la Volksunie			441-442 442 442 442	1388-1390 1389-1391 1389 1389-1391
Pétry (Mme), sénateur de l'arrondissement de Liège			2	8-9
Abrogation des articles 372bis et 377, § 3, du Code pénal (Homosexualité) Proposition de loi Projet de loi de finances de l'année budgétaire 1982 et fixation du contingent de l'ar-	12503	288-1		
mée Contacts entre les présidents des différentes assemblées en vue de régler leurs travaux respectifs Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1			14, 15 57	34-35, 36-37 155
Art. 1, 6°. — Justification de vote  Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat  Demande la distribution du rapport oral de M. Gramme Manifestations du 11 février 1982 des travailleurs de la sidérurgie  Sur la demande de renvoi de la proposition de résolution à la Commission de l'In-			128 148	374 479
térieur Expropriation par la région flamande de terrains sportifs et récréatifs appartenant à la commune de Linkebeek			160	514
Sur la demande d'examen par la commission ad hoc faite par M. De Seranno (Conflits de compétence) ncidents violents lors de la manifestation des sidérurgistes wallons à Bruxelles le 16			200	611, 612
mars 1982 roteste contre le fait que des commissions du Sénat se réunissent en dehors des périodes réservées aux travaux du Sénat			221-222 378	669 1177
ituation au Liban Visite en Belgique du Président de la République du Zaïre Sur la proposition de résolution déposée par M. Humblet			477 482	1483 1495
Poma, sénateur de l'arrondissement d'Anvers				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment nterruption de grossesse et suspension des articles 350, 351, 352, 353 et 383, alinéa 5 et suivants du Code pénal Proposition de loi	12254	30-1	2	5-6
Poulain, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville				
omain, senateur de l'arrondissement de l'amur-Diffalle-l'illippeville				

8-9

2

315-1

12538

Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français et en allemand Exercice de certains mandats ou fonctions politiques par des agents des services

publics Proposition de loi

66 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1781-1782			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Royen (suite)				
Déclaration du Gouvernement Aide au tiers monde Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles			54	148-149
Art. 2 La manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim			136	410
dans le monde Sur la signature du texte de la motion. — Discussion sur la notion « motion » ou « résolution »			290-291	926-927 929
Annonce un jeûne prolongé dans les locaux du Sénat afin d'attirer l'attention sur le problème de la faim dans le monde Naturalisations			305	960
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Annonce qu'il mettra un terme au jeûne entrepris afin d'attirer l'attention sur la faim dans le monde et demande de souscrire la proposition de loi visant à créer un			299	946
Fonds spécial de survie qu'il introduira Motion d'ordre Station de traitement des eaux de la Gileppe Situation au Liban			315 473-474 477	1007 1473 1482-1483
Rutten, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment  Modification de l'article 6 de la loi du 27 mars 1973 modifiant l'A.R. nº 254 du 12  mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé ainsi que l'A.R. nº 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie Proposition de loi	12504	289-1	2	9-10
S				
seeuws, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo				
/alidation de ses pouvoirs. — Prête serment complément à l'article 507, 2° alinéa du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles)			2	4-5
Proposition de loi Aodification de l'article 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Proposition de loi	12275 12276	52-1 53-1		
Déclaration du Gouvernement Recours aux pouvoirs spéciaux Sénateurs ayant un portefeuille ministériel Enseignement			43 43 43	117 117 117
Transfert de compétences relatives à l'enseignement de l'Etat à un organe agréé Communautarisation et paix scolaire. — Commission du Pacte scolaire Rupture du monopole de la radio et de la télévision Publicité Consultation populaire Indexation des salaires Modération des revenus Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Limitation du recrutement de fonctionnaires Installation d'armes nucléaires Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles			43 43 43 43 43 43 43 43 43 43 43 43	117 117 117-118 117-118 118 118 118 118 118 118 118
Art. 1 Art. 1, 1° Art. 1, 3° Art. 1, 5° Art. 1, 6° Art. 1, 8°			110-111 121-122 127 128 130	303-304 347, 350, 353-3 365-366 371-372 384, 385
Art. 2. Art. 2, 9° Ardification de certaines dispositions des lois sur l'enseignement primaire coordon-			138	428
nées par l'A.R. du 20 août 1957 Demande le renvoi en commission Appel à l'article 49 du Règlement du Sénat (Renvoi en commission) Discussion des articles			161 161 162 162	518-519 519 520 521

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Sondag (suite)				
Déclaration du Gouvernement Réduction du ministère de l'Agriculture au rang de Secrétariat d'Etat Politique agricole Promotion des exploitations agricoles familiales Aide aux jeunes agriculteurs Adaptation des revenus agricoles Révision de la législation sur le bail à ferme et de la loi sur les petits héri-			43 43-44 43 43 43-44	118 118-119 118-119 119 119
tages Rôle de la Communauté européenne Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles			44 44	119 119
Art. 1 Art. 1, 6° Art. 2, 6° Art. 2  Mise en faillite des usines Henricot de Court-Saint-Etienne et fonctionnement du tribu-			128 135	371 406-408
nal de commerce de Nivelles Interpellation Vodification de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Demande de renvoyer la proposition à la Commission de l'Agriculture avec	,		150	484-485
demande d'avis à la Commission de la Justice Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Non-alignement du franc vert lors de la dévaluation			176 191	553 590, 591
Adaptation des prix agricoles Retard dans la liquidation des bourses d'études par le Gouvernement du Zaïre Question orale Concession du droit d'exploitation agricole de certains terrains du domaine militaire			191 268	590-591 844-845
de Beauvechain Question orale  liments médicamenteux pour animaux  lécessité de mettre fin à la confusion et à l'incertitude dans le domaine de l'expertise des viandes en publiant immédiatement les arrêtés d'exécution de la loi du 13 juil- let 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire;			366 397	1139 1225
Absence d'arrêtés d'exécution de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Insti- tut d'expertise vétérinaire			475	1479
pitaels, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron				
l'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment Modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en matière de paris sur les courses de chevaux Proposition de loi	12414	192-1	2	7-8
Déclaration du Gouvernement Absence des membres du Gouvernement du parti libéral Indexation des salaires Modération des revenus	12414	1,72-1	32 39 40	91 109 109-110
Modification unilatérale des accords interprofessionnels Effets économiques Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions			40 40 40 40	109-110 110 110 110
Politique en matière d'assurance maladie-invalidité Politique de l'emploi Politique fiscale Stimulation des investissements			40 40 40 40	110-111 110-111 111
Réduction de la pression fiscale Réduction de saux marginaux de l'impôt sur les revenus Non-globalisation du revenu cadastral Lutte contre la fraude fiscale			40 40 40 40	111 111 111 111 111
Fusion des holdings sectoriels Construction navale Dossier de la sidérurgie Rupture du monopole de la radio et de la télévision			40 40 40 40	111 111-112 112 112
Publicité Matière communautarisée Emetteurs privés			40 40 40	112 112 112
Transports en commun Avenir Fusion de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V. Poursuite de la réforme de l'Etat			41 41 41 41	112 112 112 112
Statut de la région bruxelloise Politique étrangère Installation d'armes nucléaires Sous-représentation des francophones au sein du Gouvernement et des institutions			41 41 41	112 112-113 112-113
de la communauté européenne Sous-représentation des travailleurs au sein du Gouvernement ttribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Relance de l'économie			41 41 89	113 113 241
Aide aux entreprises Discussion des articles Art. 1			89	241
Art. 1, 3°  Justification de vote  Jomination des membres des commissions permanentes du Sénat			123 143	351 465-466

		MENTS	1981 AU 11 OCTOBRE 1982 IENTS COMPTE RENDU	
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Spitaels (suite)				
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation Effet de la dévaluation sur la balance des paiements et sur la balance commerciale Pouvoir d'achat des salariés Pouvoir d'achat des indépendants Effets de la dévaluation sur l'emploi et la rentabilité des entreprises Mesures d'accompagnement de la dévaluation Modération de l'indexation des allocations sociales Blocage des prix Augmentation du rendement de la T.V.A. causée par l'inflation Effets économiques de la non-indexation des salaires Réduction des taux d'intérêts Evolution du déficit budgétaire de 1982 Politique de l'emploi Troisième circuit de travail Dossier de la sidéturgie Accord des banques Fusion des trois organismes de financement Programme d'investissements Dossier des charbonnages Plan textile Entreprise Motte Politique de volte-face des précédents gouvernements Dossier de la sidérurgie wallonne Régionalisation des secteurs économiques nationaux Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1982 Sur la demande de M. Wyninckx, par motion d'ordre, relative au dépôt tardif des budgets 1982			176  176-177, 199 177 177 177 177 177 177 177 177 177	554, 555 554, 609-61 555 555 555-556 555-556 556 556
Staels-Dompas (Mme), sénateur provincial de Brabant  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais  Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs-suppléants de la province de Flandre orientale			2 2	7 4-5
Swaelen, Ministre de la Défense nationale (jusqu'au 17 décembre 1981)  Projet de loi de finances de l'année budgétaire 1982 et fixation du contingent de l'armée			15	37
Т				
Thys, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981  Versement anticipé des impôts sur les revenus par les salariés et appointés. —			2	5-6
Effets Estimation des recettes provenant de la lutte accrue contre la fraude fiscale Estimation des recettes provenant du précompte mobilier Encouragement de l'épargne Lutte contre la crise économique Versement tardif par l'Etat aux communes des recettes provenant de l'impôt sur les revenus			339 339 339 339 340	1068 1068-1069 1069 1069 1069
			310	2007 1070
Tilquin, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Publication des fonctions ou mandats exercés en Belgique ou à l'étranger par les mem- bres du Parlement, les députés permanents des provinces, les bourgmestres et les échevins Proposition de loi	12251	27-1	2	10-11
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles Art. 1			101-102	272-273

70 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1	1981-1982			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Tindemans, Ministre des Relations extérieures (depuis le 17 décembre 1981)				
Tindemans, Ministre des Relations extérieures (depuis le 17 décembre 1981)  Budger des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Dévelopement de l'année 1981;  Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Dévelopement de l'année 1980 Nécessité d'une politique étrangère active Respect des affaince la Fondation européenne Programme de présidence belge du Conseil des Ministres des Communautés européennes Coopération politique et économique européenne Nécessité d'un dialogue ontre les Etats-Unis et l'Europe Nécessité d'un dialogue ontre l'europe Nécessité d'un dialogue ontre les Etats-Unis et l'Europe Nécessité d'un dialogue ontre l'europe Politique en matière de coopération au développement Régionalisation de l'Europe Politique en matière de coopération au développement Régionalisation de l'Europe Politique envers l'evno-Ouest Politique de détente Est-Ouest Politique de détente Est-Ouest Politique de détente Est-Ouest Politique envers le Proche-Orient Le déti iaponais Etat d'avancement des dossiers de la zaïrisation Non-paiement par le Zaïte de bourses à des étudiants zaïrois en Belgique Réations commerciales entre l'Est et l'Ouest Politique de crédit Missions en Turquie du Ministre des relations extérieures dans le cadre des communautés européennes. Politique de crédit Missions en Turquie du Ministre des relations extérieures dans le cadre des communautés européennes.— Continuation de la construction d'une Europe inté- Missions en Turquie du Ministre des sécurité et de défense Non-respect des drois de l'ehomme au Salvador Nopérale de l'entre européennes de l'Europe Non-respect des dois de l'ehomme au Salvador Nopérale de l'entre des sécurités et de défense Non-re			209 209, 263-264 209, 211, 263 209 209-210 210, 264 210 210, 265 210 210 212, 264 212, 264 212, 264 212, 264 213 263 263 263 263 263 263 263 263 263 26	637-638 638, 831-832 638, 642, 830 639, 834 639, 832, 834 639-640 640, 641, 834 640-641 641-642 646, 833 646-647, 833 647-648 829 829, 831 829, 830 830 830 830 830 830-832, 834 831-832 832-833 833-834 834-835 649 649-650 654-655-656 658-659 842-843 844 845 846
Į.	ı			

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES
*	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Tromont (suite)				
Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971				
(Interpellation de M. J. Peetermans) Circulaires récentes concernant le droit de grève dans l'enseignement			417	1284-1286
(Interpellation de M. Hismans) Application des directives du Conseil des Communautés européennes relatives à la scolarisation des enfants des travailleurs migrants			418	1288
(Interpellation de M. Hismans) olitique en matière de décentralisation et de formation continue du personnel enseignant			418-419	1289-1290
(Interpellation de M. Mouton) uppression de 400 chargés de mission au sein du département de l'Education natio- nale			419	1291-1292
(Interpellation de M. Deworme) Aise en place d'un réseau d'écoles pluralistes			419-420	1292-1293
(Interpellation de M. Humblet) roblème: de l'enseignement dans les communes de la frontière linguistique			420	1294-1295
(Interpellation de M. De Rouck) olitique que le Ministre de l'Education nationale envisage de mener à l'égard de l'en- seignement fondamental			435	1341
(Question orale de M. Paque) imitation de l'augmentation des subsides de fonctionnement à l'enseignement subventionné			450	1410
(Question orale de M. J. Peetermans)  Diverses mesures nuisibles à la qualité de l'enseignement, notamment en ce qui concerne l'étude des langues			453	1417
(Interpellation de M. Humblet) ort des institutions bruxelloises traitant les matières personnalisables			484	1499
(Interpellation de M. Poullet)  olitique pratiquée en matière d'homologation de certains diplômes  (Question orale de M. Humblet)  Voir: M. Vreven			485-486	1501-1502
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Amendements Discussion des articles	12280	51-13	6	17-18
Art. 1 Art. 1 (Demande de suppression)  Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du			109	295-296
bourgmestre) Amendement Discussion des articles	12444	230-3	463	1444
création du Fonds spécial pour la survie Proposition de loi	12463	256-1		***
Sur la prise en considération. — Renvoi à la commission ad hoc opprobation de la Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfron-			374	1161
tière à longue distance Amendement	12495	282-3	467	1455
Retire son amendement nstitutionnalisation du référendum d'initiative populaire			479	1487
Proposition de loi Déclaration du Gouvernement	12535	312-1		
Démocratie parlementaire Crise économique Crise de société Point de vue des écologistes sur la réforme de l'Etat Droit de vote aux étrangers lors des élections communales			33 33 33 33 33	91-92 92 92 92 92
Référendum d'initiative populaire décisionnel  Recours aux pouvoirs spéciaux			33 33	92 92
Politique économique et sociale			33 33	92 92 92
Indexation des salaires Politique énergétique			33	92
Coopération au développement Politique agricole a manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies			33 33	92-93 92-93
humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim dans le monde				
Sur la signature du texte de la motion. — Discussion sur la notion « motion » ou			291	929
«résolution»  desure inadéquate prise au plan écologique en vue d'enrayer la progression d'une maladie mortelle pour les plantes				

	OVENIBRE	1781 AU 1	1 OCTOBRE 1982	2 73																																																				
	DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages																																																				
Trussart (suite)																																																								
Autorisation de la mise en fonctionnement de la centrale nucléaire de Tihange II Interpellation Aliments médicamenteux pour animaux			386, 387 397	1198-1199, 1200 1224-1225																																																				
Modification de l'article 70 de la loi communale Discussion des articles			399	1234																																																				
Tyberghien-Vandenbussche (Mme), sénateur de l'arrondissement de Furnes-																																																								
Dixmude-Ostende  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12																																																				
Modification de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit Proposition de loi	12235	12-1																																																						
Congés pour maladie ou infirmité, mise en disponibilité et mise à la retraite dans les services publics et les services subventionnés par l'Etat  Proposition de loi	12497	287-1																																																						
U																																																								
Uyttendaele, sénateur coopté																																																								
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Lévision des articles 52 et 57 de la Constitution Textes proposés	12184		6	17-18																																																				
Modification de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives	12193	100-7/1°																																																						
Proposition de loi  Modification de l'article 70bis de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	12453	238-1																																																						
Proposition de loi Abrogation de l'article 156 du Code judiciaire Proposition de loi	12458 12485	245-1 270-1																																																						
v																																																								
Van Daele, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost																																																								
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	4-5																																																				
Vandekerckhove, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			2	9-10																																																				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Déclaration du Gouvernement Politique économique et industrielle			53	145																																																				
Promotion de la recherche scientifique Politique de santé Surproduction des soins de santé Numerus clausus pour les étudiants en médecine Réduction du nombre de lits d'hôpitaux			53 53 53 53 53	145 145-146 145 145 145																																																				
Assainissement de la sécurité sociale Vipo. — Ticket modérateur et agréation Politique charbonnière. — Situation économique difficile au Limbourg Convention générale entre l'Etat belge d'une part, le Conseil interuniversitaire de la communauté française et les institutions universitaires francophones de Belgique			53 53 53	145-146 145-146 146																																																				
d'autre part, concernant leur collaboration dans le domaine de la coopération au développement Validation de certaines nominations faites au Fonds de construction d'institutions hos-			366-367	1140																																																				
pitalières et médico-sociales			375	1162																																																				

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N"	Pages	Pages
andekerckhove (suite)				
nexactitudes qui se sont glissées dans les profils médicaux établis en fonction des attestations de soins donnés Question orale Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; Modification de l'article 30, alinéa 1°°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des			379	1180
C.P.A.S.;  It is a constant of the constant of			392-393 397	1214-1215 1224
andenabeele, sénateur provincial de Flandre occidentale				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment udget des Services du Premier Ministre de l'année 1981 Rapport (Crédits: Secteur Premier Ministre) udget des matières personnalisables de la Communauté germanophone de l'année	12477	5-V-2	2	11-12
1981 Rapport fodification des lois coordonnées du 3 août 1919 et 27 - : i 1947 relatives aux droits de priorité des anciens combattants et assimilés et de la loi du 14 février 1955 réglant l'attribution des bonifications d'ancienneté aux militaires des forces armées	12226	5-XXVI-2		
et de la gendarmerie, invalides de guerre 1940-1945 d'une part, et aux ministres des cultes, rétribués par le Trésor public, invalides de la guerre 1940-1945, d'autre part Rapport Rapport udget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve-	12360	134-2	276	878
loppement de l'année 1981; justement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé- ration au Développement de l'année 1980 Réduction de la contribution à la coopération au développement udget des Voies et Moyens de l'année 1982;			251	799
udget de la Dette publique de l'année 1982; justement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Lutte contre la fraude fiscale Extension de cadre au Ministère des Finances Décumul et fractionnement Projet de réforme de la fiscalité des personnes physiques			349 349 349 349	1091-1092 1091-1092 1092 1092
an den Broeck, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment lodification de l'article 62, § 3 des lois coordonnées relatives aux allocations fami-			2	4-5
liales pour travailleurs salariés Proposition de loi lodification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur	12392	165-1		
ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux Proposition de loi	12391	166-1	3	
andenhaute, sénateur provincial de Brabant				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en français lodification de la loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution (Extension de la «zone neutre»)			2	7
Proposition de loi odification du Code civil en ce qui concerne le droit de visite des grands-parents	12356	128-1		
d'origine aux enfants naturels, adoptés, légitimés par adoption Proposition de loi onsultation populaire sur les réformes institutionnelles	12399	177-1		
Proposition de loi réation de consultation de la population sur la révision éventuelle des structures de l'Etat	12415	198-1		
Proposition de loi odification du Code des droits de succession et du Code des droits d'enregistrement,	12416	199-1		
d'hypothèque et de greffe Proposition de loi omplément à l'article 54 du Code des impôts sur les revenus (Déductibilité des	12474	263-1	1	
primes d'assurance-incendie) Proposition de loi	12478	264-1		

DOCU	MENTS N°	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
R. A	N°	ANALTTIQUE	
		Pages	Pages
		ti serber	
			399-400
		279	669, 670 895-896
		465	1448
		2	11-12
		105	285-286
		287	915-916
		445 445 445 445 445	1398 1398 1398-1399 1399 1399
		15	36, 37
12395	6-XIV-2	2	5-6
		6	17-18
,		8	22-23
		30 30	86 86
		30	86 86-87 87
		30 30 30	87 87
		30-31 30-31	87 87
		31 31	87 87
		31	88 88 88
		31 31	88 88
		180	564
		180	565, 566 565 565
		180 180	566 565
		180 180	565 565
		180 180, 181	565 565, 566
	12395	12395 6-XIV-2	221 279 465  2 105 287 445 445 445 445 445 445 445 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Van der Elst (suite)				
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) (suite) Diminution du contrôle parlementaire sur les engagements financiers de l'Etat cau- sée par la débudgétisation accrue Financement de la sidérurgie wallonne (Cockerill-Sambre) Régionalisation des secteurs économiques nationaux Scission des établissements publics de crédit Pétition demandant une amélioration des conditions de transport et d'abattage des animaux de boucherie			180-181 180-181 181	565-566 566 566 566
Sur la demande d'application de l'article 60 du Règlement du Sénat			231	697
Vandermarliere, sénateur de l'arrondissement de Bruges				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12
Vandermeulen, sénateur provincial de Brabant				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Modification de l'article 62, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations fami- liales pour travailleurs salariés Proposition de loi	12392	165-1	2	7
Van Der Niemen einsteur de Peuron dieserrent d'Audeur de Alex				
Van Der Niepen, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost  Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Age de la mise à la pension de membres du personnel enseignant et auxiliaire d'éduca- tion en fonction au 31 décembre 1960			2	4-5
Proposition de loi Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com- mun) de l'année 1981; Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980 Restrictions budgétaires en matière d'enseignement	12501	283-1	227	685-686
Maintien de l'emploi Enseignement universitaire Université de Gand Politique en matière d'enseignement suppression de l'attribution aux chargés de cours de la fonction supérieure de profes- seur dans les instituts techniques de l'Etat			227 227 227 227 227	685 685-686 685-686 686
Question orale			239	740
Vanderpoorten, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	5-6
résentation de candidats pour la composition d'une commission spéciale Interprétation de la notion de groupe politique dans les articles 2 et 55 du Règle- ment du Sénat rojet de loi de finances de l'année budgétaire 1982 et fixation du contingent de l'ar-			10	24-25
églementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance			14	35
d'un immeuble éclaration du Gouvernement Absence des membres du Gouvernement du parti libéral			32	57-58 91
Crise économique Recours aux pouvoirs spéciaux Aperçu historique Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires			38 39 39 39 39	105-106 106-107 106-107 107
Assainissement de la sécurité sociale Poursuite de la réforme de l'Etat Démocratie parlementaire Revalorisation Présidence du Sénat. — Candidature xamen de certains budgets de 1981			39 39 39 39 39 39 57	107 107 107-108 108 108 108-109
Jurisprudence des chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim dans le monde			246, 247, 299	759, 760, 946
Sur la signature du texte de la motion. — Discussion sur la notion « motion » ou « résolution »			291, 292	929

			1 OCTOBRE 1982	
	DOCU	MENTS	COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
anderpoorten (suite)				
tuation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences				
graves de ces situations Propose l'ajournement de l'interpellation de M. Dehousse			296, 297	939, 940, 941
Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement régional, d'interpeller un Ministre national			297	940
udget des Voies et Moyens de l'année 1982; udget de la Dette publique de l'année 1982; justement du budget de la Dette publique de l'année 1981				
Rappel à l'article 22bis du Règlement du Sénat (Limitation du temps de parole) iformations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions			356	1113
de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indé- pendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour				
la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée			364	1135
réation du Fonds spécial pour la survie Sur la prise en considération. — Renvoi à la commission ad hoc			375	1161
xpiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi Sur la motion d'ordre de M. Wyninckx concernant la demande de procédure d'ur-				
gence pour la prise en considération lodification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; lodification de l'article 30, alinéa 1°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;			391, 392	1208, 1212
Oiscussion des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Discussion des articles			396	1223-1224
Sur la proposition de renvoi en commission de M. Wyninckx omplément aux articles 3 et 4 de la loi communale			406 399	1259 1235
cident linguistique qui s'est produit à un procès devant le Conseil de guerre de Liège Question orale ttribution du titre de ville à la commune de Jodoigne			453 459	1417-1418 1431
fodification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du bourgmestre)			461	1407
tiquetage distinctif sur les emballages d'œufs Discussion des articles			466 478	1451 1486
pprobation de la Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfron- tière à longue distance rr la motion d'ordre de M. Wyninckx proposant au Sénat de sièger le 14 septembre			467	1455
1982 afin d'examiner les budgets avant le 1 <sup>et</sup> octobre			472, 473	1471
'andersmissen, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik				
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment udgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur com-			2	9, 10
mun) de l'année 1981; justement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais				
et secteur commun) de l'année 1980 Discussion tardive du budget Restrictions budgétaires en matière d'enseignement			224 224	678 678-679
Enseignement secondaire rénové  Maintien de l'emploi			224 224 224	678 678
Discriminations entre l'enseignement de l'Etat et l'enseignement libre Politique en matière d'enseignement			224 224-225	678-679 679
andezande, sénateur provincial de Brabant, Questeur du Sénat (depuis le 24				
juin 1982)				7
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais églementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble			2	7
Amendement lodification de l'article 65 de la loi électorale communale	12243	7-4		
Proposition de loi brogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution-	12377	154-1		
nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement) Amendements nploi des langues à l'occasion de l'octroi de distinctions honorifiques et d'ordres	12409	179-4		
nationaux Proposition de loi	12420	195-1		
éclaration du Gouvernement Réforme de l'Etat Compétences économiques régionales			54 54	147 147
Extension des questions culturelles aux matières personnalisables  Statut de la communauté germanophone. — Article 59ter de la Constitution			54 54	147 148
Personnalité juridique des communautés et des régions Politique de santé			54 54	148 147
Réduction du nombre de lits d'hôpitaux			54	147

	DOCU	JMENTS	COMPTE RENDU	ANNALES	
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages	
Vandezande (suite)					
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux			82 82	223-224 224	
Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spé- ciaux			82	224-225	
Indexation des salaires Recouvrement de subsides auprès de firmes privées Restructuration de divers services publics Sort du personnel			82 82 82 82 82	225 225 225-226 226	
Fusion de l'Œuvre nationale des invalides de guerre et de l'Œuvre nationale des anciens combattants  Dossier de la sidérurgie  Rationalisation chez Sidmar et Cockerill-Sambre  Restructuration de l'Office belge du commerce extérieur  Discussion des articles			82 83 83 83	226 226 226 226	
Art. 1 Art. 1, 1° Art. 1, 6°			104 115 128	280-281 316 372	
Institut d'enseignement supérieur non universitaire à Anvers Interpellation Extension de la «tache d'huile» bruxelloise et problème des services régionaux linguis-			152-153	489-491	
tiquement hétérogènes à Bruxelles et dans la périphérie Interpellation L'«European Economic Community College» d'Anvers et l'irrégularité que constitue la reconnaissance comme équivalentes des études faites en français par des Belges dans cet établissement			155, 156	497-499	
Interpellation  Reproche à Mme Goor-Eyben d'être associée à la gestion du «European Economic			231, 232	698-699, 700, 701	
Community College »  Budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1981;			232	701	
Ajustement des budgets de l'Education nationale (Régime français, régime néerlandais et secteur commun) de l'année 1980  Ecole flamande à Comines			235-236	716-717	
Nomination à la Régie des Voies aériennes Question orale Reproche émis par Mme De Pauw-Deveen à M. R. Gillet de ne pas avoir respecté, en sa qualité de bourgmestre de Woluwé-Saint-Pierre, les lois linguistiques lors de sa			267	842	
correspondance avec ses concitoyens Sur le fait personnel de M. R. Gillet Application de la législation dans les communes bruxelloises bénéficiant d'une aide			292	931	
financière de la région bruxelloise Modification des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 Refus obstiné d'appliquer les lois sur l'emploi des langues en matière administrative dans les communes de la frontière linguistique et notamment dans la commune de			292 300	931 948, 949	
Fouron Interpellation			308, 309	968-969, 970	
Abrogation de l'article 147 <i>bis</i> du Code électoral concernant le vote par procuration; Modification des articles 1, 14, 115 <i>bis</i> , 147 <i>bis</i> et 226 du Code électoral Ajustement du budget des Communications de l'année 1981 Paiement de traitement à des fonctionnaires de la Régie des Voies aériennes malgré			398	1230-1231	
l'annulation de leur nomination Application de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 juillet 1971			405 416	1252 1283-1284	
Elu questeur du Sénat  Modification de l'article 2 de la loi communale et de l'article 75 de la loi électorale communale (Election des conseillers communaux et échevins et nomination du			424	1301	
bourgmestre)			459-460	1435	
Vangeel, sénateur provincial d'Anvers					
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment ajustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1981 Rapport suppression de l'article 49 de l'A.R. du 29 avril 1969 portant règlement général en	12313	6-XVIII-2	2	6	
matière de revenu garanti aux personnes âgées Proposition de loi Validation de certaines nominations à l'Œuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre	12263	39-1			
Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi Discussion des articles	11825	172-2			
Art. 1  Mesures nouvelles en faveur des résistants au nazisme dans les régions annexées, des réfractaires, des déportés, des victimes civiles des deux guerres et de leurs ayants			102-103	276-277	
droit Budget de la Prévoyance sociale de l'année 1982			276	880	
Assainissement de la sécurité sociale Nécessité de prendre des mesures, élaborées en collaboration avec l'administration			444	1396	
et d'en informer clairement les intéressés Contribution des pensionnés à l'assurance maladie-invalidité Interdiction de cumul de certaines pensions du secteur public Abaissement de l'âge de la pension Diminution du double pécule de vacances des pensionnés Majoration du revenu minimum garanti			444 444 444 444 444	1396 1396 1396 1396-1397 1397	

444-445 466

141 143

80 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
*	R. A	N⁰	Pages	Pages
Van In (suite)				
Abrogation de l'article 16 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institution- nelles (Fiscalité provinciale et ressources de remplacement) Amendements Discussion des articles	12409	179-4	332 333	1046-1047 1049
Discussion des articles Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Dévaluation. — Manque de concertation avec le Grand-Duché de Luxembourg Accord avec les banques et action du Gouvernement auprès de la C.E.E. à propos de Cockerill-Sambre;			195	588
Problèmes posés en Wallonie en général et dans le bassin de Liège en particulier par l'inexécution de divers engagements pris par le Gouvernement et par les différents groupes privés en matière de sidérurgie; Décision du Gouvernement à propos de Cockerill-Sambre;				
Politique sidérurgique et application de l'accord gouvernemental relatif à Cockerill- Sambre; Avis défavorable donné à la direction de Carlam quant à la construction d'un second				
four de chauffage Justification de vote lors du vote sur les motions L'emploi à Siemens-Oostkamp			201	613-614
Question orale Respect de la paix scolaire dans le cadre de l'autonomie culturelle et de la répartition			202	616-617
des compétences entre l'État central et les communautés Réforme du régime de pension des veuves de guerre l'ustification de vote			226-227	684 891-892
Ensemble des mesures décidées quant au chômage et à l'emploi Situation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences			285	909
graves de ces situations Ajustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1981 Situation financière des mutualités			311 316	977 1009, 1010
Régularisation de la décision gouvernementale octroyant des avances à l'Inami Placement illicite par des mutualités de fonds sur des comptes bancaires à terme Contrôle par l'Etat de la gestion financière des mutualités Problèmes d'emploi dans les établissements belges de la firme Siemens Budget des Voies et Moyens de l'année 1982; Budget de la Dette publique de l'année 1982;			316 316 316 325	1009 1009-1010 1010 1030
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Inefficacité des mesures de relance économique Promotion de l'emploi			354 354	ບຮ 1108-1109
Crise économique Bureaucratisation de la société Opposition de la Volksunie au budget Réduction des compétences des communautés et des régions Moyens financiers			354 355 355 355 355	1109 1109 1109 1109 1109
Budget des Voies et Moyens de l'année 1982 Discussion des articles Rapatriement de la dépouille mortelle des compatriotes assassinés à Abbeville le 20			361	1127
mai 1940 Question orale Dénomination de l'aéroport national			366	1138
Sur la prise en considération Remise en état et concession de la ligne musée Torhout-Ostende			374	1161
Question orale  Ouversement en mer de déchets radioactifs  Abrogation de l'article 147 <i>bis</i> du Code électoral concernant le vote par procuration;  Modification des articles 1, 14, 115 <i>bis</i> , 147 <i>bis</i> et 226 du Code électoral			378 385	1177-1178 1197
Discussion des articles  Charges arbitraires et imprécises qu'un Ministre communautaire de l'Exécutif flamand impose inconstitutionnellement aux lotisseurs de terrains à bâtir dans certaines			399	1233
communes de la périphérie bruxelloise Dérèglement du service des chemins de fer Question orale			434	1337 1411
Restitution à la commune de Waremme du titre de ville Approbation de la Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfron-			465	1446-1447
tière à longue distance Absence d'une réglementation cohérente concernant les mesures destinées à atténuer les inconvénients du trafic et confusion entretenue à ce sujet			467	1455
Interpellation Absence injustifiée de mesures d'exécution organisant l'assistance judiciaire Interpellation			468	1459-1460 1461-1462
Fermeture de l'entreprise Texaco à Gand Question orale Voir: M. Capoen				11011102
Van Nevel, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Promotion de l'agriculture, protection des entreprises familiales dans l'agriculture et favorisation de l'établissement des jeunes, en réglementant l'accumulation excessive			2	4-5
de terres en exploitation Proposition de loi Modification de la loi limitant les fermages	12295	72-1		
Proposition de loi Aliments médicamenteux pour animaux	12297	74-1		
Rapport	12159	241-2		

1095

1095 1095

350 350

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS — DU 27 N	OVEMBRE	1981 AU 1	I OCTOBRE 1982	83
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Van Roye, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			2	6-7
Interdiction du cumul de fonctions ou mandats politiques Proposition de loi Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »	12537	314-1	91-92	247
La décision de l'Exécutif de la région bruxelloise relative à la construction sous la place Sainctelette d'un tunnel autoroutier dont le montant du coût pourrait s'élever à deux milliards cinq cents millions de francs  La manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim			270	852-853
dans le monde Interpellation Naturalisations			290, 291	924-926, 928
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano Déversement en mer de déchets radioactifs Complément à l'article 12, § 1, 5°bis, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962			298 385-386	944 1197
Justification de vote			410	1266
Verbist, sénateur provincial d'Anvers				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Ordre des médecins Proposition de loi Modification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres	12314	88-1	2	6
publics d'aide sociale Rapport Modification de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise	12355	127-2		
vétérinaire Proposition de loi Modification de l'article 202 du Code judiciaire portant à cinq ans la durée du man- dat des juges et des conseillers sociaux	12394	169-1		
Rapport  Modification de l'article 204 du Code judiciaire en ce qui concerne la prolongation de la durée du mandat des juges consulaires effectifs et suppléants	12106	210-2	_	913-914
Rapport  Modification de l'article 30, alinéa 1 <sup>et</sup> , de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale	12107	211-2		
Rapport Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12435 12450	215-2 236-2		
Hommage au Président et aux rapporteurs de la commission spéciale ainsi qu'au personnel du Sénat Justification des pouvoirs spéciaux Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement Modération des revenus. — Répartition des charges sur toutes les couches de la			68 68 68 68	185 185-186 185-186 185-186 186
population Résorption du chômage Personnel des établissements de soins Projets C.S.T. Imposition de la plus-value d'immeubles non bâtis			68-69 69 69 69 69	186-187 187 187 187 187
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.:  Modification de l'article 30, alinéa 1 <sup>et</sup> , de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;  Modification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Discussion des articles  Suspension de 17 médecins par le Conseil provincial de l'Ordre des médecins du Bra-			391 396	1209-1211 1222, 1223
bant flamand Justification de vote			480-481	1491
Vercaigne, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Réglementation temporaire des baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble Déclaration du Gouvernement			2, 5 21	8, 16 58
Recours aux pouvoirs spéciaux Assainissement de la sécurité sociale Politique budgétaire, fiscale, industrielle et sociale Evasion des capitaux Modération des revenus des agents des services publics Rupture du monopole de la radio et de la télévision Transfert des compétences relatives à l'enseignement de l'Etat à un organe agréé			42 42, 43 42 42 42 42 42 42-43	116, 117 116, 117 116 116 116 117 117

·	DOCUMENTS		COMPTE RENDU	ANNALES
	R. A	N°	ANALYTIQUE Pages	Pages
Vercaigne (suite)				
Construction d'un échangeur routier à Havré Question orale			67	183
Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			71-72	196-198
Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Politique énergétique			71	196
Dossier de la sidérurgie Modération des revenus. — Répartition des charges sur toutes les couches de la			71	196
population Aide à l'installation de nouveaux indépendants			71-72 72	196 196
Indexation des salaires Fraude fiscale			72 72	196-197 197, 198
Impôts sur les revenus. — Réduction des taux marginaux Réduction des dépenses dans les services publics			72 72	197 197-198
Société nationale des chemins de fer belges Résorption du chômage			72 72	197-198 197
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres-			112	157
sion « groupe politique »			91	247
Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Politique socio-économique du Gouvernement Martens V			183	572, 573, 574
Lutte contre le chômage Politique des prix			183 183	572 572-573
Blocage des prix Modération des revenus			183 183	573, 574 573, 574
Répartition des charges sur toutes les couches de la population Promotion du travail à temps partiel			183 183	573, 574 573
Nécessité d'une relance industrielle Rendement insuffisant de l'épargne populaire			183 183	573 573-574
Naturalisations			103	3/3-3/4
Jurisprudence des Chambres législatives en matière de naturalisations. — Demande de naturalisation du footballeur Lozano			299	946
Octroi du droit de vote aux étrangers Budget des Voies et Moyens de l'année 1982;			299	946
Budget de la Dette publique de l'année 1982; Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981				Fig. Constitutions
Assainissement des finances publiques Modération des revenus. — Répartition inique			350 350, 351	1097, 1098
Ampleur de la fuite des capitaux Lutte contre la fraude fiscale			351 351	1097 1097
Réduction des coûts de production Politique d'utilisation rationnelle de l'énergie			351 351	1097 1097
Taux d'intérêt élevés Blocage des prix			351 351	1097 1097-1098
Lutte contre le chômage Pacte de l'emploi	ĺ		351	1098 1098
Relance du secteur de la construction			351 351	1098
Ampleur de la dette des régions envers la Société nationale du logement Traitement préférentiel des compagnies d'électricité			351 351	1098 1098
Mesures fiscales prises en faveur des entreprises Déficit dans la balance touristique			351 351	1098 1098
Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat Arrêt des travaux de construction du nouveau centre de tri de Mons X			351	1099
Question orale Budget de la Prévoyance sociale de l'année 1982			365-366	1138
Öbligation pour les sociétés d'assurances d'accorder un prêt à l'Inami Relance de l'emploi			445 445	1399 1399
Politique sociale du Gouvernement			445	1399
Vermeiren, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais ntroduction de la dation en paiement de certains biens comme mode de paiement des			2	6-7
droits de succession	40040			
Rapport Attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi	12240	17-2		
Encouragement de l'installation de jeunes indépendants Relance du secteur de la construction			77-78 78	213-214 214
Mesures en faveur des petites et moyennes entreprises Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc)			78	214-215
Opportunité de la dévaluation Maîtrise des salaires et des prix après la dévaluation			189 189-190	586 586
Promotion de l'emploi Blocage des prix			190 190	586-587 587
Cuestion orale  Question orale			322	1023
Sudget des Voies et Moyens de l'année 1982;			344	1023
Budget de la Dette publique de l'année 1982; hjustement du budget de la Dette publique de l'année 1981			1	
Crise économique Nouvelle orientation économique du Gouvernement			346 346	1085 1085
Relance du secteur de la construction. — Réduction du taux de la T.V.A. Promotion des P.M.E.			346-347 347	1085 1085

143

Justification de vote

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Wathelet (suite)				
Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres-			91	245
sion «groupe politique» Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken				
Sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Wyninckx Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Opportunité de la dévaluation du franc			142 196	460 603
Dossier de la sidérurgie wallonne ituation dramatique de la ville de Liège et du C.P.A.S. de la même ville ainsi que l'absence de toute action gouvernementale propre à remédier aux conséquences			196, 197	603-604
graves de ces situations Demande une suspension de séance Sur les prérogatives d'un membre du Sénat, également membre d'un Gouvernement			297	941
régional, d'interpeller un Ministre national sudget des Voies et Moyens de l'année 1982; sudget de la Dette publique de l'année 1982;			297	941
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1981 Taux d'intérêt élevés Nécessité d'une nouvelle politique familiale			337-338 338	1062-1063 1063
Réduction de notre dépendance énergétique			338 338	1063 1063
nformations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indépendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour				
la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée ntroduction de la dation en paiement de certains biens comme mode de paiement des			364	1135
droits de succession Proposition de renvoi en commission our la motion d'ordre de M. Wyninckx proposant le Sénat de siéger le 14 septembre			405	1250
1982 afin d'examiner les budgets avant le 1 <sup>et</sup> octobre			473	1471
Weckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles				
l'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais l'isite du Président du Zaïre à notre pays			2	6-7
Question orale			451	1414
Windels, sénateur de l'arrondissement de Bruges				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2	11-12
Wyninckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers				
'alidation de ses pouvoirs. — Prête serment attribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi			2	5-6
Amendements Amendements Amendements	12280	51-3 51-4 51-5		
Proposition de résolution Proposition de résolution Pouvoirs spéciaux et respect du rôle du Parlement		51-6 51-17	61-62, 63, 93	163, 166, 167,
Opposition du groupe socialiste aux pouvoirs spéciaux Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux			62, 63 62, 63	163, 166, 167, 169, 250 163, 167, 169 164, 166, 167,
Aperçu historique des recours aux pouvoirs spéciaux			62-63	168-169 164, 165-166-
Politique énergétique. — Divergence de points de vue au sein du Gouvernement Concertation sociale Rapport au Roi Consultation du Conseil d'Etat, sur les projets d'avantée sur less de pouvoirs spé			62 62 62	164 165 165
Consultation du Conseil d'Etat sur les projets d'arrêtés sur base de pouvoirs spéciaux  Justification des pouvoirs spéciaux			62 62	165 165-166, 167-1
Eventualité d'une dévaluation du franc belge 5 Délimitation des matières visées par les pouvoirs spéciaux Portée des pouvoirs spéciaux sur le plan fiscal			62 63 63	166 168 169
Réflexion sur la manière de débattre au Sénat les amendements au projet de loi Buts du recours aux pouvoirs spéciaux			97 99	263 268

Wyninckx (suite)  Arribution de certains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Discussion de sarrains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Discussion de sarrains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Discussion de sarrains pouvoirs spéciaux au Roi (suite) Discussion de la participation du Parlement à la préparation des amétés sur bose des pouvoirs spéciaux au Roi au participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des pouvoirs spéciaux au Roi au participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des pouvoirs spéciaux au Roi au Roi au de la participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des pouvoirs spéciaux au Roi au R				RENDU	
Arributions de certains pouvoirs spéciaux au Roi (aulte)  Denome des arricles  1 Sur Prodre des travaux lors de la discussion des amendements  Arributions de certains  Déplore l'absense de M. Vanderpoorten pour raisons de santé et déclar  1 Sur Prodre des travaux lors de la discussion des amendements  Arributions de participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur  base des pouvoirs spéciaux  Art. 1, 22  Art. 1, 23  Art. 1, 122  Art. 1, 127  Art. 1, 127  Art. 2, 128  Art. 3, 129  Art. 3, 129  Art. 3, 120  Art		R. A	Nº	ANALYTIQUE Pages	Pages
Discussion des articles  AT. I. (Demande de suppression) Defior l'absence de M. Vanderpourten pour raisons de santé et déclare Art. 1, 1º Structure de la participanto du Parlement à la préparation des artées sur Motion d'ordre  Art. 1, 1º Art. 1, 1º Art. 2º Art. 1, 1º Art. 2º Art. 1, 1º Art. 2º Art. 1, 1º Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 3 (Demande de suppression) Art. 4 (Demande de suppression) Art. 5 (Demande de suppression) Art. 6 (Demande de suppression) Art. 6 (Demande de suppression) Art. 6 (Demande de suppression) Art. 7 (Demande de suppression) Art. 8 (Demande de suppression) Art. 9 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 3 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 3 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 2 (Demande de suppression) Art. 3 (Demande de suppression) Art. 4 (Demande de suppression) Art. 4 (Demande de suppression) Art. 5 (Demande de suppression) Art. 6 (Demande de suppression) Art. 6 (Demande de suppression) Art. 6 (Demande de suppression de sialores de la martina de la fettavita de la consolidation) Demande une supprison de sialores de la martina de la fettavita de la fettavision Assistancia (Demande de sialores de la martina de la fettavision administrative de la fettavision administrative de la fettavision administrative de la fettavision administrative de la fettavision administrative de la fettavision administrative de la	Wyninckx (suite)				
Sur Porfee des travaux fors de la discussion des amendements Art. I (Dennande de uppression) depondren pour rations de samé et déclare					
Deplore l'absence de M. Vainderpoorten pour raisons de santéet déclare l'abstencir lors des votes poisqu'il a pairé avec M. Vainderpoorten M. Structure de la participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des provotres péciaix sur base des provotres péciaix sur base des provotres péciaix sur base des provotres péciaix sur base des provotres péciaix sur l'attribute de l'art. 1, 2° Art. 1, 12° Art. 2, 12° Art. 3, 14° Art. 2, 12° Art. 2, 12° Art. 3, 14° Art. 2, 15° Art. 3, 16° Art. 2, 15° A	Sur l'ordre des travaux lors de la discussion des amendements			108	294
Structure de la participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur bate des provins spéciaux au Conseil d'Etan, que chaque arrêté sut procession de la la la la la la la la la la la la la	Déplore l'absence de M. Vanderpoorten pour raisons de santé et déclare s'abstenir lors des votes puisqu'il a pairé avec M. Vanderpoorten				295
Art. 1, 2° Art. 1, 3° Art. 1, 10° Art. 2, premier alinéa Art. 2, premier alinéa Art. 2, premier alinéa Art. 2, premier alinéa Art. 2, 12° Art. 2, 12° Art. 2, 12° Art. 2, 12° Art. 2, 12° Art. 2, 13°	Structure de la participation du Parlement à la préparation des arrêtés sur base des pouvoirs spéciaux				
Art. 1, 12? Art. 2, premier alinéa Art. 2, pr	Art. 1, 2° Art. 1, 3°			117, 121	328, 346 347, 351
Art. 2. Appender alinéa Art. 2. 128 Art. 2. 138 Art. 2. 139 Art. 2. 139 Art. 2. 139 Art. 2. 139 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 139 Art. 3. 139 Art. 3. 139 Art. 3. 139 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 139 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 48 Art. 3. 141 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418 Art. 418	Art. 1, 12°				400
Art. 2, 49 Art. 2, 129 Art. 2,	Art. 2			_	
Art. 2, 15° Art. 2 bis Art. 3 ht Propositions de résolutions (Requête au Gouvernement qu'il n'invoque pas l'urgence pour éviter de soument reter les arrêtée de pouvoirs spéciaux au Conseil d'Etat, que chaque Moniteur)  Justification de vore Modification de l'arricle 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection de sanimat Proposition de loi  Aprobation de loi  Aprophation de loi  Approbation de loi  Approbation de la Convention n' 144 concernant les consultations tripartites destinée à promouvir la mise en ceuvre des normes internationales du travail  Approbation de la Convention n' 144 concernant les consultations tripartites destinée à promouvir la mise en ceuvre des normes internationales du travail  First du livre  Proposition de loi  Approbation de la Convention n' 144 concernant les consultations tripartites destinée à promouvir la mise en ceuvre des normes internationales du travail  First du livre  Proposition de loi  Approbation de la Convention n' 144 concernant les consultations tripartites destinée à promouvir la mise en ceuvre des normes internationales du travail  First du livre  Proposition de loi  Lizard  Approbation de la Convention n' 144 concernant les consultations tripartites destinée à promouvir la mise en ceuvre des normes internationales du travail  First du livre  Proposition de loi  Lizard  Approbation de la Convention n' 144 concernant les consultations tripartites destinée à promouvir la mise en ceuvre des normes internationales du travail  First du livre  Proposition de loi  Lizard  12276  12371  12427  207-2  12431  209-1  12482  1250  286-1  12500  286-	Art. 2, 4° Art. 2, 12°			137	433
Art. 3 Art. 3 bis Propositions de résolutions (Reseau Gouvernement qu'il n'invoque pas l'urgence pour éviter de sou (Reseau de Convention de l'Asserté de pouvoirs spéciaux au Conneil d'Etat, que chaque arrêté soit précédé d'un rapport au Roi et que les deux soient publiés au Moniteur)  Justification de vote Modification de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, par l'instauration d'une licence pour la distribution par fil ou par câlbel d'émissions randoidiffusées Proposition de loi Approbation du Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution Rapport Approbation de la Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail, adoptée à Centre le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail  Prix du livre Proposition de loi Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi Modification de l'article? 7 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi Modification de l'article? 7 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Expiration de souvernement Démocratic parlementaire Démocratic p	Art. 2, 15°			139	434
(Requête au Gouvernement qu'il n'invoque pas l'urgence pour éviter de sour mettre les arrêtés de pouvoirs spéciaux au Conseil d'État, que chaque arrêté soir précédé d'un rapport au Roi et que les deux soient publiés au Justification de vor Modification de l'article 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Proposition de loi Modification de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Proposition de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, par l'instauration d'une Recne pour la drivibution par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées  Approbation du Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures et de l'Annexe Rapport  Approbation de la Convention n° 144 concernant les consultations triparities destinées  Genève le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail, adoptée à Genève le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail, adoptée à Genève le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail proposition de loi Motion d'ordre (Démande la procédure d'urgence pour la prise en considération)  Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgéraires 1975-197. (Fonds de consolidation)  Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgéraires 1975-197. (Fonds de consolidation)  Modification de Carticle 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgéraires 1975-197. (Fonds de consolidation)  Recours aux pouvoirs spéciaux au Roi procédure d'urgence pour la prise en considération)  Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgéraires 1975-197. (Fonds de consolidation)  Recours aux pouvoirs spéciaux aux pouvoirs spéciaux aux propositions budgéraires 1976-197. (Fonds de consolidation)  Recours aux pouvoirs spéciaux aux propositions de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions de l'article 79 de la loi du 5 janvier 1976 relative au	Art. 3 Art. 3 <i>bis</i>			140	438-439
Moniteaur) Modification de Varticle 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Modification de l'article 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Modification de l'article 6 de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux Modification de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, par l'instauration d'une licence pour la distribution par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées Proposition de la Convention par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées Proposition de loi Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des nomes internationales du travail Rapport Priv. Divinon de loi Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des nomes internationales du travail Rapport de loi Espiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi Proposition de loi Motion d'ordre (Deute d'urgence pour la prise en considération) Motion d'ordre (Deute 77 de la loi du 5 janvier 1976 relatitive aux propositions bud- gétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Loi Salaires Motion d'ordre (Deute 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Loi Salaires Motion d'ordre (Deute 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Loi Salaires Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Crise économique Recours aux pouvoirs spéciaux Relance du secteur de la construction Construction aéronautique Flag Construction navale Flag Sonstruction navale Accourte de la construction Construction aéronautique Flag Construction avale Situation à Coekerles sur les revenus Politique formalie Accourte de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique familie Politique	(Requête au Gouvernement qu'il n'invoque pas l'urgence pour éviter de sou- mettre les arrêtés de pouvoirs spéciaux au Conseil d'Etat, que chaque				
Proposition de loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, par l'instauration d'une licence pour la distribution par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées Proposition de loi Approbation de l'intervence de l'Annexe Rapport Rapport autres que les hydrocarbures et de l'Annexe Rapport Rapport de la Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des nomes internationales du travail a deptie de l'entre de l'	Moniteur) Justification de vote				
licence pour la distribution par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées Proposition de loi Approbation de l'Approbation	Proposition de loi	12276	53-1		
Rapport Approbation de la Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail, adoptée à Genève le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail Rapport Prix du livre Proposition de loi Explaine se pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi Proposition de loi Motion d'ordre (Demande la procédure d'urgence pour la prise en considération) Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre Déclaration du Gouvernement Démocratie parlementaire Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Démocratie parlementaire Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Modification des suspension de sevenus Relance du secteur de la construction Construction aéronautique Flag Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emeteurs privés Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emeteurs privés Politique familiale Mainmise du C.N.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emeteurs privés Politique familiale Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression seroupe politique s'attis de commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16	licence pour la distribution par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées Proposition de loi	12374	147-1		
Genève le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail Rapport Prix du livre Proposition de loi Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi Proposition de loi Motion d'ordre (Demande la procédure d'urgence pour la prise en considération) Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre (Demande la procédure d'urgence pour la prise en considération) Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre (Demande la procédure d'urgence pour la prise en considération) Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires Declaration d'urgence de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Modification des salaires.  Modération des revenus Relance du secteur de la construction Construction aéronautique Flag Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Arivatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetreurs privés Publicité Cran, — Installation d'armes nucléaires Traifés sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 164er du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression ergoupe politique e	par des substances autres que les hydrocarbures et de l'Annexe Rapport Approbation de la Convention nº 144 concernant les consultations tripartites destinées	12162	183-2		912
Prix du livre Proposition de loi Expiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi Proposition de loi Motion d'ordre (Demande la procédure d'urgence pour la prise en considération) Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Proposition de la construction de loi Proposition de lo	Genève le 21 juin 1976 par la Conférence internationale du Travail	12427	207-2		
tains pouvoirs spéciaux au Roi Proposition de loi Motion d'ordre (Demande la procédure d'urgence pour la prise en considération) Modification de l'article 17 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre Déclaration du Gouvernement Démocratie parlementaire Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Crise économique Recours aux pouvoirs spéciaux Indexation des salaires Modération des sevenus Relance du secteur de la construction Construction aeronautique Flag Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression serous politique »  12482 268-1  391  12482 268-1  391  12482 268-1  391  12500  286-1  12500  286-1  12500  286-1  12500  286-1  35  96-97  35-36  97-98  36, 37  98, 99-100  36  36  98  36  98  36  98  36  98  36  98  36  98  36  98  36  99  36  99  36  99  37  100-101  37  101-102  37  101-102  37  101-102  37  101-102  37  101-102  37  102  37  102  242, 243	Prix du livre Proposition de loi	12431	209-1		
Modification de l'article 77 de la loi du \$ janvier 1976 relative aux propositions budgetaires 1975-1976 (Fonds de consolidation) Proposition de loi  Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre  Déclaration du Gouvernement Démocratie parlementaire Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Crise économique Recours aux pouvoirs spéciaux Indexation des salaires Modification des revenus Relance du secteur de la construction Construction aéronautique Flag Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communatarisée Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression or groupe politique »  1250  286-1  25 67  36 98 96-97 35-36 97-98 36, 37 98, 99-100 36 98 36 98 88 88 89 98 89 99 36 98 99 36 99 36 99 99 90 36 99 99 90 100-101 97 100-101 97 101-102 97 101-102 97 101-102 97 101-102 97 101-102 97 101-102 97 101-102 97 102 103 103 103 103 103 104 104 105 107 108 109 109 109 109 109 109 109 109 109 109	tains pouvoirs spéciaux au Roi Proposition de loi	12482	268-1	201	1200
Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre Déclaration du Gouvernement Démocratie parlementaire Libéralisme ou étatisme. — Programme du Gouvernement Crise économique Recours aux pouvoirs spéciaux Indexation des salaires Modération des revenus Relance du secteur de la construction Construction aéronautique Flag Construction aéronautique Flag Construction avale Situation à Cockerill Yards Hoboken Situation à Cockerill Yards Hoboken Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatiastion du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique érrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation du l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression of groupe politique » 90 242, 243	Modification de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Fonds de consolidation)	12500	206.1	391	1200
Démocratie parlementaire   35   96-97   1.0	Demande une suspension de séance de cinq minutes par solidarité avec les Polonais Motion d'ordre	12300	286-1	25	67
35-36   97-98	Démocratie parlementaire				
Indexation des salaires Modération des revenus Relance du secteur de la construction Construction aéronautique Flag Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique»  36 98 36 99 36 99 36 36 99 36 36 99 36 36 99 36 36 99 36 36 99 36 36 36 99 36 36 99 36 36 36 99 36 36 36 99 36 36 36 99 36 36 36 37 100-101 101	Crise économique			35-36	97-98 98, 99-100
Construction aéronautique Flag Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique»  36 98 98 36 98 98 36 98 98 36 98 99 36 99 36 99 36 37 100-101 37 101 37 101 37 101 37 101 37 101 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 424, 243	Indexation des salaires  Modération des revenus			36 36	98
Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken Modification des impôts sur les revenus Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique»  36 98-99 36 99 36 37 100-101 36-37 100-101 37 101 37 101 37 101 37 101-102 37 101-102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 424, 243	Construction aéronautique			36	98
Politique budgétaire Assainissement de la sécurité sociale Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »  36 99 36-37 100-101 37 101 37 101 37 101 37 101-102 37 101-102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 424, 243	Construction navale Situation à Cockerill Yards Hoboken			36 36	98-99 98-99
Privatisation du régime des pensions Chômage des jeunes Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique»  36-37 100-101 37 101 37 101-102 37 101-102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 424, 243	Politique budgétaire			36	99
Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la Culture Rupture du monopole de la radio et de la télévision Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique»  101 101 37 101-102 37 101-102 37 101-102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 424, 243	Privatisation du régime des pensions			36-37	100-101
Rupture du monopole de la radio et de la télévision  Emetteurs privés Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »  101-102 37 101-102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 37 102 424, 243	Politique familiale Mainmise du C.V.P. sur les départements de l'Education nationale et de la		*		
Publicité Matière communautarisée Politique étrangère Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression «groupe politique»  90 242, 243	Rupture du monopole de la radio et de la télévision			37	101-102
Otan. — Installation d'armes nucléaires Traités sur l'eau Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »  102 37 102 37 102 37 102 242, 243	Publicité Matière communautarisée			37 37	102
Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées  Nomination des membres des commissions permanentes du Sénat Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »  90 242, 243	Otan. — Installation d'armes nucléaires			37	102
Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expression « groupe politique »  242, 243	Rapport de la commission parlementaire sur les milices privées				
	Interprétation de l'article 16ter du Règlement du Sénat en ce qui concerne l'expres- sion « groupe politique »				

88 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE	1981-1982			
	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
£	R. A	N°	Pages	Pages
Wyninckx (suite)				
Evolution dramatique de la situation aux chantiers navals de Cockerill Yards de Hoboken				
Interpellation Sur la motion déposée en conclusion de son interpellation. — Demande le vote			124-125	355-357
d'urgence Situation créée par la faillite de Cockerill Yards prononcée par le tribunal de com- merce d'Anvers			142	459-460
Interpellation Communication du Gouvernement (Dévaluation du franc) Obligation du Gouvernement d'informer le Parlement sur les circonstances de la			153	491-492
dévaluation du franc Débat sur l'ensemble de la politique gouvernementale ou limité à la dévaluation du			173	546
franc Propose que la Commission des travaux parlementaires détermine le moment			173	546
auquel le débat sur la politique gouvernementale aura lieu  Opposition socialiste à la politique socio-économique du Gouvernement Marters V			173 178, 179	546 558, 562
Opportunité de la dévaluation			178	558-559, 560
Rumeurs concernant une éventuelle dévaluation Opinion de la Banque Nationale sur une dévaluation			178 178	559 559
Choix du moment pour dévaluer			178	559
Fixation du taux de la dévaluation Révélation par le quotidien «Het Laatste Nieuws» d'une imminente dévaluation Divulgation prématurée de la dévaluation imminente par l'agence de presse «Reu-			178 178	559, 560 559
ter»			178, 179	559, 561, 562
Effets néfastes de la dévaluation sur la population Indexation des salaires Eventualité d'une seconde dévaluation			178, 179 178 178	559-560, 562 560 560, 561
Attitudes des entreprises quant à la fixation des prix de leurs produits après la dévaluation			178	560-561
Causes de la dévaluation et recherche des responsabilités			179	561, 562
Politique des prix Lutte contre la spéculation monétaire		**************************************	179 179	561-562 562
Alternatives socialistes à la politique socio-économique du Gouvernement Ouverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgé-			179	562-563
taire 1982 Naturalisations			232	- •
Demande que la Commission des Naturalisations se réunisse dans un bref délai Sur le secret du vote			247 300	761 947
Situation des laminoirs anversois Interpellation			247, 248	763-764, 765
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Déve- loppement de l'année 1981; Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopé-		a)		7407
ration au Développement de l'année 1980 Discussion tardive du budget de 1981			212	646, 648
Nécessité d'une politique étrangère active			254	805-806
Respect des alliances Position de la Belgique à l'égard des événements au Salvador			254 254, 255	806 806, 808
Installation de missiles sur le territoire belge			254	806
Politique de détente Est-Ouest Interdépendance économique entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest			254 254	806-807 806-807
Coopération politique et économique européenne			254-255	807
Lutte contre la crise économique Renforcement du système monétaire européen			254-255 255	807 807
Objectifs du nouveau Comité ministériel des relations économiques extérieures			255	807
Promotion de l'exportation Contrôle sur la production et la livraison d'armes			255 255	808 808
Politique envers les régimes dictatoriaux Politique envers l'Afrique du Sud			255 255	808 808
Participation d'une frégate belge aux manœuvres de l'Otan dans le détroit de Flo- ride			255	808
Réduction de la contribution à la coopération au développement Politique en matière de coopération au développement			255 255	808-809 809
Création du Fonds de la Coopération au développement			255	809
Zaïre Attitude qu'adoptent certaines entreprises vis-à-vis du blocage des prix			255	809
Question orale  La manière dont la Belgique s'associera au sauvetage en 1982 de cinq millions de vies humaines, conformément au manifeste-appel des Prix Nobel concernant la faim			268	845
dans le monde Sur la signature du texte de la motion. — Discussion sur la notion « motion » ou « résolution »			292	929
Application de la législation dans les communes bruxelloises bénéficiant d'une aide financière de la région bruxelloise			293	932
Fixation, en application de l'article 54bis du Règlement du Sénat, d'une date limite pour le dépôt des budgets Sur la motion d'ordre de M. Jorissen			298	942
Aggravation des difficultés de trésorerie dans les divers régimes de pension et incohérence de la politique des Ministres compétents à cet égard, laquelle a surtout pour				and Action
effet de léser les petits pensionnés des trois grands régimes Interpellation			302-303	953-957
			Į l	
			-	-

	DOCUMENTS		COMPTE RENDU ANALYTIQUE	ANNALES
	R. A	N°	Pages	Pages
Vyninckx (suite)				
nformations selon lesquelles le permis d'exploiter la centrale nucléaire de Tihange II serait accordé dans les plus brefs délais bien que, d'une part, toutes les conditions de sécurité prévues dans le plan de secours ne soient pas encore rencontrées (notamment en ce qui concerne les voies d'évacuation et le contrôle par des indépendants à l'intérieur des installations) et que, d'autre part, le permis de bâtir pour la tour de réfrigération ne soit pas encore délivré Justifie le vote de son groupe sur la motion motivée Demande au Président du Sénat de communiquer si le fait que le Gouvernement n'ait			364	1135
pas encore distribué les textes des budgets 1982 est imputable aux imprimeries de la Chambre et du Sénat, demande également de communiquer la date à laquelle les Commissions pourront discuter les budgets et demande enfin de ne pas convoquer la Commission de la Défense nationale, le texte du budget n'étant pas distribué Motion d'ordre			373, 374	1158, 1159
dmission des détenteurs de certains diplômes de licence aux études universitaires conduisant à des grades légaux Sur le vote en seconde lecture. — Rappel au Règlement du Sénat fodification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.; fodification de l'article 30, alinéa 1 <sup>ee</sup> , de la loi du 8 juillet 1976 organique des			379	1178
C.P.A.S.; fodification des articles 6 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.  Proposition de renvoi en commission			391 406	1211 1259
Iodification de l'article 70 de la loi communale Proposition de renvoi en commission pour seconde lecture uverture de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année 1982;			408	1262
xpiration des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 2 février 1982 attribuant cer- tains pouvoirs spéciaux au Roi aplantation éventuelle des missiles nucléaires en Belgique et non-respect des engage-			427-428	1316-1318
ments pris par le Gouvernement d'informer régulièrement le Parlement et de le mettre en mesure de jouer le rôle qui lui revient en cette matière udget de la Prévoyance sociale de l'année 1982			436-437	1344-1345
Äbaissement de l'âge de la pension copose que le Sénat siège le 14 septembre 1982 afin d'examiner les budgets avant le 1 <sup>er</sup> octobre			444	1396
Motion d'ordre  Motion d'ordre ropose le retrait d'une interpellation de M. Humblet et d'une interpellation de M. T.  Declercq relatives à la situation au Liban et propose de se prononcer sur une pro- position de résolution			472, 473	1470-1471
Motion d'ordre ituation au Liban			476 477	1481 1485
tiquetage distinctif sur les emballages d'œufs Justification de vote			478	1487